

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale



***« Il leur fallait
une occasion... »***

N° 106

Nouvelle série (n° 712) - Septembre 2020 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky
(1929)

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales — « Il leur fallait une occasion... »** p. 3
- **France — Aucun soutien, aucune concession
au « consensus sanitaire »** p. 11
- **Venezuela — Où va le chavisme ?**
Catastrophe économique, souveraineté, pandémie,
salaires, élections législatives p. 17
- **Etats-Unis — La place des manifestations en cours** p. 29
- **Etat espagnol — Union européenne,
déindustrialisation et précarité** p. 39
- **Le discours censuré lors de la grande marche des Noirs
sur Washington, le 28 août 1963** p. 47
- **Il y a un siècle, en juin 1920, naissait Pierre Lambert**
Exposé de Pierre Lambert présenté à la réunion de formation
de jeunes militants en Espagne p. 51
- **80^e anniversaire de l'assassinat de Léon Trotsky**
20 août 1940 - Le dernier article de Léon Trotsky.. p. 61



Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :



Chèque à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

Notes éditoriales

« Il leur fallait une occasion... »

LORSQUE paraîtra ce numéro de *La Vérité*, l'effondrement de l'ensemble de l'économie mondiale qui s'est produit durant le premier trimestre de l'année 2020 sera loin d'avoir produit tous ses effets dévastateurs. L'ampleur des destructions provoquées, les exigences les plus élémentaires de survie pour des centaines de millions d'hommes à l'échelle de la planète auront, n'en doutons pas, contribué à rétablir la place respective de ce qu'il a été convenu d'appeler la « crise sanitaire » et de la crise de tout le système de domination impérialiste en pleine désintégration.

Il n'est cependant pas inutile de revenir sur l'enchaînement des faits qui ont conduit à l'ouverture de cette crise, afin de saisir la portée véritable de l'opération qui a consisté à instrumentaliser le surgissement de l'épidémie de Covid pour tenter d'occulter ce qu'il faut appeler par son nom : le déclenchement de la plus terrible des crises de tout le système impérialiste.

Une opération politique qui a eu pour seul objectif de faire admettre à la population des pays concernés que la menace de cet ennemi invisible qu'était le virus « justifiait » les mesures de guerre civile (« état d'urgence sanitaire ») prises par les différents gouvernements et impliquait que les directions des organisations de classe s'y soumettent — ce qu'elles ont fait dans leur immense majorité.

Dégageons-nous, comme nous y invite Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, de l'attitude de « l'observateur (qui) parle des arbres mais ne voit pas la forêt, (qui) copie servilement ce qui est extérieur, fortuit, chaotique, (qui) est écrasé par le fait brut et totalement incapable d'en dégager le sens et la valeur » (1).

Et donc, revenons-en aux faits.

“LE RÉEL SE RAPPELLE TOUJOURS À NOTRE BON SOUVENIR”

De longs mois avant l'apparition de l'épidémie en Chine, les alertes se multiplient. Le gratin des économistes bourgeois

s'affole. Paniqué par la politique des banques centrales, Patrick Artus, chef économiste de la banque française Natixis, écrit en 2016 dans son livre *La folie des banques centrales* (2) :

« La vérité est que l'économie mondiale est en récession, non cyclique mais structurelle, et que les velléités de faire de la politique monétaire le remède universel se fracassent sur le mur de l'économie réelle en s'accompagnant d'une prise de risque maximum pour la stabilité financière (...).

Ces folies sont en train de mettre l'économie mondiale à feu et à sang. En continuant à inonder la planète de liquidités, les banquiers centraux jouent un jeu dangereux et l'issue pourrait bien faire de la crise de 2007-2008 une aimable répétition avant un nouvel accident plus dévastateur encore (...).

La monnaie déserte l'économie réelle insuffisamment rentable pour offrir du rendement à court terme. Au lieu d'œuvrer à la stabilité des marchés, les banquiers centraux se sont mis à fabriquer toujours plus d'insécurité, toujours plus de risques pour l'économie mondiale...

Une telle distorsion entre création monétaire et création de richesses, entre les marchés et l'économie réelle, ne pourra durer éternellement. L'ajustement est inévitable car, dans le long terme, le réel se rappelle toujours à notre bon souvenir. »

En mai 2018, l'ex-vice-président de New York Stock Exchange, Georges Ugueux (que nous avons déjà cité dans le n° 102 de *La Vérité*), se risquait même à annoncer une date :

« Nous ne connaissons ni le jour ni l'heure — écrivait-il — mais nous ne pouvons plus ignorer le risque d'un tsunami qui va déferler sur nos économies au plus tard à la fin 2020... » (3).

(1) V.I. Lénine, *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, éditions Sélios, Paris, février 2010, page 149.

(2) Patrick Artus, Marie-Paule Virard, *La folie des banques centrales — Pourquoi la prochaine crise sera pire*, éd. Fayard, Paris, 2016, 168 pages.

(3) Blog de Georges Ugueux, ancien vice-président du New York Stock Exchange, 8 mai 2018. Voir *La Vérité*, n° 102 (juin 2019), page 8.

A la veille du G7 qui se tenait à Biarritz, en France, du 24 au 26 août 2019, la menace de récession se faisait plus lourde :

« Depuis 2009 — *écrivait le journal patronal Les Echos* (4) —, la plupart des investisseurs n'ont jamais été aussi nombreux à anticiper une entrée en récession de l'économie américaine dans les douze prochains mois. La dernière enquête de Bank of America-Merrill Lynch auprès des gestionnaires d'actifs révèle qu'ils sont désormais près d'un tiers à tabler sur ce scénario. »

Cela faisait des mois que le commerce mondial ralentissait sous les effets de la « guerre commerciale » engagée par Donald Trump contre la Chine. Une « guerre » qui ne doit rien au caractère fantasque du président des Etats-Unis. Une « guerre » qui est le produit direct de l'ampleur du déficit du commerce extérieur et de la dette publique des Etats-Unis, expressions de la façon dont les contradictions de tout le système de domination impérialiste remontent se concentrer au cœur de la première puissance mondiale, nourrissant en son sein la crise politique et sociale dont les immenses manifestations de la jeunesse américaine contre le racisme donnent une image.

LA CRISE N'AVAIT PAS BESOIN DU CORONAVIRUS POUR ÉCLATER

Bref, rarement les signes de l'imminence d'une crise majeure de tout le système se sont manifestés avec une telle force.

Et tout cela bien avant que n'apparaisse en Chine, en décembre 2019, les premiers signes de l'épidémie qui allait s'étendre au monde entier.

La crise n'avait pas besoin du coronavirus pour éclater. Les contradictions du système fondé sur la propriété privée des moyens de production avaient soigneusement préparé le terrain.

Dans toute la période qui a précédé l'ouverture effective de la crise, les signes de la récession se sont multipliés. Les états-majors des monopoles impérialistes ne sont pas restés inactifs.

Ils ont préparé une réorganisation drastique de leurs appareils productifs pour pouvoir affronter la violence de la concurrence sur un marché saturé et pour lutter contre les effets délétères de la baisse tendancielle du taux de profit, écrasant partout la masse salariale.

Concentration des monopoles, élimination des « entreprises zombies », nouveau partage des marchés...

Il suffit pour s'en convaincre de récapituler les projets de réorganisation et de concentration de l'industrie automobile, le tournant vers les véhicules électriques ou bien les plans de réorganisation de l'industrie aéronautique sur fond de concurrence entre Airbus et Boeing...

Il n'est pas exagéré de dire que, dans leurs grandes lignes, l'essentiel des plans qui tombent aujourd'hui étaient prêts.

Des plans, certes, sans cesse différés sous l'effet de la résistance des travailleurs combattant la déréglementation du travail et s'arc-boutant, en particulier, dans les vieux pays impérialistes, sur la défense de ce qui subsiste des relations sociales arrachées par la classe ouvrière à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale.

Le capital financier « *apoplectique* » (pour reprendre la formule de Léon Trotsky) (5) engagé dans une crise sans issue exige que tout ce qui subsiste de « l'ancien monde », d'une société qui reste marquée par les conquêtes sociales et politiques de la classe ouvrière, cède la place au « XXI^e siècle ».

La survie du système de domination impérialiste exige le franchissement d'une nouvelle étape dans la dévalorisation de la principale composante des forces productives, la force de travail. Elle exige une déréglementation totale des relations de travail et l'extension à l'échelle mondiale de la précarité. C'est ce qu'ils appellent « la transformation numérique ».

Mais tous les stratèges au service du capital financier mesurent l'ampleur de la réaction qu'ils vont provoquer. Ils se sont convaincus, sur la base de leur expérience, qu'il leur fallait un « choc » — du type de ceux que provoque une guerre — pour pouvoir espérer réaliser leurs objectifs destructeurs des bases mêmes de la civilisation humaine.

(4) *Les Echos*, 13 août 2019 : article de Sophie Rolland, « *Les marchés financiers ballottés par la guerre commerciale* », disponible sur lesechos.fr

(5) Caractérisation utilisée par Léon Trotsky notamment dans la discussion sur le *Programme de transition* avec ses camarades américains : « *Discussion pour résumer sur les revendications de transition* (23 mars 1938) », *Programme de transition*, éd. Sélio, avril 2013, page 119.

Un « choc » qui leur permette de mettre en œuvre, sous une forme ou sous une autre, une « union nationale » afin d'associer à leurs plans destructeurs les organisations des travailleurs.

LA "PEUR DE L'AN MIL"

Il leur fallait une occasion. Elle leur a été fournie par l'apparition de l'épidémie de Covid dans la province de Hubei, en Chine, avec toutes ses conséquences : la mise en quarantaine de 16 villes de la région, dont Wuhan, la capitale de l'industrie automobile chinoise, et l'interruption des chaînes d'approvisionnement globalisées sur tous les continents.

Il leur fallait désigner un responsable du cataclysme, un responsable qui leur permette de détourner l'attention des populations des véritables causes de la crise.

Il leur fallait désigner un ennemi extérieur à la société et à ses conflits internes, un ennemi qui relève de la « fatalité ». Ils ont désigné en retrouvant des accents de la « peur de l'An Mil », l'ennemi public numéro un : le coronavirus.

Ils se sont tous engouffrés dans cette voie, chacun à sa manière. Qu'il s'agisse de ceux qui décidaient un confinement strict, assignant à résidence la population de leur pays, de ceux qui optaient pour un confinement « assoupli », de ceux qui, comme Trump concentré sur sa guerre commerciale avec la Chine, adoptaient une politique faite de volte-face permanents, ou bien encore, comme Bolsonaro, qui s'est attaché à plonger le pays dans un véritable « chaos sanitaire ».

Tous ont utilisé la pandémie pour faire adopter, à la hussarde, les mesures de déréglementation, la remise en cause des droits sociaux élémentaires et la suspension, avec l'« état d'urgence sanitaire », des principales libertés démocratiques. La décision d'un confinement moyenâgeux pour plus de 4 milliards d'êtres humains a signifié, sur tous les continents, une paupérisation de la population, des millions de licenciements, la misère.

Soyons clairs : lorsque la pandémie apparaît en décembre 2019 en Chine et qu'elle se développe de façon exponentielle sur tous les continents au cours du premier trimestre 2020, elle est, d'abord et avant tout, le révélateur du degré d'usure dans

lequel des décennies de politique d'ajustement structurel ont plongé les systèmes de santé publique jusque dans les pays les plus riches, en Europe, aux États-Unis, au Japon.

Ce qu'on appelle aujourd'hui la « crise sanitaire » est avant tout l'une des manifestations les plus éclatantes de la pourriture de tout le système impérialiste.

Il n'y a pas au sens propre de « crise sanitaire ». On ne peut la détacher de la crise générale du système fondé sur la propriété des moyens de production dont elle est l'expression.

Il en découle qu'aucune concession à la mise en scène organisée par les différents gouvernements et par leurs conseillers (scientifiques ou non) ne peut être tolérée. Sous couvert « d'unité » contre la pandémie et de déclarations « scientifiques », c'était en réalité la politique du capital qui était mise en œuvre. Notre position a été claire : aucun soutien, sous quelque forme que ce soit, y compris face aux arguments fallacieux des prétendus « conseils scientifiques ».

LA MÉCANIQUE INFERNALE DE LA CRISE

Revenons une nouvelle fois sur l'enchaînement des faits tels que les retracent les titres de la presse quotidienne :

— Le 24 janvier, le gouvernement chinois décrète le confinement de Wuhan et de toute la région de Hubei, les chaînes d'approvisionnement de nombreuses usines à travers le monde s'interrompent, les frontières se ferment, les avions restent cloués au sol...

— Le 28 janvier, « *Le cours du pétrole chute, pour atteindre son plus bas niveau depuis octobre* ».

— Le 24 février, « *Journée noire sur les Bourses mondiales* ».

— Le 2 mars, « *Semaine noire sur les marchés mondiaux* ». « *Les marchés n'avaient pas connu une telle semaine depuis la crise financière de 2008. En quelques jours, tous les indicateurs sont passés dans le rouge.* »

— Le 8 mars, « *Le commerce mondial s'effondre* ». « *Dans les faits, le coronavirus n'a fait qu'accélérer une tendance déjà à l'œuvre. Les entreprises de transport maritime ont réduit leur capacité depuis août 2018 dans les voies commerciales.* »

— Le 10 mars, « **Le coronavirus provoque un krach boursier mondial** ». « *Lundi, les places financières mondiales ont cédé à la panique. A la crise sanitaire s'ajoute désormais le krach pétrolier.* »

— Le 17 mars, « **Les marchés en chute libre malgré l'intervention de la Fed** ». « *La deuxième baisse surprise des taux de la Fed et son engagement à assurer la liquidité mondiale en dollar n'ont pas suffi à rassurer les investisseurs.* »

Si le surgesissement de l'épidémie et la décision de fermer les usines en Chine ont été un facteur déclenchant de la crise, l'effondrement du château de cartes, lui, s'est opéré conformément au scénario classique de l'effondrement du système financier qui enserre l'ensemble de l'économie mondiale.

UN CLIMAT DE TERREUR

Le journal patronal *Les Echos* a raison d'écrire à propos de l'effondrement du commerce mondial :

« Dans les faits, le coronavirus n'a fait qu'accentuer une tendance déjà à l'œuvre » (6).

La crise mûrissait depuis des mois, l'épidémie l'a accélérée, mais surtout elle a permis aux fondés de pouvoir du capital financier de mettre à profit le climat de terreur créé à dessein pour avancer leurs pions et annoncer des destructions d'emplois à une échelle qu'ils n'auraient pas osé rendre publique quelques semaines auparavant.

Les dés sont jetés. La crise déploie toute sa puissance destructrice. La question du coronavirus n'est plus aujourd'hui qu'une question annexe, même si les différents chefs d'Etat, qui ont démontré leur incapacité totale à faire face à la pandémie, n'ont pas renoncé à s'en servir à nouveau.

Difficile, dans cette situation, de ne pas penser à ce qu'écrivaient Marx et Engels il y a 172 ans dans le *Manifeste du parti communiste* (7) :

« Chaque crise détruit régulièrement non seulement une masse de produits déjà créés, mais encore une grande partie des forces productives déjà existantes elles-mêmes. Une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société — l'épidémie de la surproduction. La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée ; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé

tous ses moyens de subsistance ; l'industrie et le commerce semblent anéantis. Pourquoi ? Parce que la société a trop de civilisation, trop de moyens de subsistance, trop d'industrie, trop de commerce. Les forces productives dont elles disposent ne favorisent plus le régime de la propriété bourgeoise ; au contraire, elles sont devenues trop puissantes pour ce régime qui alors leur fait obstacle ; et toutes les fois que les forces productives sociales triomphent de cet obstacle, elles précipitent dans le désordre la société bourgeoise tout entière et menacent l'existence de la propriété bourgeoise. Le système bourgeois est devenu trop étroit pour contenir les richesses créées dans son sein. »

FAIRE TOURNER LA PLANCHE À BILLETS...

Tous les hommes d'Etat sont saisis de panique, ils mesurent la haine que leur attitude méprisante, mensongère et irresponsable a provoquée — comme vient de le reconnaître le président français, en déclarant dans son intervention officielle du 14 juillet (la fête nationale en France) : « *J'ai sans doute laissé paraître (de moi) quelque chose que je ne crois pas être profondément, mais que les gens se sont mis à détester.* »

Ils pressentent la puissance du soulèvement qui mûrit dans chaque pays. Ils doivent à tout prix tenter de gérer dans le temps l'afflux de dizaines de milliers de chômeurs, en évitant le « crash ». Tous annoncent des « plans de relance » mirifiques, de prêts garantis par l'Etat aux entreprises, la prolongation du chômage partiel... Des centaines de milliards subitement débloqués...

Représentants du capital financier, ils ne savent pas faire autrement que de se tourner vers les banques centrales pour les inciter à faire tourner « la planche à billets », à inonder les marchés de centaines de milliards de liquidités.

Ce faisant, ils ne font que reprendre les mesures qu'ils avaient utilisées en 2008 et qui ont précisément préparé l'entrée dans la crise actuelle.

(6) *Les Echos*, 6 mars 2020 : article de Richard Hault, « *Coronavirus : le commerce mondial s'effondre* », disponible sur lesechos.fr

(7) Karl Marx, Friedrich Engels, *Manifeste du parti communiste*, éd. Sélino, Paris, mars 2006, pages 32-33.

LE SOULÈVEMENT QUI SE PRÉPARE S'INSCRIT DANS UNE LONGUE CHAÎNE DE COMBATS

Jamais le sort de centaines de millions d'hommes de tous les pays et sur tous les continents n'aura été aussi étroitement imbriqué. Jamais la question de la survie de l'humanité n'aura posé avec autant d'acuité la perspective tracée par Léon Trotsky en 1939, qui écrivait dans *Le marxisme et notre époque* (8) :

« Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Après quoi, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. »

Il y a pratiquement dix ans, en 2011, une première secousse ébranlait l'Égypte et la Tunisie. La vague qui a suivi en 2019 cette première secousse a gagné l'Algérie, le Liban, l'Irak, Hong Kong, le Chili, l'Équateur.

Aujourd'hui, l'explosion a eu lieu au cœur même de l'impérialisme le plus puissant, les États-Unis d'Amérique. Elle s'est répercutée sur tous les continents. La jeunesse, en se rassemblant pour que justice soit rendue à George Floyd, a désigné son ennemi, le système d'exploitation qui la condamne à la précarité, au chômage et à une misère sans nom. Les gouvernements en crise, paniqués par les risques d'explosion, cherchent à toute force à associer les directions des confédérations syndicales à la mise en œuvre de leurs plans destructeurs, non sans succès. En effet, sous des formes différentes, dans certains cas directement avec la signature d'un « pacte social », dans d'autres par un accompagnement « bienveillant », les directions syndicales, d'abord au nom de la lutte contre la pandémie, puis

à présent pour la relance de l'économie, acceptent toute une série de mesures contre les droits des travailleurs. Derrière un discours pseudo-réaliste (« *On ne peut pas faire autrement* »), il s'agit pour eux de prendre en charge les plans destructeurs du capital, sous des formes différentes.

C'est là une question posée à tous les militants ouvriers, dans tous les pays, sur la nécessaire réappropriation des organisations contre la politique des directions, dans le combat pour la défense des droits et des acquis des travailleurs.

Ce combat pour se réapproprier les organisations et le combat pour se doter de nouvelles formes d'organisation sont intimement liés. Il y a un lien direct entre ces deux combats. Les militants ouvriers n'abandonnent pas les syndicats, ils combattent pour leur reconquête. Ils ne se subordonnent pas à la politique des appareils, principal obstacle à l'action de la classe.

Dans ce sens, nous reprenons à notre compte la perspective ouverte par Léon Trotsky, qui écrivait :

« La révolution, dans son cours, balaie les vieilles organisations, les vieux partis conservateurs, les syndicats. Dans toutes les entreprises, dans toutes les usines apparaît une nouvelle direction, plus jeune, plus active, plus courageuse, et l'ancienne organisation devient pour la révolution le pire obstacle » (9).

La résistance qui s'organise aujourd'hui n'est pas née de rien, elle prend appui sur la longue chaîne de combats qui l'ont précédée. Elle se nourrit de leurs expériences, de leurs espoirs et aussi de leurs déceptions pour s'ouvrir sa voie.

« Marx ne doutait pas — écrit Trotsky (10) — que la classe ouvrière, au prix d'erreurs et de défaites, parviendrait à prendre conscience de la situation, et, tôt ou tard, tirerait les conclusions pratiques qui s'imposent. »

Nous sommes arrivés à ce point où « *les conclusions pratiques qui s'imposent* » font l'objet de la discussion passionnée au sein de la classe ouvrière et des peuples de tous les continents.

(8) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éd. Sélino, Paris, janvier 2009, page 34.

(9) Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 15, « *Réponses à des questions, 1^{er} octobre 1937* », éd. ILT, Paris, 1983, page 127.

(10) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, op. cit., page 35.

Les masses exploitées de tous les pays dominés comme celles des vieilles puissances impérialistes sont frappées. Personne n'y échappe. Les lourds bataillons du prolétariat industriel, les ouvriers de l'automobile, de l'aéronautique, de tous les secteurs de la métallurgie sont amenés à se préparer à une lutte à mort.

C'est une question de survie. Des centaines de milliers de jeunes militants (et de moins jeunes) s'engagent dans le combat qui leur est imposé. Ils ne peuvent accepter de payer le prix de la soumission au système que veulent leur imposer les vieilles directions, qui ne prétendent même plus représenter leurs intérêts.

Ils cherchent dans le combat à se doter des formes d'organisation qui leur permet-

tent de contrôler leur propre mouvement. Ils cherchent à rassembler les éléments d'avant-garde qui se dégagent de l'action de classe.

La IV^e Internationale, qui rend hommage, cette année, à Léon Trotsky assassiné il y a 80 ans, ne se présente pas à ces militants avec des solutions toutes prêtes. Elle se lie aux combattants d'avant-garde dans les combats de classe. Elle le fait en apportant son expérience de décennies de combat sur tous les continents et avec la volonté de prendre sa place dans l'élaboration des « *conclusions pratiques* » permettant d'arracher le pouvoir des mains du capital.

Le 21 juillet 2020

Complément aux notes éditoriales

PRES de deux mois se sont écoulés depuis que ces notes éditoriales ont été écrites. Tout aura été fait par les « grands de ce monde », durant ces deux mois, pour continuer à présenter l'entrée dans la plus gigantesque crise qu'ait connue le système de domination impérialiste comme un vulgaire épisode de la « crise sanitaire ».

Leurs efforts auront été vains. Rien ni personne ne peut empêcher « *le réel de se rappeler à notre bon souvenir* ».

Des centaines de millions d'hommes et de femmes sont simultanément frappés, sur tous les continents — et sous des formes propres à chacun de leurs pays —, par les conséquences dramatiques de l'effondrement du marché mondial.

Ils voient chaque jour se dessiner plus nettement, derrière les discours convenus sur les « plans de relance », les contours des plans les plus meurtriers échafaudés par les représentants du capital financier, qui se sont engouffrés dans la brèche que leur ouvrait l'apparition de la pandémie.

Ils comprennent qu'en dépit de tous les mensonges de ceux qui les gouvernent, ils sont directement menacés, dans les semaines qui viennent, de perdre leurs emplois, leurs logements... Partout la colère grandit, nourrie par la révolte contre « l'état d'urgence sanitaire » mis en œuvre pour attenter aux droits des travailleurs et à l'indépendance de leurs organisations.

Les premières conséquences de ce que les économistes persistent à nommer « récession », et qui est l'expression de l'impasse absolue dans laquelle le système de la propriété privée des moyens de production entraîne l'humanité, se manifestent avec de plus en plus de force aux quatre coins du globe.

EN DEUX MOIS : BEYROUTH, MINSK, BAMAKO, WASHINGTON...

Si l'explosion qui a ravagé le port de Beyrouth le 4 août a fait éclater au grand jour toute la pourriture de l'Etat libanais, le degré de parasitisme de son système financier et de sa banque centrale (véritable Pyramide de Ponzi) (1), elle a plus large-

ment révélé l'usure de toute une région ravagée par une guerre sans fin imposée par ses parrains impérialistes, poussant tous les peuples à surmonter les divisions ethniques et à se retrouver pour crier ensemble : « *Qu'ils dégagent tous !* »

A l'autre bout du monde, en Biélorussie, c'est l'acharnement et la ténacité manifestés par les travailleurs et le peuple qui défilaient en rangs serrés, pour la 29^e fois ce dimanche 6 septembre, qui retenaient l'attention. Ils défilaient pour exiger le départ de l'oligarque-dictateur Lukachenko, rappelant à ceux qui l'auraient oublié la profondeur du mouvement qui ne cesse de renaître dans toutes les ex-républiques soviétiques pour se libérer des régimes dictatoriaux des oligarques soutenus par Poutine, précisément au moment où la chute des prix du gaz et du pétrole affaiblit le soutien que ce dernier leur apportait, déstabilisant le pouvoir des oligarques.

En Europe, les gouvernements des vieilles puissances impérialistes en déclin sont frappés d'effroi à l'approche de la date du remboursement des dettes qui ont été consenties aux milliers de petites et moyennes entreprises. Et donc, à l'approche de l'annonce des milliers de faillites, jusqu'ici différées, avec toutes leurs conséquences politiques pour les pouvoirs en place.

A Bamako, la chute d'IBK (Ibrahim Boubacar Keita), le protégé de l'impérialisme français, sonne comme un avertissement aux oreilles de tous les gouvernements de l'Afrique subsaharienne.

Enfin, aux Etats-Unis, à l'approche de l'élection présidentielle, les manifestations contre les crimes racistes des policiers continuent de s'étendre. Elles agrègent de larges couches de Latinos et de jeunes blancs qui s'associent aux organisations

(1) Pyramide de Ponzi : montage financier frauduleux consistant à rémunérer les investissements des clients par les fonds procurés par les nouveaux entrants. L'escroquerie apparaît au moment où la pyramide s'écroule, c'est-à-dire quand les sommes procurées par les nouveaux entrants ne suffisent plus à couvrir les rémunérations des clients. Elle tient son nom de Charles Ponzi, qui avait mis en place une telle opération à Boston dans les années 1920. Bernard Madoff a construit son empire financier sur cette arnaque (*Ndlr*).

noires (cf. l'article sur les Etats-Unis page 29). Ce faisant, elles révèlent les contradictions à l'œuvre dans les profondeurs de la société américaine. Des contradictions qu'il sera impossible de surmonter dans le cadre institutionnel des élections américaines. Tous le savent, c'est la raison de l'incertitude affichée dans cette élection par les représentants des deux partis qui se disputent la « victoire ».

De larges couches des classes moyennes, lourdement éprouvées par la crise de 2008 et ses conséquences, sont, en effet, en train de basculer à la recherche d'un point d'appui dans la classe ouvrière afin de rassembler les exploités — au premier rang desquels les Noirs américains — dans un combat de classe contre les exploités et leurs représentants.

A la veille de la Deuxième Guerre mondiale, dans une situation qui, à bien des égards, ressemble à la situation dans laquelle nous sommes entrés, une situation où les représentants des monopoles impérialistes s'approprient à détruire — comme la guerre — des millions d'emplois, à rayer de la carte des secteurs entiers de la production, Léon Trotsky écrivait le 23 mai 1940 dans le *Manifeste d'alarme* (2) :

« Ces tâches grandioses qui hier paraissaient éloignées de plusieurs années, sinon de décennies, peuvent surgir directement devant

nous dans les deux ou trois prochaines années, et même plus tôt. Les programmes qui sont fondés sur les conditions ordinaires de temps de paix cesseront inévitablement de correspondre à la réalité. D'autre part, le programme de revendications transitoires de la IV^e Internationale, qui paraissait si "irréel" aux politiciens à courte vue, manifesterà sa pleine signification au cours du processus de mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir de l'Etat (...).

La guerre détruit des édifices, des voies ferrées, des usines, des mines, mais elle ne peut détruire la technique, la science, les qualités professionnelles. Après avoir créé son propre Etat, correctement organisé ses propres rangs, ramené au travail les forces qualifiées, léguées par le régime bourgeois, et organisé la production conformément à un plan unifié, le prolétariat non seulement restaurera en peu d'années tout ce que détruisit la guerre, mais aussi créera les conditions du plus grand épanouissement de la culture sur le fondement de la solidarité. »

Le 8 septembre 2020

(2) Léon Trotsky, *Manifeste de la IV^e Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution mondiale* ou *Manifeste d'alarme* (23 mai 1940), *Œuvres*, tome 24, Ed. ILT, pages 27 à 75.

FRANCE

Aucun soutien, aucune concession au « consensus sanitaire »

LA section française de la IV^e Internationale tiendra son congrès en mars prochain. La résolution adoptée par le plénum de direction du 5 septembre 2020 indique :

« A n'importe quel moment, un accident peut provoquer une explosion, un soulèvement. C'est le cas aux États-Unis, au cœur de l'impérialisme le plus puissant. C'est la situation au Liban, au Mali, en Biélorussie, à l'île Maurice... Et à chaque fois, ce soulèvement se dirige contre le système, contre ses représentants et l'ensemble des forces attachées à son maintien, pour qu'ils dégagent. Ces questions sont posées partout, elles sont posées en France. Et c'est sur ces processus que la IV^e Internationale est alignée. »

Oui, « *ces questions sont posées partout, elles sont posées en France* ». Il y a quelques mois seulement, en décembre dernier, la réforme des retraites de Macron (réforme revenant à liquider la principale conquête arrachée par la classe ouvrière en 1945) provoquait le surgissement d'une intense lutte de classe. Si, au bout du compte, la grève ne s'est pas généralisée (du fait de la politique des directions s'efforçant en permanence de canaliser la révolte dans des « temps forts » et des journées d'action), pendant plus de 50 jours, plusieurs secteurs, à commencer par les chemins de fer et le métro parisien, ont été totalement bloqués par la grève. Une grève partie d'en bas, organisée à partir des assemblées générales décidant chaque jour la reconduction du mouvement. Pendant toute cette période, dans l'enseignement, dans la chimie, en particulier dans plusieurs raffineries, la bataille a fait rage pour étendre la grève à partir des assemblées générales.

UN PUISSANT ET PROFOND MOUVEMENT

Un puissant et profond mouvement de larges secteurs de la classe ouvrière inscrit dans la continuité des « Gilets jaunes », cette révolte venue « d'en bas », marquée

par le rejet des « vieux partis », par une méfiance extrême et fondée vis-à-vis des directions, et donc par la volonté des travailleurs de s'organiser par eux-mêmes en dehors de tout contrôle exercé par les appareils du mouvement ouvrier.

Une volonté qui est la marque profonde de tous les développements, de tous les mouvements de la lutte de classe qui ont marqué la dernière période.

Cette résistance de la classe nourrit une crise politique qui décompose le régime et déchire ses sommets. Au moment même de l'intense lutte de classe contre la réforme des retraites, des institutions qui sont des piliers de la V^e République (le Conseil d'Etat, première juridiction administrative du pays, le président du Sénat, second personnage de l'Etat...) multiplient les critiques ouvertes contre le gouvernement. Les dernières élections municipales ont été marquées par une abstention record, exprimant un rejet général qui frappe en réalité tous les partis, à commencer par le parti de la majorité gouvernementale, dont la quasi-totalité a été éliminée.

Le gouvernement agit dans des conditions disloquées, il est paniqué par la perspective d'une explosion sociale qui déboucherait sur l'ouverture de la crise révolutionnaire, mais il a un cap : garantir et améliorer les conditions de valorisation du capital. C'est-à-dire : tirer un trait définitif sur les conquêtes de la classe ouvrière issues de 1936 et 1945, pour y substituer une individualisation totale, l'ubérisation du travail ; engager sans délai une offensive en règle pour réorganiser en fonction de ses intérêts tout l'appareil productif, impliquant la destruction de centaines de milliers d'emplois, une baisse massive du « coût du travail »...

Un fait, parmi beaucoup d'autres, illustre cette situation de manière saisissante. Le 29 février, Emmanuel Macron convoque un conseil de défense avec un point unique à l'ordre du jour : l'épidémie de Covid. Dans la foulée, il tient un Conseil des ministres qui décide, en catimini, l'utili-

sation de l'article 49-3 de la Constitution (1), permettant le passage en force, sans vote au Parlement, de la réforme des retraites (même s'il convient de préciser que, dans les mois suivants, parce que le pouvoir est en crise, il multipliera les volte-face sur cette question). Au même moment, les rassemblements de plus de 1 000 personnes sont interdits et dans certains départements du pays, tout rassemblement et toute manifestation sont purement et simplement frappés d'interdiction.

UN COUP DE FORCE "À FROID"

Des décisions brutales qui interviennent dans un contexte dont il n'est pas inutile de rappeler quelques aspects. Le contexte immédiat, c'est l'effondrement de toutes les places boursières. Une crise majeure de tout le système capitaliste, dont tous les ingrédients étaient accumulés bien avant l'épidémie, est en train de s'ouvrir.

Au même moment, en liaison et dans le prolongement du conflit sur les retraites, les avocats sont massivement en grève, manifestent chaque semaine, exprimant la colère qui traverse de très larges couches de la population, y compris la petite bourgeoisie et les « classes moyennes ». Dans de nombreux lycées, les jeunes se mobilisent, malgré une répression impressionnante et systématique, contre la réforme du baccalauréat du ministre de l'Éducation nationale.

Toujours au même moment, l'épidémie a commencé à s'étendre. Le gouvernement sait qu'après des décennies de destruction et d'attaques menées par tous les gouvernements successifs contre le système de santé, les hôpitaux seront vite saturés. Les lits de réanimation sont en nombre largement insuffisant, les stocks de masques ont en très grande partie été détruits.

Paniqué à l'idée que cette situation ne débouche sur une explosion de colère, à l'idée de devoir rendre des comptes, le pouvoir décide d'opérer un coup de force. Le confinement est décrété, la mise à l'arrêt de secteurs entiers de l'activité économique est ordonnée, avec des conséquences sociales terribles, la plus grande partie de la population est assignée à résidence. L'état d'urgence est instauré. Un état d'urgence inégalé en Europe, et dont l'hebdomadaire *L'Express*, pourtant peu suspect d'animosité vis-à-vis du pouvoir, dit le 2 mai 2020 que

« l'état d'urgence sanitaire est plus liberticide que l'état d'urgence classique » et considère que « chez nous, l'Etat de droit aussi est l'un des grands perdants de la crise ». Les libertés publiques, en premier lieu le droit de réunion, de rassemblement, sont suspendues. Un déploiement gigantesque des forces de répression est ordonné, destiné à imprimer la crainte et la peur dans tous les esprits, à « mettre au pas » une population entière.

En quelques semaines, plus de 600 000 verbalisations sont dressées, matérialisant un climat d'arbitraire qui tend à devenir la règle. Des libertés fondamentales dont la remise en cause était jusque-là tout simplement inenvisageable (liberté de prescription des médecins, secret médical) sont visées, foulées au pied.

Au nom de l'épidémie, « à l'abri » du confinement, un régime d'exception qui ne dit pas son nom se met en place pour tenter de museler la classe ouvrière. Le confinement, l'état d'urgence décrété pour l'imposer n'ont rien à voir avec quoi que ce soit de sanitaire. C'est un coup de force « à froid », maquillé en lutte contre l'épidémie, pour tenter d'étouffer et d'empêcher la colère, la haine qui mûrissent contre un pouvoir qui étale au grand jour sa véritable nature : un pouvoir au service exclusif du capital, d'un système parasite, criminel, qui fabrique le désastre.

Pour justifier le coup de force, le gouvernement et une propagande déchaînée se sont immédiatement acharnés à marteler « on ne peut pas faire autrement », le confinement est un « moindre mal », impossible à éviter.

Ils pouvaient en réalité parfaitement faire autrement. Ils pouvaient par exemple prendre la décision de réorienter en urgence des pans entiers de la production vers la fabrication des moyens de protection qui, pendant des mois entiers, faisaient cruellement défaut pour les soignants et pour toute la population. Ils pouvaient, mais ils ont refusé de le faire parce c'est incompatible avec les exigences, les intérêts du capital, du régime de la propriété privée.

(1) L'article 49 alinéa 3 de la Constitution de 1958 (49-3) permet au gouvernement de faire adopter une loi sans le vote des députés de l'Assemblée nationale. En effet, le projet est considéré comme adopté sans être soumis au vote des députés, sauf si une motion de censure est votée dans les 48 heures (*Ndlr*).

Ce n'est pas qu'ils ne pouvaient pas, c'est qu'ils ne voulaient pas. Différence essentielle et de taille.

Ils ont en revanche pris des mesures « d'urgence » dictées par les besoins du capital. Tirant profit du régime d'exception mis en place, dès le début du confinement le gouvernement multiplie, par la voie expéditive et autoritaire des décrets et des ordonnances, les attaques contre les acquis des travailleurs. Au nom de la « crise », la durée du travail, les repos hebdomadaires, les congés, etc., sont attaqués.

Aujourd'hui, au moment où la décision d'imposer le port du masque sert de prétexte au déploiement d'un arsenal policier et répressif spectaculaire destiné à intimider, le gouvernement entend poursuivre sa politique de destruction, de privatisation du système de soins, et refuse de rétablir les lits d'hôpitaux qui ont été fermés pendant l'épidémie de Covid...

L'épidémie ne met pas entre parenthèses la nature de classe de l'Etat et du gouvernement au service exclusif du capital.

UN RÉGIME D'EXCEPTION POUR "TENIR LE CAP" AU SERVICE DU CAPITAL

Le confinement a été levé, mais les mesures d'exception perdurent. Au motif d'une hypothétique seconde vague épidémique, rassemblements, réunions, une fois de plus, tombent sous le coup des pouvoirs spéciaux confiés aux préfets qui peuvent à tout moment les interdire. Et le Premier ministre annonce vouloir prolonger au-delà du 30 octobre le régime d'exception qui permet à l'exécutif de gouverner par décret et d'avoir les mains libres en matière de remise en cause des libertés démocratiques comme en matière de droit du travail.

Devant l'Université d'été de la principale organisation patronale, il vient de déclarer (2) :

« Vous le savez, beaucoup de mesures de simplification ont été adoptées pendant la crise sanitaire par ordonnances. C'est aussi une des vertus de la crise. Je vous indique aujourd'hui que ces dispositions seront prolongées, amplifiées et, si possible, pérennisées, qu'il s'agisse du droit du travail et de la formation professionnelle, du droit de la commande publique, du droit de l'urbanisme... Je sais que beaucoup d'entre vous

considèrent que la situation peut aussi représenter une opportunité. »

C'est ainsi que le même a présenté jeudi 3 septembre un énième plan de « relance » : 100 milliards d'euros, venant s'ajouter aux 470 milliards dernièrement versés, sont offerts aux patrons. La « planche à billets » tourne à plein régime pour détruire des milliers d'emplois, baisser brutalement et massivement le « coût du travail », réaliser au compte du capital financier la restructuration de la production et du marché débarrassés des concurrents les plus faibles. L'essentiel de ces plans de restructurations et de suppressions d'emplois était dans les tiroirs avant l'épidémie. En 2019, le dirigeant d'Airbus réclamait par exemple une « baisse du coût du travail ».

Du fait de la résistance de la classe ouvrière, ces plans avaient dû être différés. L'épidémie, la « crise », les mesures d'exception décidées par le gouvernement fournissent aujourd'hui l'occasion pour les mettre partout à l'ordre du jour.

Une situation utilisée partout pour exercer un chantage à l'emploi, dans l'objectif d'amener les travailleurs et leurs organisations à renoncer à leurs acquis et à accepter les baisses de salaires. Utilisée pour justifier l'aggravation des traits les plus autoritaires, les plus répressifs du régime de la V^e République, pour tenter de détourner l'attention des pires attaques contre les libertés démocratiques et la classe ouvrière. Sous couvert de lutte contre l'épidémie, un « consensus sanitaire » est à l'œuvre, mettant tout le reste entre parenthèses et qui, dans les faits, revient à un consensus avec le gouvernement.

DU CÔTÉ DES DIRECTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER

Si le pouvoir, massivement rejeté, n'est pas parvenu à réaliser l'union nationale, « l'union sacrée » autour de lui, la quasi-totalité des partis institutionnels ont plongé dans l'opération, et il bénéficie de l'attitude pour le moins bienveillante des directions des confédérations syndicales.

(2) Discours du 26 août 2020 du Premier ministre, Jean Castex, à la « Rencontre des entrepreneurs de France » - MEDEF, Hippodrome de Paris-Longchamp, publié sur le site www.gouvernement.fr

Par leur refus de qualifier, de caractériser nettement les attaques contre les libertés et contre la classe ouvrière, les sommets du mouvement ouvrier se soumettent et laissent faire. Les revendications, quand il y en a, sonnent creux, quand elles ne servent pas tout simplement à faire diversion et à parler d'autre chose. Les confédérations sont « attentives », elles appellent à la « vigilance ». En réalité, elles accompagnent et désarment la résistance des salariés.

Dans la continuité de leur attitude face à l'escalade liberticide du pouvoir depuis les Gilets jaunes, devant les mesures d'exception sans cesse prolongées, elles sont restées « l'arme au pied ». Lorsque, fin février, le gouvernement a interdit les rassemblements, fait un coup de force sur la réforme des retraites, elles ont, nonobstant quelques timides protestations, entériné le fait accompli.

Tétanisées par la brutalité du coup de force du pouvoir, par l'ampleur de l'offensive pour baisser massivement le « coût du travail », elles se plient aux décisions du capital et du gouvernement, quand elles ne les accompagnent pas ouvertement. En mai dernier, toutes les confédérations françaises ont signé un texte commun avec le DGB, la confédération allemande des syndicats, appuyant le plan de relance franco-allemand Macron-Merkel (3). Un acte d'allégeance dont elles ne se sont pas vantées, auquel elles ont assuré le minimum de publicité, et qui a provoqué de vives réactions à tous les niveaux des organisations.

Si, après l'annonce du dernier plan de relance par le Premier ministre Jean Castex, elles ont soulevé quelques protestations, celles-ci restent des « couteaux sans lame » en l'absence de toute volonté réelle de mobiliser pour empêcher les licenciements et la baisse des salaires.

DÉFENSE DE L'INDÉPENDANCE DE CLASSE

Face à cette situation où la pression est énorme pour tenter d'encamisoler, de paralyser la classe ouvrière, la section française de la IV^e Internationale a combattu sur une ligne nette de défense de l'indépendance de classe, de défense de la lutte de classe.

Aucune confiance, aucun accord, aucune conciliation avec la moindre des mesures et des décisions du gouvernement au service du capital. « *Aucun soutien à Macron et au*

consensus sanitaire, aucune concession aux plans du capital. ».

Une orientation exprimée chaque semaine par *Informations ouvrières*, qui s'est retrouvé, en particulier pendant le confinement, au cœur de toute l'activité de la section française, pour analyser le développement de la crise et ouvrir à chaque étape la voie à la mobilisation contre le régime capitaliste et son gouvernement. Aucune adaptation aux mesures prises contre la population, la classe ouvrière et ses acquis, rejet de la propagande et des mensonges matraqués par les médias, rejet du fatalisme distillé par les directions pour étouffer la colère des masses, pour cautionner en définitive leur accompagnement et leur acceptation des décisions prises en haut, leur adaptation aux plans à venir.

Informations ouvrières joue son rôle d'organisateur collectif, d'instrument au service du regroupement politique pour aider la classe ouvrière à se dégager du carcan de l'union nationale et des mesures d'exception. L'aider pratiquement à organiser le refus.

Refus, par exemple dans l'industrie, du piège tendu dans chaque entreprise aux travailleurs et aux militants ouvriers : au nom du fait que les licenciements seraient une fatalité contre laquelle on ne peut rien, il n'y aurait rien d'autre à faire que de discuter du « moindre mal ».

C'est avec l'acquis de cette orientation d'indépendance que la section française entre dans la période qui est ouverte.

Aux antipodes du dispositif gouvernemental pour tétaniser la population et de la politique d'accompagnement des directions, il y a l'état d'esprit de l'immense majorité et la résistance intacte, malgré les conditions et les obstacles, des travailleurs.

UNE ÉNORME COLÈRE

Une colère énorme traverse de très larges couches de la population et se dirige contre le pouvoir, contre le régime, synonyme pour un très grand nombre de mensonges, de décisions criminelles, d'atteintes continues contre les libertés publiques. La masse de la population n'a ni oublié ni digé-

(3) Tribune des six organisations syndicales parue dans *Le Monde* (20 mai 2020) sous le titre « *Seule une réponse européenne ambitieuse pourra nous éviter des années de croissance morne, voire de récession* » (cf. site : www.lemonde.fr).

ré les mensonges systématiques du gouvernement ; elle n'a pas oublié le désastre dans les hôpitaux, ni la décision, en plein confinement, de refuser par voie de décret l'accès à l'hôpital des personnes âgées résidant en EHPAD (4). Des milliers sont mortes victimes de cette décision meurtrière. La masse de la population est exaspérée par les mesures de police systématiques, les atteintes répétées aux libertés publiques, le climat d'intimidation et de peur qui sont au cœur du dispositif « sanitaire ».

Et cette colère se réfracte au sein et à tous les niveaux des organisations de la classe ouvrière.

Les profonds mouvements qui ont marqué la lutte de classe de ce pays au long de la dernière période n'ont pas été effacés, ils n'ont pas disparu. Ils continuent à mûrir, à cheminer en profondeur.

En plein confinement, malgré l'état d'urgence, l'interdiction stricte de se rassembler, des manifestations de personnels soignants, parties d'en bas, ont eu lieu dans plusieurs hôpitaux du pays. Dès la levée du confinement, et bien que les dispositions de l'état d'urgence aient toutes été maintenues, des manifestations de masse se sont multipliées. Fin mai, plus de 10 000 travailleurs défilent dans le nord de la France contre la fermeture programmée de l'usine Renault de Maubeuge. Quelques jours plus tard, sans demander l'autorisation à personne, balayant les interdictions, des dizaines de milliers de jeunes déferlent dans les rues contre le racisme, contre la violence d'Etat. Ils reprennent à leur compte l'aspiration qui monte des larges masses qui viennent juste de se soulever aux Etats-Unis et qui se dressent contre tout le système, contre le pouvoir.

C'est au même moment qu'ont lieu des manifestations massives de personnels hospitaliers. Un mouvement de fond, parti d'en bas, et qui malgré les obstacles, malgré les scénarios concoctés dans les sommets, va diriger toute sa force, toute la hargne et la rage accumulées depuis des mois contre un gouvernement responsable et coupable de la catastrophe dans les hôpitaux. Un mouvement très puissant qui va bousculer les schémas décidés « en haut » et contraindre le gouvernement à lâcher une augmentation de salaires pour plus d'un million de personnels hospitaliers.

En face, le régime de Macron est un régime faible qui n'a d'autre « base sociale » que

les sommets du capital financier dont il est le mercenaire. C'est pourtant ce régime faible et en crise qui entend aller au bout de l'offensive de destruction de toutes les conquêtes de la classe ouvrière que les gouvernements précédents de la V^e République n'ont pu mener à terme.

Parce que le pouvoir est faible et en crise, tout le conduit à chercher, dans l'esprit « corporatiste » des institutions de la V^e République, à intégrer les syndicats, à en faire de simples rouages, et aussi à pousser le plus loin possible les tendances autoritaires et répressives du régime. Il alimente en retour encore davantage la colère.

PRÉPARER ET SE PRÉPARER À L'ÉTAPE QUI VIENT

Au même moment, on annonce en France plus d'un million de chômeurs supplémentaires d'ici la fin 2020. Des millions vont voir leurs conditions d'existence se dégrader, s'effondrer brutalement. La jeunesse est confrontée en ce moment même à une offensive inédite, camouflée derrière de faux prétextes sanitaires, pour lui imposer une déqualification, une précarisation, une surexploitation généralisées.

Pour les militants révolutionnaires, il s'agit de préparer et de se préparer à l'étape qui vient, au choc et à la confrontation qui sont inévitables, même si nul ne peut en prévoir ni le lieu, ni la date, ni la forme.

Face à l'offensive du capital financier et du gouvernement qui s'emploient à s'assurer l'allégeance et l'appui des directions du mouvement ouvrier, les militants de la section française entendent aider, aux côtés de milliers d'autres, à constituer un pôle, un regroupement politique de résistance campant fermement sur le terrain de l'indépendance de classe.

Des dizaines de milliers de travailleurs, de militants ouvriers, refusent le carcan paralysant dans lequel on cherche à les étouffer. Ils cherchent à dégager les voies du combat pour ouvrir une issue à la catastrophe à laquelle conduisent le système, ses représentants et toutes les forces qui le soutiennent.

C'est pourquoi, avec d'autres travailleurs, d'autres militants d'origines diffé-

(4) Etablissement d'hébergement pour les personnes âgées dépendantes.

rentes, nous préparons, à l'initiative du Comité national de résistance et de reconquête, la réunion du 26 septembre regroupant des militants de l'industrie et du commerce, et une réunion nationale des délégués des comités locaux de résistance et de reconquête, le 21 novembre prochain. Deux réunions qui poursuivent un même objectif : regrouper une force politique qui refuse le consensus et qui cherche une issue le plus largement possible.

La IV^e Internationale agit pour aider l'action révolutionnaire des masses, elle agit pour contribuer à la construction d'un parti révolutionnaire, indispensable pour que cette action soit victorieuse en dépit des obstacles et des trahisons.

Aider dans cette situation prérévolutionnaire, c'est, avec *Informations ouvrières*, démasquer les impostures et les mensonges du gouvernement, de sa propagande, de ses soutiens ; contribuer à exprimer et à rassembler chaque semaine les éléments de la colère qui monte contre Macron, serviteur du capital, et de la lutte des travailleurs. C'est aider par là cette colère à se « centraliser » contre le pouvoir.

Aider, c'est contribuer à regrouper tous ceux, et ils sont nombreux, qui, malgré les directions, entendent rester sur le terrain strict de la lutte de classe.

C'est agir avec les masses pour créer les organisations utiles et nécessaires à la préparation de cette action révolutionnaire des masses.

Nous le faisons dans les conditions de la nouvelle période dans laquelle nous sommes entrés. Des conditions marquées par un puissant mouvement de « dédagisme ». Sur tous les continents, le mouvement

des peuples pose la question de dégager le « système » et tous ses tenants. Cette question est posée, elle affleure ici aussi.

Et ce « dédagisme » se combine au rejet de l'ancien cadre, celui des « vieux partis » institutionnels qui se confondent avec le système, avec ses institutions en décomposition, et qui, à tour de rôle, se sont succédé à sa tête. Il se combine à une extrême méfiance, bien méritée, vis-à-vis des directions, en raison de leur politique accommodante. Et ce mouvement d'ensemble est progressiste. Et dans le même temps, et ce n'est pas contradictoire, il y a la recherche d'un cadre d'organisation par une large couche de militants, de travailleurs qui refusent toute compromission, qui cherchent à s'extirper de la paralysie dans laquelle les directions cherchent à enfermer la classe ouvrière.

C'est pourquoi, avec les militants du Parti ouvrier indépendant, qui prend toute sa place dans les processus en cours, nous sommes engagés dans les comités de résistance et de reconquête, pour la défense des acquis de 1936 et de 1945. Un cadre large de regroupement politique où se regroupent des Gilets jaunes, des syndicalistes qui localement ont combattu pour opérer la jonction entre le mouvement ouvrier et les Gilets jaunes, des militants de tendances et d'appartenances diverses.

C'est dans ce cadre le plus large possible que se préparent les réunions nationales des 26 septembre et 21 novembre prochains.

Jacques Buisson
12 septembre 2020

VENEZUELA

Où va le chavisme ?

Catastrophe économique, souveraineté, pandémie, salaires, élections législatives...

L'EVOLUTION politique vénézuélienne de ces vingt dernières années est caractérisée par un conflit permanent. Il y a d'un côté la politique et l'ingérence exercées par le gouvernement des Etats-Unis et le capital financier international dans la vie de la nation — ingérence qui s'exprime non seulement sur le terrain économique, mais aussi au travers des conspirations et des menaces militaires, avec la complicité soumise des gouvernements de l'Union européenne, des Amériques et d'une bourgeoisie cipaye. Et, de l'autre côté, la résistance de la nation vénézuélienne et des travailleurs, qui s'exprime dans la défense des conquêtes sociales et économiques.

Le Venezuela est dans le collimateur du monde. La crise économie s'aggrave, prenant un tour toujours plus menaçant. Ce scénario nous conduit à nous interroger : quel est le cadre dans lequel se développe la crise actuelle au Venezuela ? Est-elle liée à la déstabilisation due à la guerre économique provoquée par l'attaque de la classe dominante nationale et impérialiste ? Est-ce l'unique raison de la catastrophe économique ? Il faut examiner l'impact des sanctions, les réponses de Nicolás Maduro (1), leurs limites, ses bifurcations au détriment de la souveraineté, le bilan de deux ans de plan de « relance économique », la situation de la classe ouvrière, la destruction des salaires, les élections législatives, la résistance des travailleurs, notre place.

La situation internationale actuelle est beaucoup plus complexe. L'impérialisme stimule les guerres, les étend, disloque des Etats et des nations à une échelle sans précédent, révélant chaque jour davantage la barbarie qu'exige sa survie. La crise du

capital s'approfondit, amplifiée par la pandémie, et, simultanément, au sein même de ces processus de guerre et de putréfaction, mûrit et s'accélère indubitablement la marche des soulèvements et des révoltes sociales. Les gouvernements chutent, les situations prérévolutionnaires naissent, les mobilisations et la résistance des travailleurs s'intensifient sur tous les continents. Jamais jusqu'ici les problèmes politiques les plus transcendants ne se sont posés en des termes aussi étroitement liés pour les travailleurs des pays impérialistes et ceux des pays sous-développés. L'offensive contre des millions de travailleurs précarisés, de retraités, de millions de femmes travailleuses, de jeunes, sous diverses formes mais avec un seul fil conducteur dans le contenu, est incontestable. Il est tout aussi incontestable que jamais ne s'est posée avec autant de force la question du pouvoir pour la classe ouvrière, l'unique classe capable d'agglutiner toutes les couches exploitées de la population et de tous les peuples opprimés. C'est justement le débat qui émerge au sein du mouvement ouvrier vénézuélien.

L'AMÉRIQUE LATINE FRAPPÉE PAR LA CRISE SOCIALE

Un effondrement économique historique s'est aussi développé et amplifié à la faveur de la pandémie du Covid-19. Evidemment, l'effondrement latino-américain a pour toile de fond la banqueroute capitaliste internationale, qui s'est accélérée et approfondie

(1) Nicolás Maduro (né en 1962), président de la République du Venezuela depuis 2013.

avec la crise sanitaire, inaugurant une période de dépression économique comparable à la Grande Dépression des années 1930.

La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a prévu « pour l'ensemble de la région une chute du PIB de 9,1 % en Amérique du Sud, de 8,4 % en Amérique centrale et au Mexique, et de 7,9 % dans la Caraïbe, hors Guyane, dont la forte croissance porte la moyenne régionale à une chute de 5,4 % » (2).

Dans ce cadre, l'Amérique du Sud est la plus touchée, avec des indicateurs plus mauvais encore que la moyenne pour le Brésil (- 9,2 %), l'Argentine (- 10,5 %), le Pérou (- 13 %) et, surtout, le Venezuela (- 26 %). Il convient de souligner que dans le cas vénézuélien, en plus des problèmes locaux, les sanctions et le blocus des États-Unis portent un sérieux préjudice au fonctionnement économique. Selon les prévisions, la pandémie devrait provoquer en 2020 une hausse du taux de pauvreté de 7 points de pourcentage en Amérique latine, ce qui le porterait à 37,3 %. La région devrait ainsi compter 231 millions de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. Le taux d'extrême pauvreté devrait augmenter de 4,5 points de pourcentage, pour atteindre 15,5 %. Au total, il devrait y avoir dans la région 96 millions de personnes en situation d'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec un revenu ne permettant pas d'accéder au panier alimentaire de base.

LA RUINE DES TRAVAILLEURS

La classe capitaliste et les différents gouvernements, quelle que soit leur couleur, se déchargent de la crise sur le dos des travailleurs. Un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) indique qu'alors que le nombre d'heures travaillées a baissé de 14 % au niveau mondial, la baisse atteint 20,5 % en Amérique latine. Une baisse supérieure à celle enregistrée en Amérique du Nord, en Europe, en Asie et en Afrique. Sur 400 millions de postes de travail perdus à l'échelle mondiale, 47 millions se concentrent dans la seule Amérique latine. Cette gigantesque destruction d'emplois a été permise par l'importance du travail informel, de longue date.

L'OIT signalait aussi, début mai (3), que 54 % des 298 millions de travailleurs en activité, soit 158 millions d'entre eux, occu-

pent un emploi informel. Le taux du travail informel atteint 80 % dans certains pays, mais les taux sont également élevés en Argentine (47,2 %), au Brésil (46 %) et au Chili (40,5 %). Selon le rapport de l'OIT, 90 % de ces travailleurs précarisés ont subi une baisse de leurs revenus. Mais alors que la moyenne de cette baisse est de 60 % à l'échelle mondiale, elle atteint 80 % en Amérique latine et dans les Caraïbes. La hausse du chômage et l'accroissement du travail informel sont le terrain sur lequel se développe une extraordinaire offensive contre la force de travail et contre les régimes de protection sociale.

COMMENT EXPLIQUER LA CATASTROPHE ÉCONOMIQUE VÉNÉZUÉLIENNE ?

On ne peut chercher à comprendre la crise économique actuelle que traverse le Venezuela sans tenir compte du rôle essentiel qu'a joué et que joue encore la rente pétrolière. Depuis son origine, avec l'arrivée des grands capitaux étrangers, la rente pétrolière a modifié la société vénézuélienne dans tous ses aspects. Néanmoins élément clé de la nation, elle a forcé la modernisation de l'État, altéré la composition des classes sociales, réorganisé la géographie nationale selon ses intérêts, et, nouveau dynamisant des processus politiques et économiques, elle est devenue le principal sujet de dispute entre les classes dominantes, engendrant les « réclameurs de rente et les chercheurs de rente », comme les appelle le professeur Bautista Urbaneja (4). Il décrit en effet deux grands secteurs de la société : ceux qui cherchent à prendre le contrôle de la rente en occupant le pouvoir politique ou économique, et les travailleurs, les secteurs populaires, qui cherchent à s'organiser pour réclamer de plus grandes parts de la rente sous la forme d'aides sociales et par le développement des services publics.

(2) Rapport du CEPAL, cité par *Le Monde*, 22 avril 2020.

(3) Organisation internationale du travail (OIT), rapport cité par l'AFP, 22 mai 2020.

(4) Cf. l'ouvrage de Diego Bautista Urbaneja, *La renta y el reclamo – Ensayo sobre petróleo y economía política en Venezuela*, Editorial Alfa, Caracas, 2013, 462 pages.

L'Etat vénézuélien, au travers d'un conflit avec les transnationales pétrolières, est devenu le principal administrateur de la rente pétrolière. Bien évidemment, il n'est pas un administrateur « impartial » ou guidé par un absolu bon sens managérial. Tout au contraire, le destin des ressources, parfois abondantes et parfois limitées, est déterminé par les intérêts des classes dominantes vénézuéliennes, le type de gouvernement et la combinaison du rapport de force et des demandes du peuple travailleur. La façon dont notre Etat distribue la rente varie notablement selon les moments. Il se montre conciliant et bienfaiteur dans les périodes d'augmentation des recettes mais devient néolibéral quand les prix internationaux du pétrole diminuent, entraînant les fameuses crises du capitalisme rentier vénézuélien.

Dans les années 1980, le Venezuela fut affecté par la crise de la dette extérieure qui frappa toute l'Amérique latine. Le gouvernement de Herrera Campin (1979-1984) dévalua la monnaie et, le fameux « vendredi noir » du 18 février 1983, déclara le moratoire du paiement de la dette extérieure. Depuis, les gouvernements, en particulier la seconde administration de Carlos Andrés Pérez (1984-1993), ont appliqué la recette de libéralisation au travers de programmes d'ajustement et des politiques de libéralisation économique imposés par le Fonds monétaire international (FMI). Ce programme de libéralisation s'est incarné dans le document VIII du plan de la nation, plus connu sous le nom de Grand Tournant (5).

Il entraîna une crise fiscale, avec d'autres effets comme la corruption, tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et l'hyperinflation, qui n'ont en effet rien de nouveau. Il n'était pas rare que le taux d'inflation augmente au-delà de 50 %, comme en 1989 (84 %), 1994 (70 %), 1995 (56,6 %) et 1996 (103,02 %), avec un effet désastreux sur les salaires réels des travailleurs et des classes moyennes.

Il est tout aussi inexcusable que dans un pays doté d'une rente pétrolière exorbitante, il se soit passé des décennies sans aucune diversification de la forme productive, avec des taux de pauvreté supérieurs à 50 % et une augmentation considérable des inégalités. Une grande partie de la richesse produite au Venezuela, essentiellement pétrolière, ne restait pas dans le pays.

LES TRANSFORMATIONS DU CHAVISME

Après que le gouvernement de Hugo Chavez (1999-2013) se fut assuré le contrôle de l'entreprise publique *Petróleos de Venezuela S.A* (PDVSA) — ce qui se produisit sur fond de conflits sociaux, de tentatives de coups d'Etat, de black out patronal et d'ingérence ouverte de l'impérialisme —, les contrats avec les compagnies pétrolières étrangères ont été renégociés et les royalties de l'Etat provenant de l'extraction ont augmenté. Le taux d'imposition sur la rente pétrolière fut ajusté à partir du contrôle opérationnel que l'Etat exerça sur les gisements, via la PDVSA (les royalties passèrent de 1 % à 33,33 % et le taux de l'Impôt sur la rente [ISLR] (6) fut fixé à 50 % sous le commandant Chavez).

La récupération de la bande pétrolière du fleuve Orénoque par l'établissement de nouvelles conditions pour les entreprises transnationales résumées à l'article 2 du décret 5 200 (7) promulgué par Chavez en personne le 26 février, le renforcement actif de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et l'augmentation des prix du pétrole sur le marché mondial ont permis au gouvernement vénézuélien de jouir de plus grandes recettes, ce qui a augmenté sa capacité fiscale à distribuer la rente pétrolière.

Ce qui a ouvert la voie à un processus commençant à accorder des droits sociaux et économiques aux secteurs de la population les plus défavorisés dans les domaines de l'alimentation, de la santé, du logement, de l'éducation et de l'accès des paysans à la terre. Ces premières années apportèrent aussi l'éradication de l'analphabétisme, une importante hausse des niveaux scolaires, des avancées en matière de droits sociaux

(5) Le Grand Tournant, connu sous le nom de « *train de mesures économiques* », mesures d'ajustement économique ordonnées par le FMI, adoptées au Venezuela en 1989 par le gouvernement de Carlos Andrés Pérez en réponse à la récession économique où a été plongé le pays dans les années qui ont suivi le Vendredi noir (1983).

(6) *Impuesta Sobre la Renta (ISLR)* — équivalent à l'impôt sur le revenu.

(7) Décret 5 200 : la nationalisation de la ceinture pétrolière de l'Orénoque Hugo Chávez. Ce décret établit que 60 % du capital actionnaire restera entre les mains de l'Etat vénézuélien, ratifiant ainsi le caractère souverain de la politique pétrolière mise en œuvre par le gouvernement révolutionnaire.

(lois paradigmatiques comme la LOTT, etc.) (8). Les acquis collectifs de ces premières années du chavisme sont énormes et indiscutables.

Le gouvernement a aussi utilisé la distribution de la rente pour l'inclusion ou tout au moins la pacification de secteurs de la classe moyenne et des groupes patronaux proches de la révolution bolivarienne.

Il est même parvenu à créer une nouvelle classe de fonctionnaires et d'employeurs liés au gouvernement, appelés les « employeurs patriotiques ». La classe moyenne a aussi joui de l'augmentation de son pouvoir d'achat grâce à une monnaie surévaluée, à des prix du combustible les plus bas du monde et à l'accès à des dollars préférentiels pour payer les voyages à l'étranger. Le système des taux de change différentiels était un mécanisme très puissant qui bénéficiait directement à des entreprises privées nationales et internationales. Selon des données de la Commission de l'administration des devises (CADIVI, 2013) (9), on comptait aussi de grandes multinationales du secteur automobile (comme General Motors, Toyota ou Ford) parmi les bénéficiaires du boom pétrolier, ainsi que quelques grandes compagnies aériennes internationales et entreprises du secteur pharmaceutique.

De plus, certains groupes d'entreprises ont pu réaliser d'importants profits. D'une manière générale, les secteurs du commerce, des télécommunications, de la construction et plus particulièrement le secteur financier ont extraordinairement bénéficié de l'augmentation de la rente pétrolière.

Tant la vieille bourgeoisie que les nouveaux riches liés au gouvernement ont participé à une fête qui a rendu le pays exsangue. Les vieux employeurs, les patriotes et les sociétés écrans ont fait disparaître plus de 400 milliards de dollars de la fabuleuse manne pétrolière.

Parallèlement, un processus croissant de désinvestissement et de fuite des capitaux s'est développé. Des milliers d'entreprises ont été vidées et abandonnées, dont la majorité ont été reprises par l'Etat pour garantir les emplois. De nombreuses autres entreprises en faillite n'ont pas pu être récupérées, tant leur niveau d'obsolescence productive les rendait inviables, mais aussi du fait d'administrations bureaucratiques.

Il y a eu également une tentative de développer des entreprises dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie textile, du

tourisme, des industries de base, des transports, etc. Des investissements ont été réalisés dans des conserveries de thons et de sardines, des raffineries sucrières, dans la torréfaction, les cultures stratégiques, la viticulture, le bétail à double usage (*alimentación et textile, Ndlr*). Ces investissements ont représenté un effort de milliards de dollars pour un maigre résultat.

Par ailleurs, l'Etat n'a jamais contrôlé ni le commerce extérieur ni le secteur financier. Le pays a continué de reproduire les logiques d'un système de rente. De fait, la dépendance à l'égard de la rente pétrolière a augmenté, celle de l'Etat comme celles de l'économie et de la société, ce qui a fait que l'Etat, l'économie et la société ont encore plus cherché la rente.

En résumé, jusqu'à présent, le processus bolivarien n'a pas signifié une transition du capitalisme vers le socialisme, mais un approfondissement de la recherche de rente.

La place centrale du pétrole a en même temps rendu possibles beaucoup des avancées socio-économiques sous le gouvernement de Hugo Chavez.

LE CHAVISME D'AUJOURD'HUI AUGMENTE LES TENSIONS

Nicolás Maduro a dû affronter la jonction dans l'économie vénézuélienne entre quatre éléments défavorables : la crise économique mondiale, la crise structurelle du capitalisme vénézuélien dépendant, la pandémie, les sanctions et les mesures coercitives unilatérales avec les actions déstabilisatrices et l'ingérence ouverte des Etats-Unis, soutenues par les partis et secteurs de la droite. Tous ces éléments poussent à une fracture institutionnelle ou un coup d'Etat et impulsent un changement de gouvernement au Venezuela.

Après avoir gagné l'élection présidentielle, ce qui a été accepté par l'opposition, Maduro a dû manœuvrer sur une scène politique et économique plus hostile, nationale et internationalement. L'apparition du

(8) LOTT : *Ley Orgánica del Trabajo, los Trabajadores y las Trabajadoras* — Loi organique du travail, des travailleuses et des travailleurs.

(9) *Comisión de Administración de Divisas (CADIVI)* — Commission d'administration de change (ou de devises) de 2003 à 2015. Depuis 2015, est devenue Centre national du commerce extérieur (CENCOEX).

Covid-19 et l'actuelle phase de la crise mondiale trouvent une économie vénézuélienne qui vient d'accumuler six années consécutives de récession.

Les derniers chiffres disponibles de l'activité économique publiés par la Banque centrale du Venezuela (BCE) et qui datent du premier trimestre 2019 (il y a un an) le démontrent, avec des taux trimestriels de croissance négative du PIB de plus de 20 %. Au premier trimestre 2019, le Produit intérieur brut (PIB) a décliné de 26,8 %. Ce résultat global englobe des chutes drastiques dans les secteurs manufacturiers (- 56,3 %), le commerce (- 39,2 %), la construction (- 74,1 %), le transport (- 28,2 %). La Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) a prévu une chute du PIB de 26 % en 2020. L'économie, du point de vue macroéconomique, est en état d'effondrement total.

LE BLOCUS ET LES SANCTIONS CONTRE LE SECTEUR PÉTROLIER

Il faut signaler que la première mesure qui fut imposée contre le Venezuela fut la loi 113278, adoptée par le Congrès des Etats-Unis en décembre 2014. Cette loi est importante car elle constitue la première action à partir de laquelle va se dérouler tout un ensemble de mesures coercitives encore en vigueur aujourd'hui.

Cette loi impose des interdictions et des restrictions à la Banque centrale du Venezuela (BCV), notre plus haute autorité en matière de politique monétaire, ainsi qu'à la PDVSA, les pétroles du Venezuela, la principale entreprise qui produit plus de 95 % des devises nécessaires au pays pour l'investissement public.

Pas moins de 84 mesures coercitives ont été imposées au Venezuela. La majorité d'entre elles, près de 68 %, sont dictées par le gouvernement des Etats-Unis. L'Union européenne en a dicté neuf, le gouvernement canadien cinq, la Suisse deux, et nous avons deux mesures dictées par le groupe de Lima, deux par le Royaume-Uni et deux par le Panama, qui est le seul pays d'Amérique latine à avoir imposé des mesures contre le Venezuela.

En mars 2019, les pertes dues aux sanctions atteignaient 125 milliards de dollars américains. Elles se sont élevées à 68 milliards sur la seule année 2019.

Les pertes économiques totales entre 2016 et 2019 s'élèvent donc à 194 milliards.

Ces pertes se répartissent de la manière suivante :

— 25 milliards d'argent et d'actifs qui nous ont été confisqués (5,4 milliards retenus dans cinquante banques, dont 31 tonnes d'or retenues par la Banque d'Angleterre et 18 milliards d'actifs et de dividendes de l'entreprise Citgo) (10).

— les autres 169 milliards représentent ce que nous avons cessé de produire de 2016 à 2019 du fait de l'attaque contre la PDVSA (64 milliards) et de l'attaque contre le bolivar (105 millions).

A cela s'ajoutent l'effondrement des prix du pétrole ces trois dernières années et la chute de la production de la PDVSA, qui a estimé le 10 juin dernier qu'elle ne dépasserait pas 374 000 barils par jour. Cela situerait les rendements de l'entreprise très en deçà de leur niveau de 1945. Avec la faiblesse actuelle des prix, aucun type de brut vénézuélien ne peut couvrir les coûts. Le pétrole vénézuélien se vend à perte, et plus on produira et on exportera, plus on perdra d'argent. Dans l'impossibilité d'exploiter et de stocker le pétrole extrait, la PDVSA se voit obligée de mettre les plates-formes de forage à l'arrêt. De ce fait, aucune foreuse ne fonctionne. Selon Baker Hugues (11), aucune foreuse n'était en activité au Venezuela en juin dernier.

Il faut aussi ajouter l'interdiction pour le gouvernement vénézuélien d'accéder à 7 milliards de dollars d'actifs de la PDVSA et à 11 milliards de ses ventes, ainsi qu'à des propriétés et intérêts de la PDVSA soumis à la juridiction des Etats-Unis. Les ventes de diluants au Venezuela par les Etats-Unis sont également interdites. Les diluants sont nécessaires pour diluer le brut lourd vénézuélien et pouvoir le raffiner, le transformer et produire des carburants.

L'industrie est en chute libre, affaiblie par les sanctions, mais aussi par la corruption galopante, l'improvisation, l'incapacité et l'irresponsabilité, l'intérêt des groupes économiques nationaux, internationaux, les nou-

(10) Compagnie de statut américain détenue par la PDVSA, raffineur et distributeur vénézuélien d'essence, de lubrifiants et d'autres produits pétroliers et pétrochimiques.

(11) Nom de l'entreprise parapétrolière américaine, basée à Houston, spécialisée dans les forages horizontaux.

veaux riches liés avec des secteurs du pouvoir et son réseau d'appuis politiques et militaires.

LA DETTE EXTÉRIEURE

La manne pétrolière : le gouvernement Chavez a profité d'une très haute disposition des marchés financiers internationaux à prêter des fonds en des temps prometteurs du fait de prix élevés des matières premières. En à peine six ans, entre 2006 et 2012, la dette publique du pays a été multipliée par quatre.

En 1998, la dette extérieure vénézuélienne s'élevait à 49,473 milliards de dollars américains. Vingt ans plus tard, elle s'élève à 154,898 milliards, une hausse de 213 % selon la Banque mondiale. En 2016, la nation a diminué sa dette de 5 %, la faisant passer en une année de 160,909 milliards à 152,523 milliards. En 2017, la tendance à la baisse s'est poursuivie. Elle s'est élevée cette année-là à 148,878 milliards. Mais en 2018, elle a recommencé à augmenter (de 4 %).

La dette appartient pour 40 % à des fonds souverains. En octobre 2019, Maduro a mis en place une commission pour la restructuration de la dette extérieure. A ce moment-là et depuis son arrivée au pouvoir, elle avait payé 74 milliards de dollars. Pendant ce temps, le système de santé s'effondre et la population doit faire des tours de magie pour pouvoir se nourrir et acheter des médicaments.

La situation se révèle encore plus grave quand nous prenons conscience qu'avec l'accentuation de la crise, la dette extérieure représente une somme supérieure à celle des devises qui rentrent dans le pays. En 2017, la dette extérieure représentait 431,1 % de nos exportations.

Avec l'épuisement des finances publiques et les sanctions imposées depuis 2017, nous sommes entrés dans un défaut de paiement silencieux, avec des remboursements partiels et sélectifs. Néanmoins, cela n'a pas empêché de déboursier 949 millions de dollars pour payer l'annulation des intérêts sur l'obligation 2020. Cela après que l'administration Trump a autorisé l'exécution de certains paiements liés à des créanciers nord-américains.

NICOLAS MADURO, SES LIMITES, LE GRAND TOURNANT 2014-2019

A partir de 2014, l'économie nationale se trouve en difficulté du fait de son incapacité à modifier sa forme productive, malgré de multiples efforts de la part de l'économie communale et de l'Etat. Ses marchés sont rationnés par des entreprises capitalistes en fugue ou ouvertement responsables de sabotage, d'accaparement et de spéculation, et le pays n'a pas assez de dollars pour importer (12).

C'est à ce moment décisif que l'on voit apparaître au sommet du gouvernement un courant libéral qui va prendre son contrôle, se rendre « indispensable » face aux grands défis économiques et ouvrir la voie d'une « restauration libérale ». Cela va se traduire par une escalade de mesures.

En 2016, le gouvernement commence à promouvoir des politiques d'ouverture favorables au secteur privé, en particulier aux entreprises pétrolières transnationales.

Avec l'Agenda économique bolivarien, il met en œuvre une dévaluation brutale contre le bolivar, des restitutions d'entreprises sous la forme d'alliances stratégiques, la libération des prix, des subventions et des apports de ressources à des employeurs privés.

Il s'agit peut-être, selon nous, de l'arrivée à maturité d'une étape de transition politico-économique dans le pays, laquelle a commencé en 2014 et a graduellement démantelé les piliers progressistes de ce que l'on appelle la Révolution bolivarienne, à savoir le nationalisme énergétique, la démocratie populaire participative, l'économie anti-néolibérale en faveur des plus défavorisés et la souveraineté nationale.

(12) Manuel Sunderland, économiste (2013), explique comment le contrôle des changes, les importations des entrepreneurs privés et la fuite des capitaux sont étroitement liés : « *Le capitaliste qui participe à ce drainage de capitaux le fait au prix de demandes d'importation de 100 dollars d'une marchandise X, puis reçoit les dollars du gouvernement par différents canaux (CADIVI, SITME, SICAD, etc.). Et il "s'arrange" avec le fournisseur pour importer beaucoup moins que ces 100 dollars, disons 10 dollars, donne 10 dollars au fournisseur en guise de "cadeau", et les 80 dollars restants partent aux Etats-Unis pour être placées à l'étranger.* »

LE PLAN DE RELANCE ÉCONOMIQUE

Le plan de relance, de croissance et de prospérité économique est lancé en août 2018. Le gouvernement, prétendant rompre avec le modèle rentier, se contente d'adopter un modèle économique conventionnel basé sur la substitution des exportations de pétrole. Ce modèle s'inspire du concept de développement « post-rente », apparemment destiné à diversifier l'économie du pays. La tentative d'exporter autre chose que du pétrole explique en partie la politique consistant à maintenir le salaire minimum au niveau le plus bas du monde. L'argument est le suivant : combiner une main-d'œuvre bon marché avec l'ouverture de zones économiques spéciales — offrant des incitations de toutes sortes aux investisseurs privés, incluant des garanties extraordinaires de sécurité juridique, d'exonérations fiscales — et la dollarisation de l'économie en ajustant chaque semaine les « prix convenus » en fonction de la fluctuation du marché du dollar.

A partir de 2014, une politique de « régime spécial des investissements » a commencé à se mettre en place. Cela a donné lieu à des réformes visant une flexibilisation progressive en faveur des multinationales, principalement en ce qui concerne la bande pétrolière de l'Orénoque (13), ce qui, a posteriori, a servi de modèle pour tout l'arc minier. On crée des mécanismes pour augmenter la participation et le pouvoir des multinationales dans les initiatives d'extraction. La Loi organique pour le développement des activités pétrochimiques du 30 décembre 2015 prévoit ainsi la possibilité d'une participation majoritairement privée. Le projet Cardon IV (gaz off-shore en Paraguana) permet un investissement 100 % privé (Repsol 50 % et Eni 50 %). L'incapacité financière de la PDVSA permet que sa part d'actions soit couverte par un prêt étranger. Les entreprises sont invitées à ne plus être seulement des actionnaires, mais à financer leurs projets.

Le dramatique effondrement de l'industrie, au motif de survivre aux sanctions, a conduit le gouvernement à impulser le processus de récupération de la PDVSA. Celui-ci a commencé en 2017 avec le jugement n° 156 du 29 mars rendu par le Tribunal suprême de justice (14). Ensuite, le décret

3 368 publié le 12 avril 2018 a exonéré la PDVSA, ses filiales et ses entreprises mixtes (ce qui englobe les corporations pétrolières de forage associés) de l'impôt sur la rente, alors que le recouvrement de cet impôt a toujours été une sorte d'emblème historique de l'exercice de la souveraineté de l'État bolivarien. Puis il y a eu la signature des « contrats de services » pétroliers, la livraison du gaz off-shore aux multinationales, la cession de la participation de la PDVSA dans les entreprises mixtes PetroSinoventa et PetroMonagas de la bande pétrolière de l'Orénoque.

La loi constitutionnelle sur l'investissement étranger productive approuvée par l'Assemblée nationale constituante (ANC, décembre 2017), qui fut approuvée sans un large débat des constituants, légalise les décisions prises par l'exécutif, dans le cadre de toute une série de politiques fiscales et de financement public au service des capitaux étrangers et nationaux.

La loi sur le régime des changes et ses actes illicites est abrogée. Le contrôle des prix systématique promulgué à la mi-2018 est mis de côté au premier trimestre 2019. De nouveaux prix en dollars sont fixés avec les chefs d'entreprises, le contrôle des changes est assoupli, la libre circulation du dollar est tolérée et le secteur privé est autorisé à importer ses propres devises sans restriction.

La recette a mis fin au rationnement, en bonne partie grâce aux produits de luxe importés. Elle a impulsé le commerce et l'industrie est restée active, bien qu'au quart de ses capacités. De la même manière, une semi-dollarisation de l'économie s'est imposée.

A la date où cet article est rédigé (18 août 2020), le dollar parallèle est coté

(13) Il s'agit de l'une des plus importantes réserves de pétrole au monde.

(14) Le 29 mars 2017, la Chambre constitutionnelle a réitéré l'affirmation selon laquelle l'Assemblée nationale n'est pas en mesure d'agir valablement lorsque son autorité se trouve non respectée. A cette occasion, la Chambre s'est prononcée sur le contrôle que l'Assemblée nationale doit exercer sur la création de sociétés mixtes, conformément à la loi organique sur les hydrocarbures. En fonction de cette possibilité de « non-respect », la Chambre constitutionnelle a conclu que le gouvernement pouvait créer des sociétés mixtes sans passer par le contrôle de l'Assemblée. Il suffit donc d'informer la Chambre de la création de telles entreprises.

290 276 bolivars sur le marché noir, contre 290 657 bolivars par la Banque centrale. Il y a seulement huit mois, les taux de change parallèle et officiel le plaçaient à 67 482 bolivars. Selon la Banque centrale (BCV), l'inflation cumulée des cinq premiers mois de 2020 atteint 295,9 %.

LA DESTRUCTION DES SALAIRES

Parmi les mesures les plus commentées du Programme de relance et de prospérité économique, on peut citer l'augmentation de salaires de 1 800 bolivars à cette étape, ce qui représente environ 30 dollars et ne couvre même pas la liste des 27 denrées alimentaires « convenues » alors avec la bourgeoisie. L'un des éléments les plus significatifs de cette misérable augmentation de salaires a été sa dévaluation rapide, l'engagement d'ancrer le salaire minimum sur le pétrole et le fait qu'il serait l'unité de compte fluctuante servant à fixer un salaire fluctuant, que la BCV et les secteurs du ministère de l'Économie ont rendu non fluctuant, détruisant ainsi l'espoir qui s'était formé dans les rangs de la classe ouvrière de voir leurs revenus préservés. Aujourd'hui, le salaire minimum se situe autour de 800 000 bolivars, ce qui équivalait à un peu plus de 2,5 dollars américains.

En même temps, la politique régressive des salaires promue par le ministre du Plan, Ricardo Meléndez, avec l'imposition des grilles de salaires, constitue une attaque brutale contre les conquêtes historiques des travailleurs. Elle liquide et dénature les conventions collectives, l'instruction du ministère du Travail présentée dans le mémorandum 2792 (15) inscrite dans le cadre du lancement du « plan de relance et de prospérité ». L'argument grossier a été que la remise à plat de l'augmentation du salaire minimum (du 20 août) était si « totale » que l'on pouvait se passer des droits économiques établis par les conventions collectives, ordonnant ainsi une « révision » à la baisse ou l'élimination de droits précédemment acquis, dans un exercice de planification visant à maintenir littéralement gelés les salaires afin de garantir « l'équilibre fiscal », contrairement à ce qui est établi dans la LOTT et dans la Constitution de la République bolivarienne du Venezuela.

La dévaluation substantielle et permanente du bolivar, et sa forte incidence sur la

dynamique inflationniste, a généré deux effets sur le monde du travail. La profonde détérioration des salaires et des traitements, qui se traduit par une baisse spectaculaire du revenu familial. Ensuite, dans le cadre du processus inflationniste et de la dollarisation de facto, il y a l'aggravation des inégalités et la concentration des revenus. Les secteurs ou classes sociales dominants ont été largement bénéficiaires de la crise. Un segment des secteurs à revenus moyens a réussi à créer des mécanismes de protection grâce à la thésaurisation des dollars. Un autre segment de ces secteurs moyens a connu une profonde paupérisation. Dans ce dernier segment, on constate une régression des revenus pour les secteurs professionnels qui travaillent dans l'éducation, la santé et d'autres activités clés pour le développement économique et social.

D'une manière générale, les secteurs de l'emploi ont connu un processus marqué de paupérisation et de flexi-précarisation. Cela explique la forte émigration, que seconde la dévaluation profonde et progressive, ce qui conduit à la réduction des « coûts du travail » à des niveaux jamais vus auparavant et permet à son tour des conditions favorables non seulement à l'exploitation, mais aussi à la sur-exploitation de la force de travail.

Ainsi, l'année 2019 restera dans l'histoire comme l'année de la transition. La question qu'il convient de se poser est : vers où va la transition ? C'est un tableau complexe car cette transition menée par le gouvernement lui-même élimine progressivement le rôle de l'État en le remplaçant par un État gestionnaire ; on progresse vers un nouveau modèle économique orienté vers les exportations et le marché global des matières premières.

LES TENSIONS AUGMENTENT

Etonnamment, Nicolás Maduro, dans un discours prononcé le 18 août 2020 lors de la réunion de la direction du *Partido Socialista Unido de Venezuela* (PSUV), a annoncé la cessation de l'ANC au mois de décembre.

(15) Mémorandum-circulaire n° 2792 du ministère du Pouvoir populaire pour le processus social du travail du 11 octobre 2018. Document officiel qui autorise les entreprises et les employeurs en général à ne pas respecter les droits du travail, en laissant les droits collectifs des travailleurs entre les mains d'une commission de fonctionnaires du ministère du Travail.

Cette ANC restera dans l'histoire comme une représentation du pouvoir constitué et non du pouvoir constituant, un appendice du PSUV et de l'exécutif pour qui ce n'était qu'un mécanisme de défense contre l'Assemblée nationale devenue un centre d'opérations conspiratrices. Et tout a été révélé ensuite avec l'attribution de Citgo (cf. note 10 ci-dessus) dans une attitude de soumission, de consentement à la tutelle étrangère, et non d'avancée et de consolidation de la souveraineté, des conquêtes de la révolution bolivarienne. A moins que le gouvernement ne mette en place une nouvelle Assemblée nationale par le biais d'un accord national qui approuve la base juridique nécessaire pour établir un nouveau modèle économique incluant l'ouverture de secteurs énergétiques et d'industries de base et une nouvelle politique fiscale, pour légitimer la voie de recul adoptée. La vérité est que le modèle économique établi à partir de la Constitution de 1999 a progressivement disparu, ou, en tout cas, est en train de muter sous nos yeux.

Mais ce processus ne doit pas être interprété comme linéaire et inévitable. Il se produit plutôt dans un contexte politique mouvementé, instable, volatil et de contestations intenses, ce qui inclut bien sûr l'incidence d'acteurs géopolitiques. Ce qu'il faut souligner, c'est, même dans les groupes de pouvoir rivaux, l'émergence de tensions qui s'expriment au plus haut niveau dans la remise en cause de l'orientation économique monétariste du gouvernement par les économistes chavistes, en bas, chez les travailleurs.

LES TRAVAILLEURS SE MOBILISENT, RÉSISTENT

Différentes mobilisations de travailleurs se sont développées pour résister à la politique salariale du gouvernement, face à la quarantaine sanitaire des travailleurs du pétrole qui a repris, avec des assemblées, des activités sur les réseaux sociaux, qui ont comme axes centraux la reconstitution du salaire, la récupération des services de santé et l'abrogation du mémorandum 2792 violant les droits économiques établis dans les conventions collectives. En même temps, le mouvement surgi d'en bas avec une certaine structure organisationnelle pose la nécessité de récupérer les organisations syndicales, remettant en question les directions

syndicales de la CSTB qui ont fini par être associées à ces politiques salariales mises en place par le gouvernement. C'est un axe commun au mouvement ouvrier vénézuélien face à une centrale syndicale et à ses fédérations paralysées, sans initiatives syndicales de défense de la classe travailleuse.

Dans le même temps, à Guayana, malgré la quarantaine et le confinement pour combattre le Covid-19, des travailleurs de différents secteurs convergent de manière unitaire autour de la revendication d'un salaire correspondant au coût du panier de la ménagère. D'autres ont exigé la dollarisation des salaires, le retour de la production des entreprises, ils exigent le respect des conventions collectives et dénoncent les licenciements dans certains secteurs. En outre, ils sont confrontés aux processus de judiciarisation et de criminalisation de la lutte : plusieurs travailleurs ont été emprisonnés ou ont fait l'objet de poursuites judiciaires, harcelés par les services de renseignement de l'Etat.

CONCERNANT LES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES

A quatre mois à peine des élections législatives prévues pour le 6 décembre 2020, les tensions montent dans le climat politique du pays. Chacun joue son propre jeu et l'opposition radicale a déjà décidé de rester en dehors, une fois de plus, en pariant sur l'intervention de plus en plus directe des Etats-Unis. Une offensive depuis l'étranger, dirigée par la Maison-Blanche, pourrait-elle être lancée ? D'autres tirent le signal d'alarme au sein même du gouvernement de Nicolás Maduro : une reconfiguration s'esquisse sur la scène politique.

Nicolás Maduro et le PSUV parient sur le retour de la majorité à l'Assemblée nationale après la défaite de 2015, et jusqu'à présent tout indique que ce sera le cas. Pour cela, ils feront tout leur possible en faisant pression sur les partis alliés afin d'imposer l'unité, maintenir leur hégémonie et garantir le contrôle bonapartiste qu'ils exercent sur les institutions de l'Etat. Les tensions existent face à l'émergence d'un pôle dissident, critique à l'égard de la politique économique et sociale de Maduro, qui se regroupe dans l'Alliance populaire révolutionnaire (APR), où convergent le Parti communiste du Venezuela (PCV), Izquierda Unida et

Lutte de classes — Courant marxiste international-Parti révolutionnaire du travail (PRT), le MBR-200 et le parti Patrie pour tous. Dans les dernières 72 heures, une fracture interne est apparue dans le PPT après la décision de créer l'APR, tandis que le parti Tupamaro est sous le coup d'une action de la Cour suprême de justice depuis le 18 août dernier et que le PCV a dénoncé ce mercredi matin la présence d'une patrouille de la Sebin (16) aux alentours de son siège à Puerto Cabello. Le PPT est censuré à la télévision.

Plusieurs secteurs de l'opposition participeront aux élections, représentés dans les partis de la Table de Dialogue national, qui ont obtenu la garantie d'une présence dans la nouvelle Assemblée nationale basée sur un nouveau système de répartition des sièges de députés. Cette Assemblée aura beaucoup plus de sièges de députés, passant de 167 à 277, et avec une représentation nationale des minorités. Ces secteurs ont participé à l'élection présidentielle de 2018, et cela leur a bien profité : ils ont totalisé quelque 3 millions de voix, contre 6 190 612 pour Nicolás Maduro. Avec le nouveau système qui inclut plus de partis en deuxième et troisième positions dans la répartition des sièges, l'idée est claire : une Assemblée plus diversifiée, mais avec une majorité du PSUV.

Les autres secteurs dissidents du chavisme, qui, en 2018 (PCV ou PPT), ont obtenu respectivement 171 043 et 91 547 voix, représentant un gain électoral non négligeable, sont maintenant regroupés sur d'autres listes, dans un contexte de crise économique et sociale profonde, de rejet croissant des politiques économiques et salariales, qui s'expriment dans les mobilisations des travailleurs du pétrole et de l'acier.

NOTRE PLACE

La nouvelle étape politique qui s'ouvre avec la convocation des élections à l'Assemblée nationale doit, à notre avis, réaffirmer la souveraineté et l'indépendance, et défendre les conquêtes ouvrières et sociales inscrites dans la Constitution, faire face à l'agression impérialiste et à ses sanctions, restaurer la réinstitutionnalisation démocratique du pays, ce pour quoi le nouveau cours politique exige plus que jamais

de construire l'indépendance aussi bien syndicale que politique de la classe qui vit de son salaire.

Quant à nous, Coordination nationale autonome indépendante des travailleurs (CAIT), regroupement de militants syndicaux, de travailleurs de différentes origines politiques et syndicales, nous œuvrons à la formation d'une plate-forme indépendante qui avance un ensemble d'exigences immédiates pour la défense de nos droits et de la souveraineté de la nation.

Le pétrole a été et reste la base de la cohésion de la nation vénézuélienne, et la direction que prend l'industrie déterminera l'avenir de la nation et, par conséquent, celui des travailleurs. Toute variation dans l'orientation stratégique de notre politique pétrolière devrait passer par le débat le plus large et le plus transparent au sein de la nation, dans le cadre des articles 302 et 303 de l'actuelle Constitution de la République bolivarienne du Venezuela.

Le plan de relance économique est devenu tout simplement irréalisable en raison du ralentissement du commerce mondial, amplifié par l'effet de la pandémie. Ce qui est encore moins favorable à la voie économique proposée par le gouvernement, étant donné que les marchés internationaux se ferment encore plus au Venezuela en raison des sanctions et du blocus. Il nous faut en appeler à la construction d'un marché intérieur, à l'incitation à un marché intérieur, ce qui nécessite de revoir deux politiques clés : éliminer des lois telles que la loi sur les investissements étrangers de 2019, qui favorisent les capitaux étrangers, et augmenter les salaires pour encourager la demande globale, ce qui favorise la croissance d'un marché intérieur.

Dans le cadre de la Loi d'urgence économique avancée par la Cour suprême et ratifiée ensuite par l'Assemblée nationale constituante (ANC), qui accorde des pouvoirs spéciaux au président en matière économique, des lois et des décrets ont été approuvés qui affectent notre souveraineté et qui doivent être soumis à l'examen et à la discussion de la nouvelle Assemblée nationale.

(16) *Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional (Sebin)* — Service de renseignements vénézuélien créé par H. Chavez en 2010. Officiellement, son rôle est d'identifier les menaces potentielles qui peuvent affecter la souveraineté du pays.

Pour une enquête approfondie sur la corruption contre le vol des biens de la nation effectué par Juan Guaidó (17), ainsi que dans les entreprises d'Etat, sur le détournement des ressources publiques déposées à l'étranger par d'anciens fonctionnaires du gouvernement, sur les connivences entre des secteurs de la bureaucratie et des capitaux nationaux comme internationaux.

Pour la révision et l'audit total sur l'endettement du pays, la révision sans condition des dettes publiques extérieures, du paiement de la dette, pour répondre aux besoins matériels du pays.

Pour la reconstitution des salaires et le respect de nos droits. Il est nécessaire de démanteler immédiatement le plan de diminution des salaires et d'abroger le mémorandum 2792 appliqué par le ministère du Travail, pour le respect plein et entier de la LOTTT et des autres lois protégeant les travailleurs.

Pour réviser le salaire minimum, qui doit correspondre à la valeur du panier de la ménagère afin qu'il couvre les besoins du travailleur et de sa famille, adapter son équivalent en bolivars par les taux de change de référence de la Banque centrale du Vene-

zuela, que ce soit en pétros ou en dollars.

Pour une campagne de mobilisation conjointe des travailleurs et des candidats ouvriers à l'Assemblée nationale contre la judiciarisation et la criminalisation des luttes pour les droits du travail, pour la libération des travailleurs et des syndicalistes, des combattants sociaux en prison, pour que soit dénoncée la loi contre la haine utilisée comme instrument contre les travailleurs qui se mobilisent pour leurs revendications.

Un programme à présenter aux candidats ouvriers qui, au nom de la classe ouvrière, se portent candidats à l'Assemblée nationale, pour qu'ils deviennent les porte-parole de toutes les revendications et luttes particulières des travailleurs, et des 40 % d'entre eux qui vivent au jour le jour.

Alberto Salcedo

20 août 2020

(17) Juan Guaidó Márquez, président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, reconnu par les Etats-Unis et leurs alliés comme le président en charge du Venezuela. Un pion des menaces militaires de l'impérialisme contre le Venezuela



Venezuela : travailleurs du pétrole en manifestation pour exiger le paiement de leurs salaires.



**Washington (Etats-Unis), le 6 juin 2020 :
les grandes villes américaines ont vu
des manifestations massives contre le racisme envahir les rues.**

ETATS-UNIS

La place des manifestations en cours

LES prochaines élections générales auront lieu en novembre, renouvelant un tiers du Sénat, la totalité de la Chambre et le président. Tout est fait pour enchaîner tout le mouvement de la classe à ces élections. Cependant, les manifestations massives ayant suivi l'assassinat de George Floyd font craquer ce dispositif.

UN SYSTÈME ÉLECTORAL BASÉ SUR L'ALTERNANCE DE DEUX PARTIS BOURGEOIS

Le système politique américain est tout entier organisé autour de l'alternance de deux partis capitalistes. L'histoire politique américaine distingue d'ailleurs ses époques successives non en fonction du régime ou de la Constitution, qui n'a pas changé depuis son écriture (bien qu'elle ait été complétée par des amendements, dont certains importants), mais en fonction de l'organisation de ces deux partis : on considère traditionnellement que les Etats-Unis sont actuellement dans leur sixième système de partis.

Le Parti républicain est historiquement le parti de la grande bourgeoisie industrielle du Nord. Il a ainsi longtemps défendu l'Etat central contre les Etats fédérés pour permettre son développement, par l'introduction de normes et la réglementation de la concurrence. Le Parti démocrate se définit en négatif du Parti républicain, comme le parti de la fraction de la bourgeoisie opposée à la grande industrie : à l'origine, les petits commerçants, et surtout les grands propriétaires terriens, les planteurs du Sud.

Tant que le capitalisme s'est développé, le Parti républicain a ainsi été le parti « progressiste » aux Etats-Unis, tandis que le Parti démocrate était réactionnaire. C'est la position respective qu'ils occupaient au moment de la guerre de Sécession : l'industrie avait besoin d'une main-d'œuvre libre et à bon marché, et le Parti républicain était anti-esclavagiste, favorable à l'immigration, favorable à ce que l'Etat fédéral prenne des décisions s'appliquant à l'ensemble des

Etats fédérés. Le Parti démocrate représentait alors les intérêts de la petite bourgeoisie et des planteurs du Sud qui entendaient poursuivre l'exploitation des esclaves noirs.

Avec la fin de l'expansion du capitalisme dans les vastes terres du centre des Etats-Unis, le capitalisme industriel et financier américain a perdu tout caractère progressiste, pour devenir, selon les termes de Lénine, « *la réaction sur toute la ligne* » (1) ; et avec lui, le Parti républicain. Ainsi, entre la fin de la guerre de Sécession en 1865 et la crise de 1929, le capitalisme américain a atteint son stade impérialiste et le positionnement respectif des Partis républicain et démocrate a paru s'inverser, le Parti républicain devenant le parti réactionnaire (ségrégonniste, défavorable au pouvoir central, opposé à l'immigration, à la législation du travail) et le Parti démocrate occupant l'espace laissé libre, celui, plus « progressiste », de la défense d'un Etat central fort, des droits civiques, de la défense de quelques garanties pour les travailleurs...

Le soutien des syndicats, traditionnellement acquis au Parti républicain, est alors passé au Parti démocrate au cours des années 1920, et le vote des Noirs, massivement dirigé vers le Parti républicain après que l'esclavage a été aboli sous la présidence d'Abraham Lincoln, s'est tourné vers le Parti démocrate (ce qu'il faut tempérer par l'abstention massive de l'électorat noir).

Mais ces deux partis restent les représentants de l'impérialisme américain : ils défendent les intérêts distincts de ses différentes fractions mais cherchent en permanence à maintenir son unité, d'abord et avant tout contre sa propre classe ouvrière dans toutes ses composantes. Le mode d'élection fait qu'il est rare qu'un des deux partis ait la majorité dans les deux chambres et la présidence en même temps, et en permanence, même si c'est le cas, le parti majoritaire cherche et parvient souvent à adopter des lois « bipartisanes », votées par les deux partis.

(1) V. I. Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Ed. Sélió, février 2010, pages 132 et 143.

Ces partis, d'ailleurs, ne sont eux-mêmes pas unis sur des positions communes : le Parti démocrate a pu s'accommoder jusque dans les années 1960 d'une composante ultra-ségrégationniste héritière des positions de ce parti au moment de la guerre de Sécession. Encore maintenant, une frange importante des élus de chacun de ces deux partis vote régulièrement les textes présentés par ceux de « l'autre bord ». Tous les deux ans, la Chambre est renouvelée, ainsi qu'un tiers du Sénat, et, tous les quatre ans, le président. Mais cela se fait toujours dans la continuité de la mandature précédente.

Aujourd'hui, le Parti républicain est toujours soutenu plutôt par les grandes entreprises industrielles et financières, tandis que le Parti démocrate l'est par celles de la « haute technologie », comme le montrent les dons qu'ils reçoivent des cadres dirigeants de ces entreprises (qui, prudents, financent souvent les deux partis à la fois).

Rien dans la Constitution ou dans la loi américaine ne donne ce rôle aux Partis républicain et démocrate (ou à leurs prédécesseurs, le Parti fédéraliste puis le Parti whig pour les républicains, le Parti démocrate-républicain pour les démocrates) ; rien n'y interdit à un troisième parti de se constituer et de se présenter aux élections. Mais, depuis la création des Etats-Unis, les quelques tentatives de le faire ayant connu un tant soit peu de succès ont été des scissions des deux grands partis, qui ont généralement été le prélude à l'entrée dans un nouveau « système de partis ».

Ce contexte électoral propre aux Etats-Unis donne une forme particulière au rejet des partis traditionnels qui s'exprime dans le monde entier. C'est à l'intérieur même de ces deux partis que s'exprime le ras-le-bol des électeurs. C'est ainsi que, contre tous les plans de l'appareil républicain, Donald Trump a été désigné candidat, puis élu président en 2016. C'est aussi ainsi que l'on peut comprendre la place de Bernie Sanders, à la fois dans le Parti démocrate et opposé à son appareil.

Tout mouvement réellement révolutionnaire aux Etats-Unis passera par la rupture avec le Parti démocrate ; il passera même, comme partout ailleurs, par la rupture avec l'ensemble des institutions de la démocratie bourgeoise. Néanmoins, derrière Sanders se sont regroupés des milliers de jeunes, de militants syndicaux, qui l'ont investi de

leurs illusions et de leur volonté de s'attaquer à la situation sociale.

Trois éléments du programme de Bernie Sanders concentrent le soutien massif qu'il a reçu, en 2016, puis en 2020 :

- *Medicare for all* : *Medicare* est le programme social permettant aux personnes âgées de bénéficier de soins pris en charge par l'Etat, et cette revendication est la forme qu'a prise la lutte pour un système de santé public, d'accès gratuit, pour l'ensemble de la population des Etats-Unis ;

- la gratuité de l'enseignement supérieur : les universités américaines coûtent extrêmement cher ; pour y accéder, les étudiants, surtout les plus pauvres, sont amenés à contracter des emprunts qu'ils passeront une grande partie de leurs vies de salariés à rembourser ;

- un salaire minimal de 15 dollars l'heure : le salaire minimal fédéral est actuellement de 7,25 dollars l'heure, mais ne s'applique ni aux emplois qui ne sont pas en concurrence entre Etats (un magasin ne changera pas d'Etat de résidence pour bénéficier de salaires plus bas ; les vendeurs ne bénéficieront donc pas du salaire minimal fédéral) ni aux nombreux emplois bénéficiant de pourboire.

Ces revendications, la première d'entre elle en particulier, entrent en contradiction avec le système politique américain. Elles alimentent un combat dans les organisations syndicales, en rupture avec leurs appareils et avec le lien qu'ils entretiennent avec le Parti démocrate.

La campagne de Sanders a entraîné de grands débats dans les blogs de l'extrême gauche américaine pour déterminer s'il était admissible de la soutenir. Les partisans d'un « clean break », une rupture nette avec le Parti démocrate, présentaient cela comme une compromission avec l'ordre bourgeois, tandis que leurs contradicteurs y voyaient le germe d'un authentique parti ouvrier pouvant à moyen terme se dégager de l'emprise démocrate.

Loin de ces débats, une couche importante de syndicalistes se saisissait de la campagne de Sanders pour porter le fer dans leur organisation. L'AFL-CIO a adopté lors de son dernier congrès la revendication de la généralisation de *Medicare*, ainsi que des résolutions contre le soutien systématique au Parti démocrate. Pour ces militants, la traduction concrète de ces décisions de congrès était qu'il fallait que leurs syndicats

soutiennent Sanders contre les candidats de l'appareil démocrate. La campagne qu'ils ont menée dans leur organisation a été une campagne d'explication, auprès des syndiqués, de l'importance d'un système de santé pour tous, contre les explications de leurs directions, qui agitaient le spectre de la disparition des avantages que les assurances privées fournies par leurs employeurs donnaient.

Aujourd'hui, Sanders a capitulé et apporté un soutien sans réserve à Joe Biden. Cependant, le travail mené par ces militants a mis en lumière le rôle des directions syndicales dans la situation politique américaine. C'est ce travail patient qui ouvre aujourd'hui la perspective de construire à terme un parti ouvrier qui ne soit pas une organisation auto-proclamée. Ce n'est pas sur la base des organisations qui gravitent autour de Sanders, même si nombre de leurs militants participent sans doute à cet effort.

LE COVID ET LA TENTATIVE D'ENCHAÎNER LES ORGANISATIONS OUVRIÈRES À CETTE ALTERNANCE

Comme un peu partout dans le monde, l'épidémie de Covid a été utilisée par l'appareil d'Etat américain pour tenter d'interdire toute expression de la classe ouvrière. Les Partis démocrate et républicain ont soigneusement mis en scène leur opposition — qui ne les a pas empêchés d'adopter ensemble les lois d'urgence sur le Covid.

Sur cette question, leur opposition est réelle : les républicains, liés notamment au secteur industriel qui risquait une chute dans la production avec le confinement, s'opposaient à celui-ci, tandis que les démocrates, plutôt liés aux secteurs de la haute technologie et des services pour lesquels le télé-travail ne posait pas de problème, y étaient favorables. L'électorat républicain, plus rural, était également moins touché (au moins au début de l'épidémie) que l'électorat démocrate concentré dans les grandes villes.

Avec le style qui lui est propre, Trump a passé six mois à nier, puis à minimiser systématiquement l'épidémie contre l'évidence de la situation, refusant toute mesure fédérale pour en limiter les effets. Dans les Etats

tenus par les républicains, les gouverneurs ont été amenés à prendre des dispositions de confinement, à rebours des positions défendues par le président, mais sans que cela n'entraîne d'opposition à Trump dans ce parti.

Les démocrates ont défendu le confinement comme une nécessité et ont adopté tôt des mesures de confinement strictes. Le télé-travail a été généralisé pour tous ceux qui le pouvaient, tandis que les plus précaires, en particulier les livreurs, continuaient de travailler sans disposer de protections. Le chômage partiel n'existe pas aux Etats-Unis et les entreprises qui n'ont pu continuer leur activité ont licencié leurs employés (avec une procédure particulière leur permettant de suspendre le contrat de travail et de le réactiver quand elles le souhaitent).

Tout a été fait pour cadenasser la classe ouvrière américaine dans cette alternative : soit ne rien faire, soit confiner.

Dans une large mesure, les syndicats sont entrés dans ce jeu. De nombreux syndicats enseignants ont réclamé le confinement, avec tout ce qui l'accompagne, à commencer par le télé-enseignement dont il a été laissé la charge de l'organiser à chaque enseignant. Le syndicat d'infirmières *National Nurses United* (NNU) s'est aussi positionné pour le confinement. De très nombreux syndicats, ainsi que la confédération AFL-CIO, ont mis sur la page d'accueil de leurs sites web des « ressources Covid », prêchant les « gestes barrière » et, concrètement, défendant les mesures de confinement.

Le Congrès américain a adopté plusieurs trains de mesures pour gérer la situation, qui se sont caractérisés par l'injection de milliers de milliards de dollars pour les entreprises. Un chèque d'un milliard de dollars a été envoyé, pour solde de tout compte, à chaque résident américain. Mais les problèmes auxquels sont confrontés les travailleurs américains sont autres : l'absence de couverture santé, l'indemnisation quasi-inexistante du chômage... en un mot, l'absence de toute garantie nationale pour les travailleurs.

Pour tenter de masquer cela, il fallait mettre en scène l'opposition entre démocrates et républicains au Congrès. Les démocrates ont donc présenté un projet de loi à la Chambre, ajoutant encore des milliers de milliards de dollars de soutien aux entreprises, ainsi qu'un certain nombre de mesures d'extension des couvertures santé et

chômage, limitées tant en montant qu'en durée. Le Sénat, à majorité républicaine, a bien sûr voté contre cette loi, que Trump n'aurait de toute façon pas ratifiée.

Ce n'est pas un projet de loi de compromis, puisque, dès le départ, il n'avait aucune chance d'être adopté. Et pourtant, il ne contient pas les mesures qui répondraient à la situation : Joe Biden est un opposant affirmé à toute généralisation des systèmes de santé publics, défendant l'*Obamacare*, système de subvention des assurances privées. De très nombreux syndicats sont pourtant entrés dans ce jeu, affichant leur soutien à ce projet de loi, et donc aux démocrates et au programme de Biden.

C'est en pleine épidémie que Sanders a capitulé. Il a annoncé suspendre sa campagne, soutenant immédiatement Biden au nom de l'unité nécessaire face à Trump et au Covid. Sanders et ses partisans ont d'ailleurs voté pour la loi HEROES (2) (à l'exception notable de Pramila Jayapal, qui a pointé les manques de cette loi pour expliquer son vote contre).

Mais tout cet édifice se heurte à la situation. Le Covid a fait des dizaines de milliers de morts aux Etats-Unis. Dans la ville de New York (ville démocrate, dans un Etat démocrate, où le confinement a été mis en œuvre), plus de 23 000 personnes sont mortes. Dans les quartiers populaires, plus de cinq résidents sur mille en sont morts. Chacun a pu voir les carences des hôpitaux : le manque d'équipement de réanimation, de lits d'hospitalisation, de médicaments... Les personnels soignants ont longtemps manqué de masques et de blouses ; leurs employeurs, des hôpitaux souvent privés, les obligeaient à réutiliser plusieurs jours les équipements de protection individuels, réduisant à néant leur efficacité. Leurs syndicats, tout en s'alignant sur les démocrates sur les positions générales, ont mené campagne pour obtenir ces équipements, organisant des manifestations devant les hôpitaux en pleine épidémie.

Chacun a pu voir aussi les conséquences du système d'assurances privées : des malades refoulés des hôpitaux faute d'assurance santé ; des factures de dizaines de milliers de dollars qui arrivent maintenant au domicile des patients ayant récupéré ou des familles de ceux qui n'en ont pas réchappé. Chacun a pu voir les conséquences des allocations de chômage très limitées : d'une situation dite de plein emploi, avec 3 % de chômeurs, les Etats-Unis sont passés à un taux de chômage

qui a officiellement dépassé les 14 % et reste supérieur à 10 %. Ces statistiques ne comprennent pas les nombreux travailleurs qui ont été obligés de passer à temps partiel.

Mais, plus encore que tout cela, l'épidémie a mis en lumière les inégalités profondes qui traversent la société américaine. Ceux qui ont perdu leur emploi sont d'abord ceux qui gagnaient le moins : au plus fort de la crise, le salaire moyen hebdomadaire a bondi de 50 dollars, indiquant que ce sont les moins payés qui ont perdu leur emploi. Les Latinos, les Noirs, les femmes ont été frappés par le chômage de façon disproportionnée.

La maladie elle-même a frappé les quartiers populaires bien plus que les quartiers riches : à New York, les quartiers centraux de Manhattan ont des taux de mortalité par Covid cinq fois inférieurs à ceux des quartiers plus populaires de Brooklyn, du Queens ou du Bronx. Partout, les plus touchés ont été les Noirs, les Latinos. Leurs communautés ont été ravagées par le virus, avec des taux de décès plus de deux fois supérieurs pour les Noirs que pour les Blancs (3).

LE MOUVEMENT DES NOIRS POUR LEURS DROITS MET EN ÉCHEC CE DISPOSITIF

Ce n'est donc pas surprenant que l'explosion soit partie des Noirs américains. Le racisme est institutionnel aux Etats-Unis : dès son origine, la classe ouvrière américaine a été divisée artificiellement en deux composantes.

(2) Loi *Health and Economics Recovery Omnibus Emergency Solutions* (ou *HEROES Act*), programme d'aides de 3 000 milliards de dollars adopté par le Congrès américain le 15 mai 2020 pour « *secourir l'économie des Etats-Unis ravagée par la pandémie de coronavirus* » et les millions d'Américains « *frappés par le chômage* ».

(3) Chiffres du *Centers for Disease Control and Prevention* (CDC), l'agence de santé publique américaine (de façon ironique, cette page présente juste au-dessous de ces statistiques les « *facteurs qui augmentent la diffusion dans la communauté et les risques individuels* » ; tous renvoient à des comportements individuels et renvoient la responsabilité de la situation sur les Noirs eux-mêmes, mettant d'ailleurs en avant des facteurs ressemblant aux préjugés racistes les plus odieux) :

<https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/covid-data/investigations-discovery/hospitalization-death-by-race-ethnicity.html>

Une grande partie de la gauche américaine tend à faire de la situation des Noirs une expression du racisme parmi d'autres, les Latinos, les Asiatiques, etc., et de leur oppression une parmi d'autres, celles des femmes, des homosexuels (et plus généralement des LGBT). Il est certain que l'oppression de ces groupes est réelle. Mais elle est de nature différente de celle des Noirs. Ainsi, à bien des points de vue, la situation des homosexuels s'est améliorée aux Etats-Unis dans les dernières décennies (même si cela est loin de clore la question, le mariage homosexuel est légal dans l'ensemble des Etats-Unis depuis 2015 par exemple). Le racisme contre les Latinos existe : souvent soupçonnés a priori d'être des clandestins, ils sont régulièrement harcelés par la police, et la police de l'immigration américaine est d'une violence insoutenable avec les immigrants clandestins.

Mais la situation des Noirs est différente : aux Etats-Unis, on naît Noir, et dès lors on sait que tous ses descendants seront Noirs, qu'il n'existe pas l'espoir de se sortir de cette situation.

Un Latino, immigrant aux Etats-Unis, a des raisons d'espérer que ses enfants aient une vie meilleure que la sienne. Pour ne prendre qu'un indicateur, la tuberculose, la prévalence de cette maladie de la pauvreté est similaire chez les Noirs et les Latinos : 4,32 malades pour 100 000 Noirs, 4,37 pour les Latinos, contre 0,45 pour les Blancs. Mais si l'on restreint ces chiffres aux résidents nés

aux Etats-Unis, la prévalence chez les Noirs est de 2,54, contre 1,47 pour les Latinos (4). Aujourd'hui, un tiers des Latinos aux Etats-Unis sont nés à l'étranger ; leurs enfants, leurs petits-enfants seront Américains, de plus en plus. Pour les Noirs, 150 ans après l'abrogation de l'esclavage, ils sont toujours une composante séparée de la population américaine.

Les Latinos ne partagent pas une même histoire : certains sont devenus Américains quand les Etats-Unis ont annexé le Texas ou acheté la Californie ; d'autres viennent de la colonie américaine de Porto Rico ; d'autres aussi ont immigré depuis le Mexique ou d'autres pays d'Amérique latine à la recherche d'une vie meilleure.

Les Noirs américains, a contrario, partagent la même histoire : le déracinement qui les a plongés dans l'esclavage, détruisant toute leur histoire antérieure à leur arrivée aux Etats-Unis, puis l'esclavage, l'émancipation, la lutte pour les droits civiques... Ils partagent les mêmes références culturelles, le même accent qui, avec des variantes, les distingue de la majorité blanche d'un bout à l'autre des Etats-Unis. Les Noirs constituent une minorité nationale opprimée.

Cela ne diminue en rien la légitimité des revendications des uns ou des autres ; mais cela donne un caractère révolutionnaire à la mobilisation autonome des Noirs américains.

Le Covid a donc illustré d'une manière frappante la situation des Noirs américains (voir le tableau ci-dessous) (5).

Risques comparés d'être diagnostiqué, hospitalisé, ou de décéder du Covid, pour différentes origines ethniques, par rapport à la population blanche non-latino : un Noir a 2,1 fois plus de risque de décéder du Covid qu'un Blanc non-Latino.

Ratios en comparaison des Blancs non-Latinos	Indiens d'Amérique, indigènes d'Alaska, non-Latinos	Asiatiques non-Latinos	Noirs ou Afro-Américains, non-Latinos	Latinos
Cas	2,8	1,1	2,6	2,8
Hospitalisations	5,3	1,3	4,7	4,6
Décès	1,4	1	2,1	1,1

(4) Chiffres du CDC (<https://www.cdc.gov/tb/statistics/reports/2018/table3.htm>) et du bureau du recensement (<https://data.census.gov/cedsci/table?q=>)

(5) Tableau du CDC : <https://www.cdc.gov/coronavirus/2019-ncov/covid-data/investigations-discovery/hospitalization-death-by-race-ethnicity.html>

L'assassinat de George Floyd, à la fin du confinement, a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. George Floyd n'avait rien fait ; il n'était pas armé. Et pourtant, il a été assassiné par la police de Minneapolis avec une brutalité inouïe, un policier posant son genou sur son cou pendant 8 minutes pendant qu'il répétait qu'il étouffait. Le soir même, des manifestants ont envahi les rues de Minneapolis, reprenant une fois de plus l'étendard *Black Lives Matter* (6). En une semaine, il y avait des manifestations massives dans toutes les grandes villes des États-Unis.

Après quelques nuits d'émeute, les manifestations sont devenues d'un calme et d'une détermination impressionnants. Après des mois de confinement, de très nombreux jeunes blancs et latinos ont également participé à ces manifestations. Il est très significatif qu'ils se soient emparés de la situation des Noirs américains pour y greffer leur mécontentement : c'était la première manifestation du refus des masses de se conformer à l'injonction qui leur était faite de rester chez elles, de ne pas se regrouper et d'attendre sagement les élections de novembre. C'était le premier coin enfoncé dans le dispositif politique destiné à les enchaîner à l'alternative électorale entre démocrates et républicains.

Au moins dans un premier temps, ils y ont participé en respectant le cadre : c'étaient des manifestations organisées par les Noirs, d'abord et avant tout pour les Noirs, mais dans lesquelles de jeunes blancs et latinos venaient en masse apporter leur soutien, reconnaissant explicitement la position d'oppression particulière que subissent les Noirs aux États-Unis, sans être extérieurs à ce qui était en train de se passer. C'est quelque chose sans précédent à cette échelle aux États-Unis, et c'est gros de tous les développements révolutionnaires.

L'appareil démocrate et les appareils syndicaux se sont empressés, comme à leur habitude, d'adresser leur soutien poli aux manifestants : leurs sites web et leurs comptes Twitter se sont ornés d'encadrés *Black Lives Matter*, les démocrates ont déposé un projet de loi qui n'avait aucune chance d'être adopté et ne répondait pas à la situation. Mais les manifestations se sont poursuivies et n'ont jamais pu être qualifiées d'émeutes raciales : parce qu'il ne s'agissait pas d'émeutes et parce qu'une grande proportion de Blancs et de Latinos

manifestaient, bien au-delà des groupes qui participent à toutes les manifestations plus ou moins de gauche.

Des syndicalistes, notamment, ont participé nombreux à ces manifestations, obtenant dans plusieurs cas que leurs syndicats y appellent. Les relations des Noirs au mouvement syndical sont compliquées. Le syndicalisme américain a longtemps été un syndicalisme de métiers, regroupant les travailleurs selon leur occupation et séparant au sein d'une même usine les travailleurs selon leur emploi. Le corollaire de cela est que les Noirs, presque toujours employés comme ouvriers, ne pouvaient se syndiquer. L'*American Federation of Labor* (AFL), principale confédération syndicale américaine, était organisée selon ce principe. En 1935, elle a connu une scission, avec la formation du *Congress of Industrial Organizations* (CIO), organisé selon des syndicats d'industrie regroupant dans une même organisation tous les salariés d'une même entreprise et syndiquant bien plus volontiers les Noirs.

Lorsqu'en 1955, ces deux confédérations ont fusionné pour former l'AFL-CIO, de nombreux anciens syndicats de l'AFL ont continué de refuser la syndicalisation aux Noirs, et ce jusque dans les années 1960, où l'AFL-CIO affichait son soutien à la lutte pour les droits civiques.

Aujourd'hui, le taux de syndicalisation est plus élevé chez les Noirs que chez les Blancs, mais la méfiance vis-à-vis des syndicats persiste. Il est d'autant plus important qu'un certain nombre d'entre eux aient soutenu activement les manifestants. Des syndicats d'enseignants ont ainsi appelé leurs membres à participer aux manifestations. Les syndicats de chauffeurs de bus de Minneapolis et de New York ont appelé leurs adhérents à refuser les réquisitions, illégales, de la police qui voulait les obliger à transporter les manifestants arrêtés. L'*International Longshore and Warehouse Union* (ILWU), syndicat des dockers de la côte ouest (non-membre de l'AFL-CIO), a décidé d'une journée de grève de soutien, prenant la tête d'une gigantesque manifesta-

(6) Nom que se donnent les manifestations de Noirs à la suite des violences policières depuis une demi-douzaine d'années. Des organisations utilisent ce nom, mais il s'agit d'abord et avant tout d'un mot d'ordre que reprennent les manifestations spontanées qui ont lieu après chaque assassinat d'un Noir par des policiers.

tion à Oakland. Le *Writers Guild of America East* (WGAE), syndicat des scénaristes de la télévision de la côte est, mettait en question le soutien purement verbal de sa confédération AFL-CIO aux manifestants en pointant le fait que les syndicats de policiers qui en sont membres consacrent l'essentiel de leur énergie à demander l'immunité des policiers pour les crimes commis en service, et en demandant qu'ils soient exclus de l'AFL-CIO.

Ces prises de position constituent autant de points d'appui pour construire une jonction révolutionnaire entre le mouvement ouvrier et les Noirs américains. L'*Amalgamated Transit Union* (ATU), syndicat des chauffeurs de Minneapolis, au lendemain de la mort de George Floyd, résumait la situation ainsi, faisant le lien avec la situation sanitaire : « *Le système nous a fait défaut à tous, mais il a fait défaut aux Noirs plus qu'à tous les autres.* » C'est une formule extrêmement juste, exprimant à la fois l'unité de la classe ouvrière américaine face à son propre impérialisme et la place particulière que ce dernier réserve à sa composante noire.

Le mot d'ordre « *Defund the police* » (couper les financements de la police) et sa variante radicale « *Abolish the police* » (abolir la police) ont émergé dans les manifestations et ont rapidement été mis en avant dans les médias et par les politiques. Ils pointent un problème réel : les services de police américains fonctionnent comme des services autonomes auxquels le maintien de l'ordre est sous-traité à grands frais par les localités. Dans de nombreuses villes, les systèmes scolaires paient chaque année une somme forfaitaire aux services de police pour leurs interventions dans les écoles. De nombreux syndicats d'enseignants dénoncent cette situation, et, appuyés sur les manifestations, plusieurs ont obtenu la rupture de ces contrats, permettant de réclamer que les sommes correspondantes soient utilisées pour l'enseignement et que la police cesse d'intervenir dans les écoles.

C'est à Portland et Seattle que les manifestations se sont prolongées le plus longtemps. Les tensions y ont été particulièrement vives, avec l'envoi de services de police fédéraux pour réprimer les manifestants. Dans des vans banalisés, ces services ont kidnappé à de nombreuses reprises des manifestants pour les interroger et parfois les arrêter, soulevant l'indignation de la population. Les démocrates, tant au niveau

de ces villes qu'au niveau national, ont demandé le retrait de ces troupes, arguant que les services de police locaux étaient tout à fait en mesure de gérer ces manifestations, c'est-à-dire de les réprimer. Mais Seattle et Portland sont deux villes où la population noire est très réduite, et cela pose le problème du contrôle de ce mouvement par les premiers concernés : les Noirs américains. Ainsi, après l'initiative du *Wall of Moms* (Mur des mamans), organisant des mères de famille pour protéger les manifestants, une association de mères de famille a été créée, sans les mères noires. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de la façon dont, au sein même des manifestations, les Noirs sont obligés de se battre pour continuer de contrôler leur mouvement.

En effet, limiter le problème à la question de la police permet de faire passer au second plan la responsabilité de l'ensemble du système politique ; cela permet de masquer la situation sanitaire et économique des Noirs américains. Le conseil municipal démocrate de Minneapolis a rapidement annoncé qu'il allait dissoudre ses services de police. Plusieurs autres municipalités démocrates ont annoncé lancer une réflexion sur le sujet. Tous ont reculé. Les élus démocrates au Congrès ont déposé un projet de loi pour répondre à ce mot d'ordre, projet dénoncé comme extrémiste par Trump et les républicains. Dans le même temps, ces derniers appelaient à recourir à la garde civile contre les manifestants. La mise en scène était la même que pour le Covid : un projet de loi démocrate qui n'a aucune chance d'être adopté, des protestations d'extrémisme de la part des républicains et la conclusion en apparence irrévocable que l'issue est dans les élections de novembre prochain.

Ce projet de loi, pourtant, ne serait qu'un cautère sur une jambe de bois : il propose juste de réduire les financements fédéraux aux services de police commettant trop d'actes racistes, de réduire l'immunité dont bénéficient les policiers dans l'exercice de leurs fonctions et d'interdire qu'un policier licencié dans un service de police pour des actes illégaux puisse retrouver un emploi dans un autre service de police.

Il y a, certes, une différence entre démocrates et républicains : les premiers sont pour faire des économies, limitées, sur les services de police, et pour réduire l'immunité des policiers, quand les seconds sont

favorables au statu quo en la matière. Mais les uns comme les autres cherchent à maintenir le système politique américain, qui est fondé sur un racisme institutionnel dirigé contre les Noirs. Durant les huit années de la présidence Obama, démocrate et premier président noir des Etats-Unis, la situation des Noirs a empiré : les crimes policiers n'ont pas reculé (c'est sous son mandat qu'est apparu le mot d'ordre *Black Lives Matter*, « Les vies des Noirs comptent »), et la crise financière de 2008 a entraîné l'expulsion de leurs logements de milliers de familles noires.

Joe Biden avait besoin de choisir un candidat à la vice-présidence : il fallait que ce soit une femme ; après les manifestations, il fallait aussi que ce soit une Noire. Ça a été Kamala Harris. Harris, fille d'un Jamaïcain et d'une Indienne, n'est, pas plus qu'Obama (fils d'un Kenyan et d'une Blanche américaine), une Noire américaine. Elle a été procureure du district de San Francisco, puis procureure générale de Californie (ce sont des fonctions électives), et, en tant que telle, a mené une politique répressive, généralisant le fichage ADN, refusant de libérer des détenus condamnés pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis, défendant la peine de mort et défendant les services de police.

Le 23 août, Jacob Blake, un Noir, a reçu sept balles dans le dos de la part d'un agent de police de Kenosha, dans le Wisconsin, alors qu'il montait dans la voiture où se trouvaient ses trois enfants. A l'heure où nous écrivons ces lignes, des manifestations massives commencent à s'organiser.

Deux manifestants ont été tués par les tirs d'un suprémaciste blanc ; ce n'est pas la première fois : des milices blanches organisent régulièrement des contre-manifestations armées dans le but d'intimider les manifestants. Cela reste l'action de groupes isolés, héritiers nostalgiques du Ku Klux Klan, mais qui ne disposent pas de la base que ce dernier avait. La situation se tend. Face à ces groupes, et face aux tirs de la police, lors de plusieurs manifestations, des militants sont venus armés pour protéger les cortèges, constituant l'embryon de milices noires.

La situation est plus ouverte que jamais : la répression et les provocations d'extrême droite suffiront-elles à dissuader les manifestants ? Ou, au contraire, soulèveront-elles l'indignation de millions de manifestants ?

LABOR PARTY ET PARTI NOIR AUX ETATS-UNIS EN 2020

Les échéances électorales de novembre prochain sont utilisées à fond pour tenter de verrouiller toute discussion dans la fausse alternative entre républicains et démocrates. L'ensemble des appareils syndicaux, y compris les plus progressistes, s'intègrent pour une part à ce dispositif. Cependant, ils ne parviennent pas à contenir le mouvement des masses. Nombre de ces militants voteront Joe Biden, contre Donald Trump ; nombre d'entre eux s'abstiendront. Mais tous sont convaincus que l'élection de Biden ne résoudra rien de leurs problèmes : son opposition à un système de santé pour tous est affirmée.

Toute la situation montre que le programme défini par Léon Trotsky dans les années 1930 est plus que jamais d'actualité : la classe ouvrière américaine a besoin de son parti, un *Labor Party* basé sur les syndicats, lié à un Parti noir. Mais ces partis ne peuvent être auto-proclamés : ils seront le résultat des développements révolutionnaires en cours.

Des militants syndicaux, à tout niveau, se battent pour que leurs syndicats défendent un système de santé gratuit pour tous, contre les assurances privées généralisées par l'*Obamacare* et défendues par Biden. Ils ont souvent soutenu la candidature de Sanders à l'investiture démocrate. C'est leur bataille qui porte les germes de la construction d'un *Labor Party* aux Etats-Unis. La capitulation de Sanders ne fait pas disparaître les revendications que sa candidature portait, ni la discussion que cela a engendrée dans les organisations ouvrières. Au contraire, elle pose la question d'une organisation ouvrière indépendante du Parti démocrate.

Les questions électorales ne sont pas indifférentes, bien sûr, mais, à ce stade, il s'agit d'abord d'organiser cette force dans les syndicats, de mener jusqu'au bout les discussions sur le rôle des appareils syndicaux et leur lien avec l'appareil démocrate.

Dans le même temps, les manifestations de Noirs posent la question de leur organisation, d'un service d'ordre pour les protéger tant de la police que des milices blanches. Elles posent toutes les questions que le *Black Panthers Party* avait posées dans les années 1960, à la fois les revendi-

cations d'une égalité réelle des Noirs, les revendications sociales et la nécessité de la constitution d'une organisation noire qui se doterait des capacités de se protéger.

La participation de nombreux jeunes blancs et latinos aux manifestations *Black Lives Matter* ainsi que le soutien concret apporté par certains syndicats dessinent déjà les liens que devraient avoir le *Labor Party* et le Parti noir, partageant des revendications mais respectant strictement le droit de la minorité noire de s'organiser comme elle l'entend.

Il serait vain d'essayer de prédire la forme que prendront ces organisations : le rôle des trotskystes n'est pas de proposer un programme tout fait, pour que la classe ouvrière l'adopte.

C'est au contraire d'appuyer toute revendication transitoire allant dans ce sens. C'est en se liant à ce mouvement en profondeur de la classe ouvrière dans toutes ses composantes que le trotskysme se reconstruira aux Etats-Unis.

Devan Sohier
27 août 2020



« Le Mur des mamans » — A Portland, des mères ont constitué ce mur en tête de manifestation pour protéger les manifestants de la police.



Couvertures du dernier numéro de *La Vérité* édité en cinq langues : anglais, espagnol, portugais, français, allemand.

ETAT ESPAGNOL

Union européenne, désindustrialisation et précarité

L'article reproduit ci-dessous a été publié dans *Carta semanal del Comité central del POSI*, n°s 796 et 797 (août 2020), section en Espagne de la IV^e Internationale. Les notes sont de la rédaction de *La Vérité*.

C'EST maintenant un lieu commun d'affirmer que l'économie espagnole c'est « soleil et la plage », lorsqu'on se réfère au changement dans la structure productive des dernières décennies. Des changements dont la concrétisation principale a été le démantèlement de l'industrie, remplacée par des services à très faible valeur ajoutée comme le tourisme, où la précarité est la règle. Mais sa cause est occultée comme s'il s'agissait d'un hasard. Il n'en est rien.

Dans les économies capitalistes, le processus d'accumulation est dirigé par le capital. C'est l'accumulation du capital, la capitalisation de la plus-value (le travail non payé résultant de l'exploitation du travail) : il s'agit de la transformation de la plus-value en nouveau capital, qui a lieu avec l'objectif de produire une nouvelle plus-value, dont une partie sert à payer l'ostentatoire niveau de vie des capitalistes, l'autre partie se transformant en nouveau capital pour produire plus de plus-value, et ainsi de suite.

Ce processus a lieu à l'échelle mondiale, mais il se concrétise dans les économies nationales, dont le gouvernement conduit la politique économique. Par la politique économique, on cherche à faciliter le processus d'accumulation, qui est présenté comme la manière d'engendrer de l'emploi et du bien-être.

L'INDUSTRIALISATION ET LE MOUVEMENT OUVRIER

L'économie espagnole a toujours eu des particularités liées essentiellement à l'échec des différentes tentatives de modernisation, dans une large mesure par l'alliance réussie

des secteurs les plus réactionnaires qui intègrent le capital le plus spéculateur et parasitaire, et de l'oligarchie des grands propriétaires terriens dans une bonne partie du pays, conjointement avec l'Eglise catholique et l'appareil d'Etat, en particulier la magistrature et les forces armées, etc. En outre, avec la bénédiction du capital étranger, grand bénéficiaire de tout cela.

Cependant, bien que de manière limitée et fragmentée, il y a eu un processus d'industrialisation à différentes phases, matérialisé non seulement dans la production de biens de consommation (alimentation, textile et chaussures, etc.), mais également dans des secteurs de base comme la métallurgie, la sidérurgie, les chantiers navals et la chimie entre autres, en particulier l'industrie automobile et camions.

Tout cela était complété par d'autres secteurs productifs importants comme l'industrie minière, la pêche, l'agriculture et l'élevage bovin. Certes avec de grandes inégalités régionales, il n'est pas vrai, comme on le croit généralement, que l'industrie était exclusivement concentrée au Pays basque, en Catalogne et Madrid, puisqu'il existait des activités industrielles dans une grande partie du territoire.

L'industrialisation capitaliste n'est pas la panacée qui résoudra tous les problèmes, évidemment. Mais ici, elle a rendu possible un certain développement des forces productives, qui était loin d'être idyllique et qui ne pouvait pas l'être, puisqu'il se fondait sur l'exploitation et qu'il était limité aux besoins de la rentabilité, en plus du recul qu'ont impliqué la guerre civile et la dictature franquiste. Quoi qu'il en soit, à la faveur de l'industrialisation, le processus de salarisation, base de la croissance du mouvement ouvrier, s'étend beaucoup plus lar-

gement. Et c'est le mouvement ouvrier qui, agissant en fonction de ses intérêts, obtient des acquis importants pour la majorité de la population, comme la sécurité sociale.

“CONSTRUCTION EUROPÉENNE” OU SUBORDINATION AUX ÉTATS-UNIS ?

Les médias de la bourgeoisie, avec la collaboration de dirigeants des organisations ouvrières, ont porté aux nues deux grands mythes qui se rétro-alimentent mutuellement. L'un est déjà pratiquement dépassé : celui d'une prétendue transition idyllique (*après la mort de Franco, cette « transition » a consisté en une opération politique visant à restaurer la monarchie — Ndlr*) qui, en réalité, a laissé littéralement des dizaines de milliers de cadavres sur la route. Et dont le sommet, la monarchie des Bourbons, est aujourd'hui un exemple de corruption à l'échelle mondiale.

L'autre mythe se fonde sur le fait que l'Union européenne (UE) est un facteur de progrès qui représente les avancées que la classe laborieuse a arrachées historiquement. Et par conséquent, l'entrée de l'Etat espagnol en 1986 dans ce qu'on appelait alors la Communauté économique européenne (CEE) aurait représenté une avancée pour l'ensemble de la population. Mais la réalité est exactement à l'opposé : l'UE, depuis ses débuts en tant que CEE, est au service des intérêts du capital financier dominant, celui des Etats-Unis. Etant donné que c'est devenu un tabou, quelques explications sont nécessaires.

Les Etats-Unis, lorsqu'ils ont hérité de la condition de puissance dominante après la Deuxième Guerre mondiale, ont également hérité des brutales contradictions de l'économie capitaliste mondiale. A cette époque, en 1945, il existe en Europe une importante situation sociale conflictuelle, résultat de la dévastation de la guerre et du discrédit des Etats bourgeois qui ont montré leur faiblesse face à l'agression nazie fasciste, et même en ont été les complices (par exemple, le régime de Vichy en France, qui a mis la gendarmerie au service de la Gestapo, ce dont ont souffert particulièrement, entre autres, les exilés républicains espagnols).

Pour dire les choses clairement, se développent une multitude de processus révolutionnaires dans lesquels les ouvriers ont les armes et se sont emparés des usines aban-

données par leurs patrons. Et ils s'appuient sur la victoire des ouvriers et des paysans de l'URSS contre le nazisme.

Dans ce contexte, la collaboration des directions des partis social-démocrates et stalinien est scellée en 1945, aux conférences de Yalta et Potsdam, où la vieille puissance mondiale dominante, le Royaume-Uni, se subordonne à la nouvelle, les Etats-Unis. L'URSS stalinienne y accepte non seulement une répartition des aires d'influence, mais également, et pour ses propres intérêts, que les partis qu'elle contrôle dans d'autres pays collaborent au rétablissement de l'ordre bourgeois pour contenir la vague révolutionnaire — comme en Grèce, par exemple, écrasée grâce à la collaboration de la bureaucratie stalinienne.

Evidemment, les bourgeoisies, surtout européennes, doivent payer le prix des grandes conquêtes sociales arrachées en 1945. Mais pour y parvenir, elles ont besoin du soutien de l'impérialisme américain, auquel elles restent subordonnées. Cette subordination se concrétise dans le plan du général Marshall, la plus haute autorité militaire des Etats-Unis en Europe, au nom duquel on libère un fonds qui n'est pas pour « la reconstruction », mais pour une certaine modalité de reconstruction, celle qui intéresse le capital américain : un marché européen sans barrières.

Ce fonds, l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) fondée en 1949 en devient gestionnaire, et l'une de ses exigences est la création d'une Union européenne des paiements, prédecesseur de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) de 1951 et, finalement, de la signature du traité de Rome en 1957, qui crée la Communauté économique européenne (CEE). C'est-à-dire qu'à l'origine des « institutions communautaires », il y a une exigence américaine.

Et il en est aujourd'hui de même, comme cela s'est révélé dans l'invention de la « troïka » (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international-FMI) pendant les années les plus dures de la crise : le « cheval de Troie » pour que les Etats-Unis, à travers le FMI, contrôlent de manière directe la politique économique en Europe, à la manière dont elle le faisait dans les années 1980 en Amérique latine et dans d'autres régions, avec le prétexte de l'éternelle dette extérieure.

L'entrée dans ce qui était alors la CEE est, dans ce monde onirique, la preuve du caractère exemplaire de la transition espagnole. Et c'est bien vrai qu'ils sont faits l'un pour l'autre, mais dans un sens diamétralement opposé à celui que promeut la propagande du capital : le régime monarchique héritier direct de la dictature a l'aval des institutions communautaires au service du capital financier et, a contrario, le capital financier dispose de la monarchie antidémocratique pour imposer ses exigences antidémocratiques à travers ses institutions, au nom de l'Europe.

LA MAL NOMMÉE "RECONVERSION INDUSTRIELLE", DROIT DE PÉAGE D'ENTRÉE DE L'ÉTAT ESPAGNOL DANS LA CEE

De la même manière qu'on ne peut comprendre la création de la CEE dans les années 1950 sans tenir compte de la situation de 1945, il n'est pas non plus possible de comprendre le processus destructif qui commence en 1986 sans le relier à la mondialisation des politiques d'ajustement du type FMI depuis le début des années 1980. Ce processus démarre avec l'Acte unique pour l'établissement d'un étrange marché unique (pleine liberté de circulation des capitaux mais restrictions pour le mouvement des personnes) et se poursuit avec le traité de Maastricht de 1992, qui entre en vigueur à 1993, et avec l'imposition de l'euro en 1999, etc.

Ces politiques sont la réponse du capital financier à la crise qui avait éclaté au début des années 1970, jetant à bas la rhétorique d'un prétendu âge d'or du capitalisme. Et c'est dans ce cadre que s'insère la trajectoire de l'économie espagnole, qui démarre à partir des sinistres Pactes de la Moncloa (1) de 1977, lesquels, essentiellement, ont consisté à ce que la classe laborieuse paie la crise.

Après un long processus de « négociation », l'entrée de l'Etat espagnol dans la CEE est signée en 1985, en même temps que celle du Portugal, et entre en vigueur le 1^{er} janvier 1986. La version officielle a toujours insisté sur le caractère idyllique de cette intégration. Rien de plus faux. Sans vouloir mépriser le fait qu'un certain nombre de fonds de la CEE ont pu être

favorables, ponctuellement, à certaines catégories de la population, ces fonds, en réalité orientés en grande partie sur l'ouverture des marchés au capital étranger, sont anecdotiques en comparaison de la face cachée du processus.

Et en particulier, il s'agit de la perte de toute souveraineté, concrétisée en premier lieu dans l'imposition d'un brutal démantèlement industriel, dont les conséquences sont devenues à nouveau patentes pendant la pandémie lorsque s'est révélée l'incapacité de l'économie espagnole à produire massivement ne serait-ce que quelques biens matériels élémentaires.

Ce démantèlement a été présenté, cependant, comme une reconversion industrielle, suggérant l'idée que, tout simplement, il s'agissait de remplacer la vieille industrie obsolète par une industrie moderne. Mais les plans du grand capital étaient bien différents : délocaliser la production industrielle vers les pays où les salaires sont beaucoup plus bas, comme dans le Sud-Est asiatique. Parce qu'un élément clé de l'industrie sans lequel on ne peut pas comprendre le démantèlement, c'est qu'il s'agit d'un secteur dans lequel le degré d'organisation et de conscience des travailleurs est beaucoup plus élevé que la moyenne. De sorte qu'en le démantelant, on assénait également un coup très dur à tout le mouvement ouvrier. Le cas de Sintel, en 1996, est très éloquent à ce propos. (*La firme de télécommunications florissante Sintel, avec une projection internationale importante, employant 4 000 personnes, fut liquidée lors d'une vente à une compagnie internationale ad hoc, et ensuite dépecée, Ndlr.*)

Le poids de l'industrie dans le Produit intérieur brut (PIB) a déjà commencé à chuter dans les années 1970, passant de 30,9 % à 28,5 %. Depuis, il a continué de chuter, en particulier à partir du premier gouvernement de Felipe González, qui, en 1983, quelques mois à peine après son élection (1982), a lancé le Livre blanc de la réindustrialisation sous la houlette de son ministre de l'Economie, Carlos Solchaga, auteur de la terrible sentence selon laquelle « la

(1) Pactes signés au palais de la Moncloa le 25 octobre 1977 entre le gouvernement post-franquiste et les principaux partis politiques et organisations syndicales, pour l'organisation d'un « processus de transition démocratique » maintenant de fait les institutions politiques de la royauté et du franquisme.

meilleure politique industrielle est celle qui n'existe pas ». Bien que dans ce texte, la perte de 65 154 emplois était reconnue, on a vu aussitôt que ce chiffre était nettement insuffisant. C'est également lui qui a prononcé cette autre phrase : « *L'Espagne est le pays où l'on peut gagner le plus d'argent à court terme.* » Et ce grâce au démantèlement des entreprises et des banques publiques qu'il a promu pour les privatisations couronnées par la création de l'IBEX (2) en 1992.

L'arrière-plan de toute cette politique, c'était une exigence pour l'entrée dans la CEE, et son bilan, en ce domaine, est qu'à nouveau, dans les années 1980, le poids relatif de l'industrie a chuté à 25,7 %, et même, dans les années 1990, à 21,7 %.

En termes d'emplois, 1,33 million de postes de travail ont été détruits entre 1973 et 1984. Et la saignée a continué, l'emploi industriel passant à 20 % du total en 2000. Entre ce moment-là et 2018, le poids du secteur est tombé de 18,4 % à seulement 12,1 %, à peine 11,5 % de l'emploi total. Parallèlement, une centralisation du capital toujours plus forte se produit : entre 2008 et 2016, 57 092 entreprises ont été fermées, soit 24,9 % du total.

En même temps que la désindustrialisation, il y a eu également le démantèlement d'autres secteurs productifs, comme les mines, la pêche, l'élevage bovin. Un démantèlement qui, encore aujourd'hui, est en cours dans ce qui survit. Les politiques de l'UE subventionnent littéralement la liquidation de la production et lui infligent des amendes. Ce n'est pas par hasard que, parmi les principaux récepteurs des fonds de la Politique agricole commune (PAC), on retrouve des noms comme Botín, Domecq, Ybarra ou la duchesse d'Albe.

QUEL COMBAT ?

Nous venons d'indiquer le problème que représente le démantèlement du secteur industriel, dont le poids dans le PIB est passé de plus de 30 % à un petit 12,1 % (11,5 % de l'emploi total), à quoi il convient d'ajouter la fermeture de l'industrie minière, ainsi qu'une partie considérable de l'agriculture, de l'élevage bovin, de la pêche, des bureaux de banque, etc. Nous avons indiqué également que la désindustrialisation a été une exigence des institu-

tions européennes qui agissent au service du capital financier, en particulier américain. Et nous voyons déjà de quelle manière le prétendu contre-exemple de l'industrie automobile est menacé, une fois qu'a été épuisée la conjoncture dont ont profité les multinationales, largement subventionnées par de l'argent public.

Du point de vue de la majorité, pour nous tous qui vivons de notre travail, c'est une véritable imposture de dire que la désindustrialisation n'a été qu'un petit droit de péage pour l'entrée dans la CEE, globalement bénéfique grâce à l'arrivée de certains fonds, etc. Mais le bilan, c'est que ses effets destructeurs apparaissent de plus en plus chaque jour dans cette « économie de soleil et plage », où le tourisme, le bâtiment et d'autres activités à basse valeur ajoutée occupent la place laissée libre par l'industrie. Et ce, avec le corollaire de l'extension de la situation de précarité impulsée par les contre-réformes du droit du travail successives, et en particulier celles des gouvernements de Zapatero en 2010 et de Rajoy en 2012. C'est le cas de l'agriculture intensive tournée vers l'exportation, qui est assise sur un énorme degré d'exploitation de la population immigrée. Une précarité qui atteint de nouveaux sommets avec l'ubérisation, qui refuse la condition de salariés aux travailleurs, les plongeant dans une vulnérabilité extrême.

En effet, la désindustrialisation montre que l'appartenance à la CEE-UE est la forme à travers laquelle le régime de la monarchie héritée de la dictature institutionnalise sa subordination au FMI, une subordination qui est le chemin le plus sûr vers de nouveaux reculs sociaux. Il convient de préciser que, sans préjudice de ce que la bourgeoisie allemande se soit vue plus ou moins favorisée par cette sorte de « division européenne du travail », l'idée que « l'Allemagne commande » est aussi illusoire que la prétention du contremaître qui se croit le patron du *cortijo* (la grande propriété terrienne dans le sud de l'Espagne, Ndlr) lorsque ce dernier s'absente. A l'heure de la vérité, le patron revient, donne un coup de poing sur la table et fait clairement voir qui commande réellement, comme cela s'est produit avec la troïka, « cheval de Troie » pour la direction de la politique économique

(2) L'IBEX-35 est le principal indice de la Bourse de Madrid (équivalent au CAC 40 en France).

menée par le FMI dans les économies européennes.

LA RÉSISTANCE DE LA CLASSE OUVRIÈRE À LA DESTRUCTION QU'IMPOSE L'UE

Il manque un point décisif pour compléter cette question que nous abordons : la résistance ouvrière. Tout au long de la période que nous évoquons, sa lutte a atteint des niveaux héroïques. Pour le rappeler, il suffit de mentionner le combat des chantiers navals comme Euskalduna, El Ferrol ou Puerto Real ; ou dans le secteur des mines ; ou à Reïnosa (*petite ville de Cantabrie, théâtre de véritables scènes de guerre civile en 1987, où, à la suite de la reconversion industrielle, la région devenait un vrai désert économique, Ndlr*), etc.

Ou encore, cas emblématique, les hauts-fourneaux de Sagunto, où la résistance se prolongea plus d'une année entre février 1983 et avril 1984, avec neuf grèves générales dans la région, 24 grèves générales dans l'usine, de nombreuses marches sur Valence et Madrid, avec en même temps l'occupation de l'usine par les travailleurs durant trois mois, au cours desquels ils ont maintenu les fours allumés, se refusant à obéir aux ordres de les éteindre. Les travailleurs de Sagunto recueillirent 700 000 signatures pour une proposition de loi au Congrès, que celui-ci refusa. Les travailleurs de Sagunto se proposèrent de convoquer au niveau du pays une conférence des travailleurs des différentes entreprises pour la défense de l'industrie. Mais les dirigeants syndicaux menacèrent de la boycotter et de les expulser.

En tout cas, et sans vouloir mépriser quelques mesures arrachées, comme chez Nissan aujourd'hui, les plans de démantèlement industriel se frayèrent un chemin, la résistance n'a pas gagné. Pourquoi ?

Comme marxistes, pour nous, la réalité des faits n'est pas négociable. Par conséquent, nous ne cachons pas la responsabilité des directions politiques et syndicales qui, en bloquant l'extension de la mobilisation vers d'autres secteurs et d'autres provinces, et par conséquent en maintenant des luttes atomisées, dispersées, ont empêché sa victoire. En même temps, avec l'Accord social et économique (ASE) (3) de 2011, ils ont accepté une contre-réforme du système des retraites.

Les successeurs de ces directions nous proposent aujourd'hui un autre leurre : « un nouveau modèle productif ». Mais ils ne nous disent pas qui va le mettre en route. Et nous savons que le capital dominant, qui est le capital financier, ne va pas le faire parce que la place qu'il réserve à l'économie espagnole écarte la production industrielle, réservée aux pays où les salaires sont encore plus bas. Et l'Etat ? Impossible dans le cadre de l'UE, parce qu'il est expressément interdit que les Etats financent des activités productives :

« Seront incompatibles avec le marché intérieur (...) les aides octroyées par les Etats ou au moyen de fonds d'Etat, sous quelque forme que ce soit, qui fausseront ou menaceront de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou productions » (*article 107 du Traité de fonctionnement de l'Union européenne*).

L'Union européenne ne fait pas honneur à son nom : elle n'est pas européenne parce que, depuis le plan Marshall jusqu'à la troïka, à chaque moment important, elle se subordonne à l'impérialisme américain ; elle n'est pas non plus une union parce que jamais ne pourront être conciliés les intérêts de la classe laborieuse et ceux de la classe capitaliste (pas davantage ceux des différentes bourgeoisies, sauf exception). Son caractère réactionnaire se révèle dans les exigences formulées pour l'entrée de l'Etat espagnol et tout au long de sa trajectoire ultérieure. Et ce jusqu'à l'accord du 28 juillet dernier (*décision du Conseil européen de constituer le fonds de reconstruction, Ndlr*), qualifié comme historique par ses dirigeants, mais dont le contenu est du pareil au même : que les travailleurs paient le transfert des ressources au capital financier, avec tous les corollaires de régression sociale.

ANOMALIE DE L'HISTOIRE OU NORME INCONTESTABLE DU CAPITALISME ?

A quoi obéit cette situation ? Comment est-il possible que, par exemple dans l'agriculture, les gouvernements subventionnent la destruction de cultures et infligent des amendes à la production ? Il s'agit-il peut-être d'une erreur, d'un regrettable malentendu ?

(3) Accord social et économique (ASE) du 2 février 2011 signé par le gouvernement, les syndicats UGT et Commissions ouvrières, et les organisations patronales CEOE et CEPYME.

du ? En réalité, cela n'est pas nouveau. En 1939, Léon Trotsky rédige un texte, *Le marxisme et notre époque*, dans lequel il aborde expressément cette question :

« Le marasme a pris un caractère particulièrement dégradant dans la sphère la plus ancienne de l'activité humaine, celle qui est le plus étroitement liée aux besoins vitaux de l'homme dans l'agriculture. Non contents des obstacles que la propriété privée, sous sa forme la plus réactionnaire, celle de la petite propriété rurale, place devant le développement de l'agriculture, les gouvernements capitalistes se voient fréquemment appelés eux-mêmes à limiter artificiellement la production, au moyen de réglementations et de mesures administratives qui eussent effrayé les artisans des corporations à l'époque de leur déclin.

L'histoire rapportera que le gouvernement du pays capitaliste le plus puissant a donné des primes aux fermiers pour qu'ils arrachent ce qu'ils ont semé, c'est-à-dire pour diminuer artificiellement le revenu national déjà en baisse. Les résultats parlent d'eux-mêmes : en dépit de grandioses possibilités de production, fruits de l'expérience et de la science, l'économie agricole ne sort pas d'une crise de putréfaction, tandis que le nombre des affamés, qui constituent la majeure partie de l'humanité, continue à croître plus vite que la population de notre planète » (4).

Ce n'est pas là une anomalie historique, mais vers où nous conduit inévitablement le capitalisme, comme l'affirmait Trotsky lui-même dans ce texte, auquel nous empruntons le titre de cette partie. C'est l'exigence du capital, toujours plus destructive. Jeudi dernier, 20 août, il y a 80 ans qu'a été assassiné, sur ordre de Staline, celui qui avait été un théoricien et militant marxiste, ainsi que l'un des principaux dirigeants — avec Lénine — de la révolution russe (5). Et comme le meilleur hommage que l'on peut rendre à un révolutionnaire est d'apprendre de son héritage, nous allons récupérer d'autres éléments de ce texte dont nous recommandons chaudement la lecture, du fait de sa pleine actualité.

L'ARRIÈRE-PLAN DES PROBLÈMES, C'EST LA CRISE DU CAPITALISME

Toute la problématique de la désindustrialisation, le chômage, la précarité et la crise elle-même sont antérieurs à la pandémie du coronavirus. En fait, non seulement

la pandémie n'est pas la cause de la crise, mais, au contraire, la crise capitaliste et les politiques qui l'accompagnent sont la cause de l'ampleur qu'a prise la pandémie. De toute évidence, la situation aurait été très différente si n'avaient pas été démantelés les services publics de santé, si l'on n'avait pas précarisé et détruit l'emploi dans le secteur, si la recherche était tournée vers les besoins de la majorité et non le profit de quelques-uns, si l'industrie pharmaceutique n'était pas entre les mains de multinationales mais un service public, etc., tout cela sans préjudice du fait qu'effectivement, la pandémie a fait affleurer la crise latente, l'accélère et la fait exploser.

Il y a 81 ans, Léon Trotsky expliquait déjà cette question en ces termes :

« La vie du capitalisme de monopole de notre époque n'est qu'une succession de crises. Chaque crise est une catastrophe. La nécessité d'échapper à ces catastrophes partielles au moyen de barrières douanières, de l'inflation, de l'accroissement des dépenses gouvernementales et des dettes, etc., prépare le terrain pour de nouvelles crises plus profondes et plus étendues. La lutte pour les marchés, pour les matières premières, pour les colonies rend les catastrophes militaires inévitables. »

Et il ajoute :

« Celles-ci préparent inéluctablement des catastrophes révolutionnaires » (6).

Cependant, on continue de nous proposer un retour en arrière, le retour à un prétendu bon capitalisme concrétisé dans ce que l'on appelle « l'Etat providence » (qui, en réalité, étaient des conquêtes arrachées par la classe ouvrière, lesquelles permettaient un bien-être tout relatif qui ne compromettait pas la rentabilité du capital et qui, pour cela même, sous le capitalisme, comportait une date de péremption).

Léon Trotsky explique ainsi le caractère illusoire de ces propositions :

(4) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, éd. Sélino, janvier 2009, page 27.

(5) Esteban Volkov, petit-fils de Trotsky, nous expliqua dans une interview en mars 2019 que l'assassin Ramon Mercader n'arrêtait pas de demander, de manière insistante, où en était la biographie de Staline que Trotsky était en train d'écrire sur demande (cf. « Interview de Esteban Volkov, petit-fils de Léon Trotsky », *La Vérité*, n° 103, septembre 2019, pages 59 à 64).

(6) Léon Trotsky, *Le marxisme et notre époque*, op. cit., page 26.

« La liberté du commerce, comme la liberté de la concurrence, comme la prospérité des classes moyennes, appartient irrévocablement au passé. Nous ramener au passé, c'est aujourd'hui le seul remède des réformateurs démocratiques du capitalisme : rendre plus de liberté aux petits et moyens industriels et hommes d'affaires, transformer la monnaie et le système de crédit en leur faveur, libérer le marché de la domination des trusts, éliminer de la Bourse les spéculateurs professionnels, rétablir la liberté du commerce international, et ainsi de suite à l'infini » (7).

LA SEULE ISSUE : L'ORGANISATION POLITIQUE INDÉPENDANTE DE LA CLASSE LABORIEUSE POUR LA LUTTE INCONDITIONNELLE POUR LES REVENDICATIONS

Dans le capitalisme il n'y a pas d'issue, toute illusion de réformer le capitalisme est une fiction parce que les problèmes ne sont pas circonstanciels, mais procèdent de sa logique même. Par conséquent, la solution aux problèmes exige le dépassement du capitalisme. Ainsi que le dit Léon Trotsky dans le texte que nous citons :

« Ainsi, pour sauver la société, il n'est nécessaire ni d'arrêter le développement de la technique, ni de fermer les usines, ni d'accorder des primes aux fermiers pour saboter l'agriculture, ni de transformer le tiers des travailleurs en mendiants, ni de faire appel à des fous comme dictateurs. Toutes ces mesures, contraires aux intérêts de la société, sont inutiles. Ce qui est indispensable et urgent, c'est de séparer les moyens de production de leurs propriétaires parasites actuels, et d'organiser la société d'après un plan rationnel. Alors, il serait enfin possible de guérir réellement la société de ses maux. Tous ceux qui savent travailler trouveraient du travail. La longueur de la journée de travail diminuerait graduellement. Les besoins de tous les membres de la société trouveraient des possibilités de satisfaction de plus en plus grandes. Les mots "pauvreté, crise, exploitation" disparaîtraient de la circulation. Le genre humain franchirait enfin le seuil de la véritable humanité » (8).

Y a-t-il par hasard quelque chose d'anarchique dans ce paragraphe, écrit il y a 81 ans ? Un exemple suffit pour montrer sa dramatique actualité : l'*Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture* (FAO), un organisme intergouvernemental, reconnaît qu'aujourd'hui l'humanité produit de quoi alimenter 12 milliards de personnes, à raison de 2 700 calories quotidiennes. Mais en dépit du fait que la population mondiale n'est que de 7,5 milliards d'individus, 821 millions souffrent de la faim.

L'UE et la monarchie, institution au service du capital, sont le passé, ce sont des obstacles à toutes les revendications qui habitent les travailleurs et les peuples. Pour les satisfaire, il est indispensable de rompre avec les deux. Et de la même manière, il ne s'agit pas simplement de remplacer un chef d'État monarchique par un républicain, mais il faut une république libérée de toute subordination aux intérêts du capital. Il ne s'agit pas non plus que tel ou tel État sorte de l'UE, mais que les peuples européens brisent le joug de cette institution du capital financier pour ouvrir une issue aux problèmes actuels véritablement dignes de ce nom. Le manque de coordination devant la grave crise sanitaire actuelle révèle cela en toute clarté, de la même manière que le Brexit et tant d'autres exemples : dans le capitalisme, il ne peut y avoir une union européenne réelle, seuls des États-Unis socialistes d'Europe pourraient l'être.

Pour avancer vers l'issue nécessaire, il n'y a qu'un seul chemin : l'organisation politique de la classe laborieuse, indépendante de tout engagement avec le capital et de toutes ses institutions, pour lutter inconditionnellement, jusqu'au bout, pour les revendications légitimes de la majorité.

**La Lettre hebdomadaire
du CC du POSI**
17 et 24 août 2020

(7) Léon Trotsky, *ibidem*, page 32.

(8) Léon Trotsky, *ibidem*, page 34.



En haut : John Lewis en 1963.

Ci-dessus : la marche des Noirs sur Washington, le 28 août 1963.

IL Y A 57 ANS, LE 28 AOÛT 1963

Le discours censuré lors de la grande marche des Noirs sur Washington

La date du 28 août 1963 évoque le très célèbre discours « *I have a dream* » (« Je fais un rêve ») du pasteur Martin Luther King lors de la grande marche des 250 000 Noirs sur Washington. Mais cette journée ne peut se résumer à cela, parce qu'un autre discours était prévu lors du rassemblement : censuré, il ne put être prononcé. Rappelons cet épisode peu connu.

Pour cela, nous publions ci-dessous deux articles parus dans l'hebdomadaire des trotskystes américains du Socialist Workers Party, *The Militant* (1) : l'un revient sur les conditions de cette censure et l'autre publie intégralement le discours censuré. Une page d'histoire qui éclaire avec force la situation actuelle.

POURQUOI LE DISCOURS DE JOHN LEWIS A-T-IL ÉTÉ CENSURÉ ?

LE meilleur discours de la marche sur Washington n'a jamais été prononcé. C'était le discours préparé par John Lewis, président du Student Nonviolent Coordinating Committee (Comité de coordination non-violent des étudiants), et qui est reproduit dans sa totalité dans ces colonnes.

L'archevêque catholique de Washington D.C., O'Boyle (2), qui avait été invité pour l'invocation, avait lu un exemplaire du discours à l'avance et avait menacé de quitter la tribune s'il était prononcé.

Pour leur honte éternelle, les hauts responsables des droits civiques, dont Walter Reuther (3), qui apparemment aurait joué un rôle de premier plan, ont censuré des parties du discours du leader du SNCC et imposé une réécriture d'autres parties.

Si les dirigeants de la marche en avaient eu le courage, courage qui sera nécessaire pour obtenir la pleine égalité du peuple noir de ce pays, ils n'auraient pas cédé à l'exigence arrogante de l'archevêque O'Boyle.

L'OBJECTION INVOQUÉE

Le compte rendu du *New York Times* sur la censure du discours de Lewis, qui reflète sans doute la version qu'O'Boyle et les dirigeants coupables des droits civiques souhaitent voir circuler, indique que la principale objection était une analogie avec la marche de Sherman à travers le Sud (4). Il s'agit là d'un subterfuge évident. L'objection portait sur les critiques brutales de Lewis à l'égard de Kennedy et du Parti

(1) *The Militant*, « *Published in the Interest of the Working People* », vol. 27, n° 31, lundi 9 septembre 1963, page 2. Rappelons que c'est en juillet 1963 que la convention nationale du SWP adopte le texte « *Freedom Now* » (« La Liberté maintenant »), « *La nouvelle étape dans le combat pour l'émancipation des Noirs et les tâches du SWP* » (cf. *La Vérité*, n° 90, juin 2016, pages 30 à 50).

(2) Patrick O'Boyle (1896-1987), archevêque catholique de Washington de 1948 à 1973. Le pape Paul VI le désigne cardinal en 1967.

(3) Walter Reuther (1907-1970), dirigeant syndical dans l'automobile, vice-président de l'AFL-CIO de 1955 à 1968.

(4) Allusion à la « marche de Sherman vers la mer » (*Sherman's March to the Sea*) : c'est le nom couramment donné à la campagne de Savannah, qui regroupe les manœuvres militaires menées sur le territoire de la Géorgie du 15 novembre au 21 décembre 1864 par le major-général nordiste William Tecumseh Sherman.

démocrate. C'est pourquoi sa déclaration selon laquelle les républicains et les démocrates avaient « trahi » a été rayée, tout comme sa déclaration de ne pas soutenir les projets de loi de Kennedy sur les droits civiques.

Le SNCC, l'organisation dirigée par Lewis et pour laquelle il intervenait, est dans la principale ligne de mire de la bataille des droits civiques. Les membres du SNCC, issus pour la plupart des 102 universités noires du Sud, comptent parmi les per-

sonnes les plus courageuses et les plus dévouées du pays.

Ils ont fait l'objet, à leur honneur, de probablement plus d'arrestations et de peines de prison pour la cause que toutes les autres organisations de défense des droits civiques réunies. Ils ont risqué leur vie d'innombrables fois.

Leurs corps sont couverts de cicatrices de la lutte. Ils ont gagné le droit que leur porte-parole dise ce qu'ils veulent qu'il dise, sans aucune ingérence.

Discours que le dirigeant du SNCC avait prévu de faire à la marche sur Washington

(Il s'agit du texte du discours que John Lewis, président du SNCC (5), a été empêché de prononcer lors de la marche sur Washington.)

NOUS manifestons aujourd'hui pour l'emploi et la liberté, mais nous n'avons pas de quoi être fiers, car des centaines et des milliers de nos frères ne sont pas ici. Ils n'ont pas eu l'argent pour venir, car ils perçoivent des salaires de misère, ou pas de salaire du tout.

En toute conscience, il ne nous est pas possible de soutenir sans réserve le projet de loi gouvernemental sur les droits civiques, car c'est trop peu et trop tard. Il n'y a pas une seule chose dans ce projet de loi qui protégera notre peuple contre la brutalité policière.

Ce projet de loi ne protégera pas les jeunes enfants et les femmes âgées contre les chiens policiers et les lances à incendie quand ils participent à des manifestations pacifiques. Ce projet de loi ne protégera pas les citoyens de Danville, en Virginie, qui doivent vivre dans une peur constante dans un Etat policier. Ce projet de loi ne protégera pas les centaines de personnes qui ont été arrêtées sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Qu'en est-il des trois jeunes d'Americus, en Géorgie, qui risquent la peine de mort pour avoir participé à une manifestation pacifique ?

La partie de ce projet de loi relative au vote électoral n'aidera pas les milliers de citoyens noirs qui veulent voter. Elle n'aidera pas les citoyens du Mississippi, de l'Alabama et de la Géorgie qui sont habilités à voter, mais n'ont pas pu aller au collège. « *UN HOMME, UN VOTE* » est le cri des Africains. C'est aussi le nôtre. Il doit être le nôtre.

Des gens ont été forcés de quitter leur maison parce qu'ils ont osé exercer leur droit de s'inscrire sur les listes électorales. Qu'y a-t-il dans ce projet de loi qui protège les sans-domicile qui meurent de faim dans ce pays ? Qu'y a-t-il dans ce projet de loi qui assure l'égalité d'une domestique qui travaille pour 5 dollars par semaine chez une famille dont le revenu est de 100 000 dollars par an ?

Pour la première fois en cent ans, cette nation a pris conscience que la ségrégation est un mal et qu'elle doit être détruite sous toutes ses formes. Votre présence aujourd'hui prouve que vous êtes prêts à agir.

(5) *Student Nonviolent Coordinating Committee* (SNCC) — Comité de coordination non-violent des étudiants), l'une des principales organisations du mouvement noir américain des droits civiques des années 1960.

Nous sommes maintenant engagés dans une révolution sérieuse. Cette nation est encore le lieu de dirigeants politiques médiocres qui construisent leur carrière sur des compromis immoraux et s'allient à des formes évidentes d'exploitation politique, économique et sociale. Quel dirigeant politique ici peut se lever et dire : « *Mon parti est le parti des principes* » ? Le parti de Kennedy est aussi le parti d'Eastland (6). Le parti de Javits (7) est aussi le parti de Goldwater (8). Et nous, où est notre parti ?

Dans certaines régions du Sud, nous travaillons dans les champs du lever au coucher du soleil pour 12 dollars par semaine. A Albany, en Géorgie, neuf de nos dirigeants ont été inculpés non pas par les Dixiecrates (9), mais par le gouvernement fédéral pour avoir protesté pacifiquement.

Mais qu'a fait le gouvernement fédéral lorsque le shérif adjoint d'Albany a roué de coups et laissé à moitié mort l'avocat C. B. King (10) ? Qu'a fait le gouvernement fédéral lorsque des agents de la police locale ont agressé et frappé de coups de pied la femme enceinte de Slater King, et qu'elle a perdu son bébé ?

Il me semble que l'inculpation d'Albany fait partie d'une conspiration au gouvernement fédéral et des politiciens locaux soucieux d'une mesure expéditive.

En outre, nous avons appris, et vous devriez le savoir, puisque nous sommes ici pour l'emploi et la liberté, qu'au cours des dix derniers jours, lors d'une réunion secrète tenue avant le comité qui a rédigé le projet de loi sur les droits civiques, un porte-parole du gouvernement s'est opposé avec une violence extrême à une disposition qui aurait garanti, pour la première fois, un juge de district fédéral équitable dans les procès relatifs aux élections. Et je pourrais ajouter que ce projet de loi gouvernemental, ou tout autre projet de loi sur les droits civiques, comme la loi de 1960 sur les droits civiques, sera totalement inutile s'il est appliqué par des juges racistes, dont beaucoup ont été systématiquement nommés par le président Kennedy.

Je veux savoir de quel côté se trouve le gouvernement fédéral.

La révolution est à portée de main et nous devons nous libérer des chaînes de l'esclavage politique et économique. La révolution non violente dit :

« Nous n'attendrons pas que les tribunaux agissent, car nous avons attendu depuis des centaines d'années. Nous n'attendrons pas le président, le ministère de la Justice, ni le Congrès, mais nous prendrons les choses en main et créerons une source de pouvoir, en dehors de toute structure nationale qui pourrait nous assurer une victoire. »

A ceux qui disent : « *Soyez patients et attendez* », nous devons dire que « *la patience est un mot sale et méprisable* ». Nous ne pouvons pas être patients, nous ne voulons pas être progressivement libres. Nous voulons notre liberté, et nous la voulons maintenant. Nous ne pouvons dépendre d'aucun parti politique, car les démocrates et les républicains ont tous les deux trahi les principes de base de la Déclaration d'indépendance.

Nous comprenons tous que si des changements sociaux, politiques et économiques radicaux doivent avoir lieu dans notre société, le peuple, les masses, doivent les provoquer. Dans la lutte, nous devons rechercher plus que davantage de droits civiques. Nous devons travailler pour une communauté d'amour, de paix et de véritable fraternité. Nos esprits, nos âmes et nos cœurs ne pourront pas se reposer tant que la liberté et la justice n'existeront pas pour chacun d'entre nous.

La révolution est sérieuse. M. Kennedy tente de chasser la révolution des rues pour la soumettre aux tribunaux.

Ecoutez, M. Kennedy. Ecoutez, MM. les membres du Congrès. Ecoutez, chers concitoyens. Les masses noires sont en

(6) James Eastland (1904-1986), alors sénateur démocrate du Mississippi, connu pour son anticommunisme, son opposition au mouvement des droits civiques et sa défense de la ségrégation raciale dans les Etats sudistes.

(7) Jacob Javits (1904-1986), membre de l'aile libérale du Parti républicain qui fut successivement député, procureur général et sénateur dans l'Etat de New York.

(8) Barry Goldwater (1909-1998), membre de l'aile conservatrice raciste du Parti républicain, fut son candidat à l'élection présidentielle de 1964.

(9) Dixiecrates : les démocrates conservateurs du Sud, en référence au *States' Rights Democratic Party* (Parti démocrate pour les droits des Etats), faction dissidente du Parti démocrate constituée en 1948 pour le maintien de la ségrégation raciale et de la suprématie blanche dans les Etats sudistes.

(10) Chevene Bowers (C.B.) King (1923-1988), avocat pionnier noir américain, leader des droits civiques en Géorgie pendant le mouvement des droits civiques.

marche pour l'emploi et la liberté, et nous devons dire aux politiciens qu'il n'y aura pas de délai de réflexion.

Nous devons tous rejoindre la révolution. Descendez et restez dans les rues de chaque ville, chaque village et chaque hameau de cette nation jusqu'à ce que la vraie Liberté arrive, jusqu'à ce que la révolution soit complète. Dans le delta du Mississippi, dans le sud-ouest de la Géorgie, en Alabama, à Harlem, Chicago, Detroit, Philadelphie et dans toute cette nation, les masses noires sont en marche !

Nous ne nous arrêterons pas maintenant. Toutes les forces d'Eastland, de Barnett, de Wallace et de Thurmond (11) n'arrêteront pas cette révolution. Le temps viendra où nous ne limiterons pas nos manifestations à Washington. Nous marcherons à travers le Sud, au cœur de Dixie (12), comme Sherman (13) l'a fait. Nous poursuivrons notre propre politique de « terre brûlée » et nous réduirons en cendres Jim Crow (14) — de manière non violente. Nous fragmenterons le Sud en mille morceaux et les rassemblerons ensuite à l'image de la démocratie.

Nous donnerons un caractère mesquin à l'action de ces derniers mois. Et je vous dis : « *RÉVEILLEZ-VOUS, AMÉRIQUE !* »

(11) Ross Barnett, George Wallace, Strom Thurmond, respectivement en 1963 gouverneur démocrate du Mississippi, gouverneur démocrate de l'Alabama et ancien gouverneur démocrate puis sénateur de Caroline du Sud, après partisans de la ségrégation raciale. Ils sont connus pour s'être opposés à l'admission d'étudiants noirs dans les universités du Mississippi et de l'Alabama, et dans les écoles publiques de Caroline du Sud.

(12) Dixie ou Dixieland : les anciens Etats esclavagistes des Etats-Unis. Le « Cœur de Dixie » (*Heart of Dixie*) désigne l'Alabama, siège de l'ancienne capitale des Etats confédérés, Montgomery.

(13) William Sherman (1820-1891), général nordiste de la guerre de Sécession connu pour sa marche à travers la Géorgie et les Carolines, et pour sa politique de guerre totale et de la terre brûlée contre les Etats confédérés.

(14) Jim Crow : surnom péjoratif donné aux Noirs aux Etats-Unis. Les lois Jim Crow, prises à partir de 1876 et élément majeur de la ségrégation raciale, imposaient une ségrégation de droit dans tous les lieux et services publics des Etats du Sud. Elles ont été abolies par les lois sur les droits civiques et sur le droit de vote de 1964 et 1965.

Note de la rédaction : Alors que cet article était en cours de montage, nous avons appris le décès de John Lewis à Atlanta, le 17 juillet 2020, à l'âge de 80 ans. Beaucoup d'articles sont parus dans la presse pour saluer son combat pour les droits civiques. Mais très peu — à notre connaissance — ont fait état de la censure du discours du 28 août 1963...

Pourtant, l'historien américain Howard Zinn avait fait état de cet épisode d'une manière particulièrement claire. A propos de la grande marche du 28 août 1963, il écrit : « *C'est à cette occasion que Martin Luther King fit, devant deux cent mille Américains blancs et noirs, son fameux discours "I have a dream..."*. Discours superbe, certes, mais totalement dénué de cette colère que ressentaient de nombreux Noirs. John Lewis, un jeune responsable du SNCC originaire d'Alabama qui avait été arrêté et battu de nombreuses fois, tenta d'exprimer ce sentiment d'indignation. Il en fut empêché par les organisateurs de la marche, qui insistèrent pour qu'il renonce à certaines critiques très dures sur le gouvernement et à ses appels à l'action directe » (Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis, de 1492 à nos jours*, Ed. Agone, 2002, page 518).

Il y a un siècle, en juin 1920, naissait Pierre Lambert

Dans un numéro spécial de *La Vérité* (n° 60-61, mars 2008), nous rendions hommage à Pierre Lambert (1920-2008), militant ouvrier, combattant de la IV^e Internationale, au lendemain de sa disparition le 16 janvier 2008.

Pour le centième anniversaire de sa naissance (9 juin 1920), nous avons retrouvé un exposé qu'il avait fait en juillet 1998 lors d'une réunion de formation de jeunes militants en Espagne sur les enseignements politiques des quatre Internationales et l'actualité du combat pour une Internationale ouvrière.

Ce texte ne figurant pas dans ce numéro spécial de *La Vérité*, nous avons jugé important de le publier ici. Il participe de l'hommage que nous rendons à Pierre Lambert, combattant de la IV^e Internationale.

Exposé de Pierre Lambert présenté à la réunion de formation de jeunes militants en Espagne

C'EST, vous en conviendrez, une tâche difficile que de résumer l'histoire des Internationales, qui se confond avec l'histoire des révolutions, de la lutte des classes, l'histoire de tout le mouvement ouvrier mondial, qui se confond avec les combats héroïques du prolétariat.

En 1934, l'insurrection des mineurs des Asturies, écrasés par le gouvernement de l'époque, a pourtant ensuite ouvert la voie à la révolution espagnole, qui a été également écrasée en 1939. Pourquoi ? Parce qu'il n'y avait pas de parti et d'Internationale révolutionnaires implantés dans les masses. Je ne peux pas vous expliquer tout cela, ce serait trop long. D'autant plus que vous m'accordez vingt minutes.

Pourquoi des Internationales ? Bien entendu, depuis que l'humanité existe, chez les opprimés, chez les exploités, il y a toujours eu l'aspiration à la justice. La lutte de

classes n'est pas autre chose que l'expression du combat des opprimés et des exploités contre l'exploitation et l'oppression. C'est, dans l'Antiquité, la lutte des esclaves contre les propriétaires d'esclaves ; au Moyen Age, c'est la lutte des serfs contre les seigneurs et, dans la société capitaliste, c'est la lutte du prolétariat contre les capitalistes.

La différence qui existe entre le travail esclavagiste, le travail servile et le travail salarié permet de comprendre pourquoi, dans la lutte de classes, le prolétariat a besoin d'une Internationale. L'exploitation capitaliste est fondée sur l'exploitation de la force de travail des ouvriers par les capitalistes, qui possèdent les moyens de production.

La différence qui existe entre le travail servile et le travail salarié réside dans le fait que le serf travaille pour le seigneur, mais il possède un lopin de terre, des outils qui lui appartiennent.

Le travailleur salarié n'est pas dans la même situation face à l'exploitation capitaliste. Les travailleurs salariés ne possèdent rien d'autre que leur force de travail, qu'ils doivent vendre aux capitalistes pour survivre. De tout temps, une classe exploitée lutte contre l'exploitation. La différence entre le travail servile et le travail salarié réside en ceci que le paysan serf libéré du servage peut devenir le propriétaire de ses moyens de travail et de production (terre). L'ouvrier, le travailleur salarié qui s'élève au rang de propriétaire des moyens de production cesse d'être un travailleur salarié. Il devient capitaliste. Il cesse d'être un salarié. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, cette situation est traduite clairement : « *Les prolétaires n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes.* »

Répetons-le : quand il y a exploitation d'une classe par une autre, il y a lutte contre l'exploitation. Seul, isolé, l'ouvrier n'est rien, il n'a aucune possibilité de lutter contre celui qui possède les moyens de production. Le capitaliste a la possibilité de le faire mourir de faim. L'ouvrier ne peut survivre que comme travailleur salarié. Groupés, les ouvriers sont une force, ils peuvent s'organiser. Qui organise cette force ? C'est le mode de production capitaliste, qui exige des usines, des mines, des relations entre les usines, entre les mines, où les ouvriers, les mineurs, les métallurgistes sont dans les mêmes conditions d'exploitation, groupés et exploités. A partir du moment où le système capitaliste s'est développé, à partir du moment où il y a eu concentration des ouvriers, des organisations se sont constituées pour combattre l'exploitation. Lénine, à la fin du siècle dernier, disait en substance aux « moujiks » déracinés qui affluaient dans les villes : moujiks, vous allez souffrir les mille morts de l'exploitation capitaliste, mais vous serez groupés, organisés dans les bagnes industriels ; vous apprendrez l'organisation pour abattre l'organisation des capitalistes en construisant des organisations ouvrières.

La première organisation qui s'est constituée, en Angleterre, a été le Mouvement des chartistes, sur un programme : 10 heures de travail sans perte de salaire, interdiction du travail des enfants, augmentation des salaires.

Au début du capitalisme, quand les ouvriers travaillaient 14 heures, 15 heures, des jeunes de 6 à 8 ans étaient parqués dans

les usines, ils étaient parqués dans les maisons qui s'appelaient des workhouses, véritables prisons. Par parenthèse, aujourd'hui, le capitalisme dans le monde entier, que ce soit en France, en Espagne ou aux États-Unis, tente de faire revenir les travailleurs dans les mêmes conditions.

A partir de 1830, des organisations ouvrières se constituent, plus ou moins secrètes : en France, où toute une série de tendances et d'organisations cherchent, bien que confusément, à exprimer les intérêts de la classe ouvrière déjà constituée ; en Allemagne, où la situation d'une classe ouvrière en formation est encore marquée par des rapports sociaux où dominent des formes semi-féodales. Autour de la critique de ces formes semi-féodales et autour des exilés, se constitue en France la Ligue des Justes, qui regroupe des exilés allemands, anglais, belges, et des Français. En Angleterre, le Mouvement chartiste a déjà toutes les caractéristiques d'un mouvement ouvrier. Toutes ces organisations entretiennent entre elles des rapports étroits.

Discussions politiques, scissions, regroupements, jusqu'au moment où s'est clarifiée la position du prolétariat affirmant sa lutte de classe et ses objectifs dans la Ligue des communistes. C'est cette Ligue des communistes qui adopte le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et d'Engels, qui, dès 1848, trace tout le développement historique. On peut dire que, dans ses principes, le *Manifeste* est aussi vivant aujourd'hui, en 1998, qu'en 1848. Le prolétariat est international dans son contenu et national dans sa forme. Aujourd'hui, encore plus qu'en 1848, les termes de mondialisation, privatisations, déréglementation, flexibilité, mobilité... sont des termes qui recouvrent la défense des intérêts des propriétaires privés des moyens de production contre les intérêts des exploités et des opprimés, des termes qui sont utilisés de façon identique sur tous les continents et dans tous les pays.

Bien entendu, le *Manifeste du Parti communiste* est rédigé à partir de la situation du prolétariat de l'époque. Mais la base de principe du *Manifeste*, c'est l'Internationale, qui n'est pas inventée par Marx. Elle est la traduction d'une réalité économique et historique, dont les principes restent valables aujourd'hui. Sous cet angle, on peut dire que la Ligue des communistes, qui s'était constituée en 1847, est la préhistoire des Internationales.

La révolution de 1848 et sa défaite ont abouti à une situation de désorganisation de la classe ouvrière, qui subit les coups profonds de la bourgeoisie et des gouvernements. On assiste à un recul du mouvement ouvrier.

LA PREMIÈRE INTERNATIONALE

Mais le développement du capitalisme se poursuit et la classe ouvrière est conduite à chercher à se constituer comme classe, donc à s'organiser pour résister à l'exploitation.

En 1864, à Londres, se tient un meeting contre la répression par les armées tsaristes de la révolution polonaise et pour la défense de l'Irlande. A ce meeting participent tous les représentants du mouvement ouvrier, toutes les tendances, y compris les représentants de la démocratie... Dans le même temps, à Londres, se tient l'Exposition universelle, et des délégations d'ouvriers de toute une série de pays qui y sont venus participent à ce meeting. Là, ils décident de se constituer, d'avoir des liens internationaux, essentiellement européens. C'est la naissance de la Première Internationale.

La Première Internationale va regrouper toutes les tendances du mouvement ouvrier, les tendances réformistes et les tendances révolutionnaires, marxistes, bakouninistes, y compris Garibaldi, qui est à la limite du mouvement ouvrier. Marx est chargé d'écrire l'Adresse, qui sera le programme de la Première Internationale, rassemblant tout ce qui existe comme organisations du mouvement ouvrier à l'époque. La libération de l'humanité ne peut être réalisée que par la lutte pour la libération de la classe ouvrière de l'exploitation de l'homme par l'homme et l'abolition de la propriété privée des moyens de production. Tel est le fondement de principe de la Première Internationale.

C'est ainsi que la condition pour construire des organisations dans chaque pays, quelles que soient les tendances de la classe ouvrière, pour construire une organisation ouvrière, c'est qu'il faut inscrire la lutte pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

La Première Internationale élit un conseil général, qui se réunit à Londres, avec des congrès où sont définis toute une série de questions politiques toujours actuelles. J'en donnerai quelques exemples.

La classe ouvrière, pour se défendre contre l'exploitation, doit être unie. Ce sont les capitalistes qui, en introduisant la concurrence entre les travailleurs, les divisent entre eux.

Comment combattre l'exploitation ? La Première Internationale prescrit : ne jamais accepter d'être soumis à un parti de la bourgeoisie ou à un gouvernement bourgeois, parce que, par essence, ces gouvernements sont des gouvernements d'exploiteurs. Et, à partir de là, quelle que soit leur position politique, philosophique ou religieuse, les travailleurs peuvent trouver leur place dans le syndicat indépendant.

Les travailleurs sont traversés par des courants politiques différents : marxistes, bakouninistes, réformistes... La liberté de penser doit être respectée totalement, c'est le droit d'être organisé dans l'organisation politique de son choix. Donc, la classe ouvrière s'organise en organisations politiques. La démocratie ouvrière garantie par l'indépendance de classe garantit la libre expression.

Bien entendu, dans chaque pays, les relations ne sont pas les mêmes, car il existe des traditions nationales différentes. Il y a des différences entre les organisations syndicales espagnoles et les organisations syndicales françaises. Je ne dis pas que la forme d'organisation est meilleure en France qu'en Espagne. Elle correspond à la situation historique du pays et au développement propre de la lutte de classe du prolétariat.

Il y a d'autres formes d'organisation : les mutuelles, partiellement les coopératives ouvrières, et toute une série de conquêtes qui ont constitué la classe comme classe et que la classe capitaliste veut détruire en détruisant les organisations.

LA II^e INTERNATIONALE

La défaite de la Commune de Paris entraîne de fait la disparition de la Première Internationale. La reconstruction du mouvement international aboutit à la II^e Internationale. Dans la II^e Internationale, il n'y avait que des partis ouvriers indépendants. La II^e Internationale n'avait rien à voir avec l'Internationale socialiste d'aujourd'hui, où vous avez des partis bourgeois, des partis réactionnaires, avec des partis dits socialistes et même d'anciens partis communistes.

N'aurait pu adhérer à la II^e Internationale un parti qui n'était pas un parti ouvrier (par exemple, au Venezuela, le Parti d'action démocratique, qui est un parti bourgeois, mais est membre de l'Internationale socialiste).

Aujourd'hui, Gonzalez et Pierre Mauroy sont en train de négocier pour que le Parti démocrate américain puisse coopérer avec l'Internationale socialiste et y être associé sous une forme ou une autre. C'est la « troisième voie » proposée par Clinton, Blair, Jospin et autres...

Dans les années précédant la Première Guerre mondiale, la II^e Internationale regroupe donc ces partis ouvriers, qui se constituent dans chaque pays sur la base d'un programme qui est celui de l'indépendance de classe, de la défense des conquêtes sociales, de la lutte pour de véritables réformes qui amélioreraient réellement le sort des exploités, pour l'unité internationale des prolétaires.

Les prolétaires n'ont pas de patrie, dit le *Manifeste du Parti communiste*. Ce qui ne veut pas dire qu'ils n'ont pas à défendre des nations, dans certaines conditions et pour certaines nations, par exemple les nations opprimées. Mais, en 1914, lors de la Première Guerre mondiale, les députés socialistes, en France, ont voté les crédits de guerre et ont dit : « *L'ennemi, c'est l'Allemagne.* » En Allemagne, ils ont dit : « *L'ennemi, c'est la France.* »

Chacun de ces partis, se soumettant à son gouvernement impérialiste, pour la défense de la « patrie », a enchaîné les militants et les travailleurs au char de leur impérialisme national. La cassure se fait. Ce n'est plus une Internationale. Chacun des dirigeants de ces partis — pas les membres, pas les ouvriers qui ont suivi — ont trahi la cause de la classe ouvrière en trahissant l'Internationale. Pourquoi ?

Encore une fois, il faut utiliser la méthode du marxisme. Quelles sont les bases matérielles qui permettent de comprendre cette situation ?

Les bases matérielles de la dégénérescence des partis de la II^e Internationale, c'est l'impérialisme, le capital financier, qui, à travers la conquête des colonies, par la surexploitation des travailleurs et des peuples colonisés, constitue dans la classe ouvrière une couche que Lénine a appelée l'aristocratie ouvrière. Ceux qui, en fait, pensent pouvoir régler « leur » question sociale en se soumettant à la bourgeoisie.

C'est à partir de cette base matérielle que l'on peut comprendre ce qui s'est passé. Cela ne veut pas dire que les dirigeants qui sont passés de l'autre côté étaient tous des traîtres, tous des vendus, tous des corrompus, etc. Il y avait des traîtres, des vendus, des corrompus, comme il y en a toujours eu dans les mouvements libérateurs. Mais de grands révolutionnaires, en France, en Russie, en Allemagne, n'étaient pas des corrompus. Quand ils se sont trouvés devant la situation de dire non à la bourgeoisie, de dire non aux gouvernements bourgeois, il y en a qui ont dit oui, d'autres ni oui ni non, d'autres non...

Dans toutes les organisations, il y a eu des militants qui n'ont pas cédé. Il y a eu en France des militants du Parti socialiste, des syndicalistes qui n'ont pas cédé et qui ont dit non : « *L'ennemi du prolétaire n'est pas le prolétaire d'en face, mais mon capitaliste.* » De même, en Allemagne, en Italie, en Russie...

Ceux-là se sont regroupés. Ils ont fait une conférence à Zimmerwald, en Suisse. Ils étaient 35 : Allemands, Français, Italiens, Russes... C'était cela, l'Internationale. Ils tenaient dans huit taxis ! Ils ont dit non à la guerre impérialiste, pour la révolution prolétarienne ! Pour la fidélité à l'Internationale !

LA III^e INTERNATIONALE ET LA DÉGÉNÉRESCENCE STALINIENNE

La révolution russe a intégré ces hommes-là. Ils ont constitué la III^e Internationale. Tous les représentants de ces tendances se sont retrouvés à Moscou au sein de l'Internationale communiste. Il y avait les marxistes, les syndicalistes révolutionnaires de France, qui n'étaient pas marxistes. En 1920, la CNT espagnole, anarcho-syndicaliste, a même décidé son adhésion à la III^e Internationale.

Si vous me le permettez, je vous raconterai une anecdote qui m'a été rapportée il y a une quinzaine d'années par un vieux révolutionnaire aujourd'hui disparu. C'était un syndicaliste révolutionnaire ; il n'était pas bolchevique, pas marxiste ; cet homme s'appelait Alfred Rosmer.

Il avait été élu à l'exécutif de l'Internationale communiste à Moscou. Au moment où se préparait le III^e Congrès mondial, la CNT, qui avait voté son adhésion à l'Internationale communiste, envoie un délégué pour participer au congrès mondial

de l'Internationale communiste. Lénine était quelque peu interloqué. Il demande à Rosmer de venir dans son bureau et lui pose des questions sur la CNT. Rosmer explique que la CNT est une organisation révolutionnaire de masse. Lénine lui dit en substance (je ne garantis pas les termes exacts) :

« Ce sont des anarchistes, ce ne sont pas des bolcheviks. Nous sommes pour le centralisme démocratique, eux n'en sont pas partisans. On n'a pas le droit de leur imposer le centralisme démocratique contre leur conscience. »

Lénine chercha et trouva une solution :

« On va constituer l'Internationale syndicale rouge. Tous les syndicats qui restent fidèles à la lutte des classes pourront rejoindre les rangs de l'Internationale syndicale rouge. Comme le syndicat rassemble les travailleurs quelles que soient leurs opinions politiques, philosophiques ou religieuses, ils pourront être membres de l'exécutif de l'Internationale syndicale rouge. L'Internationale syndicale rouge pourra envoyer des observateurs à l'Internationale communiste. Tout en conservant leurs propres opinions, il sera possible d'élaborer une politique et des actions communes. »

Apparemment, c'était très, très bien, mais ce fut là une grande erreur. Par exemple, en 1920, lors de la scission de la CGT imposée par les réformistes, l'aile gauche s'est constituée en Confédération générale du travail unitaire (CGTU). La qualification « unitaire » traduisait clairement ce qu'était la position de principe de l'époque. On considérait la scission comme momentanée. C'est ainsi que la position de Lénine a abouti à la consolidation de la scission du mouvement syndical. L'Internationale syndicale rouge est, par ailleurs, devenue l'instrument de Staline pour subordonner à la caste bureaucratique les partis communistes dans le monde entier.

Cela nous prouve que même les plus grands révolutionnaires, les plus lucides, peuvent se tromper.

Mais comment expliquer la dégénérescence de la III^e Internationale ? La révolution russe a été isolée et la guerre civile a été d'une atrocité épouvantable. Lors de la famine de 1920, il y a eu des milliers de cas de cannibalisme. Bien entendu, le socialisme, ce n'est pas une société où l'on mange son prochain... Isolée, pourquoi ? Parce que les dirigeants de la II^e Internationale sont restés liés à la bourgeoisie. A la fin de la guerre, il y a eu des mouvements révolu-

tionnaires dans tous les pays : en Allemagne surtout, en Bulgarie, en Hongrie, en Italie. Les bolcheviks disaient :

« Si la révolution allemande éclate, enfin, nous pourrions souffler un peu. Avec le prolétariat du pays avancé qu'est l'Allemagne, à nous, pays arriéré, ils nous enverront des machines, des ouvriers qualifiés, et nous, on leur enverra le blé. On constituera ainsi un bloc indestructible qui entraînera les ouvriers français, les ouvriers espagnols, etc. »

La révolution russe a dégénéré. Staline a substitué la pseudo-théorie du « socialisme dans un seul pays » à la conception marxiste matérialiste qui établit la nécessité du socialisme sur le fait que les « *forces productives mises en œuvre dans les relations sociales de production capitaliste étouffent dans les barrières des Etats nationaux (1) et du marché mondial* ».

C'est sur cette analyse marxiste, fondée sur une étude objective de l'économie mondiale, que Lénine établit les fondements objectifs de la révolution prolétarienne dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. De cette analyse est déduite la nécessité objective de la révolution mondiale pour assurer le développement des forces productives, la nécessité de substituer la propriété sociale au système de la propriété privée des moyens de production.

L'analyse de Lénine n'est-elle pas vérifiée ? Je vous invite à vous référer aux nombreux documents adoptés par la IV^e Internationale qui établissent que le retard de la révolution mondiale (dont la seule cause est la trahison des vieilles directions de la II^e et de la III^e Internationales) a conduit à une situation mondiale (formulée dans le *Programme de transition*) où, étouffant dans le cadre du marché mondial, les forces productives « *ont cessé de croître* » et sont présentement entrées dans une phase de pourrissement à l'échelle mondiale, comme conséquence du pourrissement du système de la propriété privée des moyens de production.

L'ère de la révolution, l'ère du développement des forces productives libérées des entraves de la propriété privée des moyens de production, est mondiale. La révolution

(1) Ce qui n'est pas contradictoire avec la nécessité du combat pour libérer la « nation », les nations, des entraves du système de la propriété privée des moyens de production, mais c'est là une autre question qu'il m'est impossible d'analyser dans le cadre de mon exposé.

russe de 1917, pour le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky, était le premier chaînon de la révolution mondiale. La Russie soviétique a été totalement isolée et a subi le dur assaut de l'impérialisme mondial, organisant un boycott économique quasi complet.

Tel fut le cadre de la dégénérescence de l'Etat ouvrier, qui allait conduire à l'effondrement de l'URSS. La caste bureaucratique kidnappait à son profit la gestion de la propriété collective, camouflant ses privilèges au nom de la pseudo-théorie du « *socialisme dans un seul pays* », de la « *coexistence pacifique entre deux systèmes* ».

La révolution russe a dégénéré. De partout, de l'extrême droite à l'extrême gauche officielle, on argue de la faillite de la bureaucratie pour accrédiiter la faillite du socialisme international. Qu'est-ce que le socialisme ? Qu'est-ce que le communisme ? Je ne peux — vous le comprendrez — que tracer quelques éléments de réponse. Le communisme, dont le socialisme est la première phase, c'est la construction d'un système social international qui assurera la satisfaction des besoins sociaux de l'humanité. Le fondement du socialisme, c'est le développement des forces productives, libérées des chaînes de la propriété privée, qui devra permettre que chacun et tous aient la possibilité matérielle de satisfaire leurs besoins. Il est bien évident que cela ne peut être réalisé que par le développement de la technique assurant la marche en avant de l'économie.

Dans les sociétés passées, dans l'Antiquité, dans la société féodale, la mise en œuvre des forces productives était insuffisante pour atteindre cet objectif. Aujourd'hui, qui peut nier que c'est uniquement l'entrave constituée par le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production qui est la cause de la destruction des forces productives ?

Léon Trotsky a pu écrire que « *l'industrie est le moteur de la civilisation humaine* ». Aujourd'hui, chacun peut constater que, dans tous les pays, dans le monde entier, sous tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, et en premier lieu les gouvernements dirigés par les partis de l'Internationale socialiste, nous assistons à la destruction organisée des bases industrielles de la civilisation pour satisfaire les besoins rapaces de l'économie spéculative, cela sous l'égide du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale, de l'Orga-

nisation mondiale du commerce, de l'Union européenne de Maastricht-Amsterdam-Cardiff, de l'ALENA, de l'OTAN...

La révolution russe a dégénéré. Staline a substitué la pseudo-théorie du « *socialisme dans un seul pays* » aux principes marxistes. Dans les limites d'une comparaison, il sera possible, peut-être, d'éclairer le mécanisme de la dégénérescence. Prenons une famille composée d'une mère, d'un père avec deux petits enfants. Le petit frère, par jeu, dérobe le morceau de pain de sa petite sœur. Pour l'alimentation de l'un et de l'autre — le besoin de consommation de pain —, cela ne pose pas de problème. En temps de guerre, lorsque la famine sévissait, par exemple, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, ce jeu n'aurait pu être toléré. Le père de famille aurait été dans l'obligation de sévir, c'est-à-dire de « réprimer », d'« interdire » au frère de prendre le morceau de pain de sa sœur : c'était là une question de survie. Bien sûr, la comparaison s'arrête là. Les parents n'ont d'autre souci que de préserver leurs enfants. Le bureaucrate parvenu n'a, quant à lui, que le seul souci, en s'élevant dans la hiérarchie sociale, de s'octroyer pour lui-même la part du lion dans sa fonction répressive de répartition, cela au détriment de la majorité démunie.

La Russie soviétique, à la fin de la guerre civile, isolée, les frontières bloquées, subissant la plus atroce famine, était incapable de satisfaire les besoins les plus élémentaires des populations, de répartir les produits de première nécessité en nombre suffisant. L'appareil de l'Etat a commencé à se servir lui-même aux dépens de tous. La bureaucratie, constituée en caste parasitaire qui s'approprie le pouvoir de gérer pour elle-même la propriété collective, kidnappait à son profit la propriété collective, conduisant l'URSS à la faillite.

Pas à pas, Léon Trotsky analyse, à partir de 1923-1924, la dégénérescence stalinienne de l'Etat ouvrier. Trotsky démontre, dans le processus même des révolutions et des crises révolutionnaires qui secouent l'humanité, comment la pseudo-théorie du « *socialisme dans un seul pays* », inventée par Staline en 1924, a conduit à la dégénérescence progressive des partis de la III^e Internationale. D'instruments pour l'aide à l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, les appareils des PC, subordonnés à Moscou, deviennent avec les appareils social-démocrates les organisateurs de la défaite.

Période sombre que celle qui allait conduire à la proclamation de la IV^e Internationale en 1938. Période où, pour la défense de ses privilèges de caste, la bureaucratie extermina les combattants d'octobre 1917, conduisit à la défaite de « juin 36 » et de la révolution espagnole après avoir désarmé le prolétariat allemand devant Hitler.

LA IV^e INTERNATIONALE

Je vous invite à étudier *La Révolution trahie*, rédigée par Léon Trotsky en 1936. Vous verrez à quel point ce livre est prémonitoire. Trotsky y explique comment la bureaucratie, si elle n'est pas renversée par la révolution politique, chaînon de la révolution mondiale, deviendra l'instrument de la restauration de la propriété privée des moyens de production et détruira les conquêtes d'Octobre.

L'effondrement de l'URSS confirme l'analyse de Léon Trotsky. Ici se pose l'alternative historique « socialisme ou barbarie ». C'est un fait, la barbarie monte dans le monde entier : officiellement, un milliard et demi d'êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté ; officiellement, 55 millions de personnes recensées aux Etats-Unis sont dans le dénuement le plus complet ; des centaines de millions sont voués au travail précaire, sans garanties ni droits, alors que les forces productives pourraient satisfaire les besoins de tous les êtres humains sur cette terre.

L'acharnement de l'impérialisme à défendre le système pourrissant de la propriété privée des moyens de production conduit l'économie spéculative, qui se substitue à l'économie productive, à détruire par tous les moyens les forces productives et la force de travail qui les met en mouvement : chômage, déréglementation, liquidation de la protection sociale, fermeture des hôpitaux, destruction de l'enseignement... Par tous les moyens, y compris avec les guerres prétendument ethniques qui sévissent dans 75 pays, guerres fomentées par le FMI, la Banque mondiale et les institutions internationales du capital financier, sous l'égide directe de l'ONU et des ONG.

Le grand écrivain Victor Serge, un des rares révolutionnaires libérés des camps de Staline, a écrit en 1936 un roman qui s'intitule *S'il est minuit dans le siècle*, qui, sous une forme littéraire, résume le dilemme de

la période historique : « socialisme ou barbarie ».

Vous comprendrez qu'il m'est impossible, dans le cadre de cet exposé, de présenter l'analyse marxiste qui fonde la réponse positive à l'alternative à laquelle se trouve confrontée l'humanité. J'en dirai néanmoins quelques mots.

A l'échelle mondiale et dans tous les pays, la lutte pour la survie de l'humanité se confond avec la lutte pour la survie du prolétariat et des masses exploitées et opprimées. Le processus en cours du système capitaliste de production entré dans sa phase de décadence spéculative n'a pas encore atteint sa phase achevée.

L'économie spéculative détruit les forces productives, met en œuvre la destruction des bases de l'économie productive, mais la spéculation est nourrie par l'extorsion de la plus-value, ce qui implique l'existence d'un prolétariat, qui reste la force motrice de la lutte des classes.

D'une part, la chute du mur de Berlin par l'activité des masses insurgées, les grèves et mobilisations contre les privatisations et, d'autre part, l'effondrement de l'URSS sous les coups combinés de la caste restaurationniste et de l'impérialisme, la destruction spéculative de l'économie productive donnent les contours d'un processus en cours, inachevé, configurant l'alternative « socialisme ou barbarie ». Je n'en dirai pas plus, vous renvoyant aux documents de la IV^e Internationale qui explicitent notre confiance dans les destinées de la révolution, qui, en dépit des difficultés et des tragédies sans nombre, sauvera l'humanité de la barbarie mondiale.

*
* *

La IV^e Internationale a été proclamée en 1938. Elle rassemble toute l'expérience de ses devancières, expérience résumée par une seule exigence : en tous lieux et en toutes circonstances, indépendance dans la lutte des classes, indépendance de classe des organisations.

La IV^e Internationale présente son programme, un programme vérifié dans ses principes par tous les événements historiques. Ce programme, la IV^e Internationale ne le dresse pas face aux autres tendances et organisations indépendantes... La signification que la IV^e Internationale se donne à

elle-même, c'est d'estimer que les principes marxistes restent vrais. C'est notre position, qui est d'intégrer l'expérience positive du combat organisé par la Première, la II^e et la III^e Internationales.

Nous en déduisons ce qui suit : des groupes, des militants cherchent la voie de l'indépendance. Ils ne sont pas trotskystes, ils n'adhèrent pas au programme de la IV^e Internationale, mais, répétons-le, ils recherchent la voie de l'indépendance. Nous leur disons : la condition pour aider la lutte des classes, c'est l'indépendance. Nous sommes prêts à nous organiser en commun dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples, dans le respect réciproque des opinions et des programmes. Précisons, pour résumer, les résultats à l'échelle de l'histoire du mouvement ouvrier.

La Première Internationale apprend au prolétariat la nécessité de constituer des organisations indépendantes.

La II^e Internationale rassemble les organisations de classe indépendantes qui aident la lutte de classe du prolétariat, dans la phase du capitalisme ascendant, à conquérir réformes et acquis sociaux.

La III^e Internationale, alors que le capitalisme est à son apogée, devenu l'impérialisme stade suprême, ouvrant l'ère du pourrissement du mode de production fondé sur la propriété privée des moyens de production, a dégagé la nécessité de la République des conseils ouvriers comme transition vers la société sans classes et sans Etat. Le Parti bolchevique de Lénine et de Trotsky aide et organise la victoire de la révolution d'Octobre, constituant la République des conseils, les soviets, les conseils ouvriers de délégués élus et révocables, la révolution russe constituant la forme développée de la Commune de Paris.

Les partis communistes, avec la constitution de la III^e Internationale, centralisent les enseignements du combat ouvrier en élaborant la méthode du front unique : depuis la constitution de la Première Internationale, nécessité pour la lutte émancipatrice de construire des organisations ouvrières indépendantes, les partis de la II^e Internationale rassemblant des organisations ouvrières indépendantes dans le combat pour les réformes et les conquêtes sociales.

La III^e Internationale a dégénéré et a succombé sous les coups du stalinisme.

La IV^e Internationale, qui est proclamée en 1938, dans une période de crise, tire les

enseignements des défaites et échecs de la révolution prolétarienne, dont la responsabilité incombe aux appareils dirigeants de la II^e Internationale, utilisant la force organisée du prolétariat pour soumettre la lutte de classe aux bourgeoisies exploiteuses. Et la IV^e Internationale tire les enseignements de la dégénérescence de l'URSS et, concomitamment, de celle des PC, qui, dominés par les appareils soumis au stalinisme, « *passés définitivement du côté de l'ordre bourgeois* » (1933), organisent les plus grandes défaites du prolétariat mondial. Les appareils des PC construits pour aider le prolétariat dans sa lutte de classe révolutionnaire deviennent les instruments de la caste bureaucratique parasitaire, s'associant jusqu'au bout au Kremlin pour conduire l'URSS à la restauration capitaliste.

La IV^e Internationale intègre à son combat d'organisation pour aider la lutte de classe émancipatrice les leçons de celles qui l'ont précédée. La IV^e Internationale intègre dans son combat :

- l'absolue nécessité de combattre en toute circonstance contre l'aliénation de l'indépendance de classe des organisations ;

- l'absolue nécessité d'aider à la défense des réformes, conquêtes sociales arrachées par la lutte de classe.

Plus que jamais, nécessité de préserver l'indépendance des organisations en refusant leur intégration dans les instances internationales de la spéculation : FMI, Banque mondiale, OMC, CES (2), ALENA, etc., dont la seule et unique fonction est la liquidation des réformes, acquis et conquêtes arrachés par la lutte de classe indépendante.

Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, s'opposent aux privatisations, à la déréglementation, au chômage, à la destruction des nations, qui veulent défendre les réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous nous proposons, dans le respect mutuel de nos positions respectives, d'œuvrer pour ensemble rechercher les issues pour sauver l'humanité de la déchéance.

(2) La Confédération européenne des syndicats (CES) n'est pas une confédération syndicale internationale, mais la courroie de transmission des plans de l'Union européenne, organe d'accompagnement et d'intégration des organisations syndicales.

Pour cela, débattons dans le cadre de la démocratie ouvrière, dont le centralisme démocratique est une des expressions. Nous disons : pour nous comme pour Lénine et Trotsky, le centralisme démocratique, c'est la liberté de pensée, qui ne reconnaît aucune hiérarchie dans la libre discussion, avec son corollaire, l'unité dans l'action.

Dans l'actuelle effroyable crise du mouvement ouvrier mondial, aucune autre condition que l'affirmation de l'indépendance des organisations pour se rassembler dans l'Entente internationale des travailleurs et des peuples.

Avec Trotsky, a été fondée la IV^e Internationale, dans un moment historique où se joue toute l'histoire de l'humanité, « socialisme ou barbarie », la barbarie qui monte dans le monde entier avec un milliard d'êtres humains qui vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire dans le dénuement le plus total. Il y a des guerres prétendument ethniques dans 75 pays, qui sont organisées, par exemple au Kosovo, dans une situation où des centaines de millions d'hommes sont voués au travail précaire, sans droits, sans garanties, alors que nous vivons dans un monde où les forces productives pourraient satisfaire les besoins de tous les êtres humains. Au lieu de cela, on détruit les industries, les mines.

La IV^e Internationale, aujourd'hui, doit rassembler toute l'expérience de ses devancières. Elle est la IV^e Internationale, elle a son programme, mais ce programme-là, qui est considéré comme juste, qui a été vérifié par l'histoire dans ses principes, ce programme-là, nous ne le dressons pas face aux autres tendances.

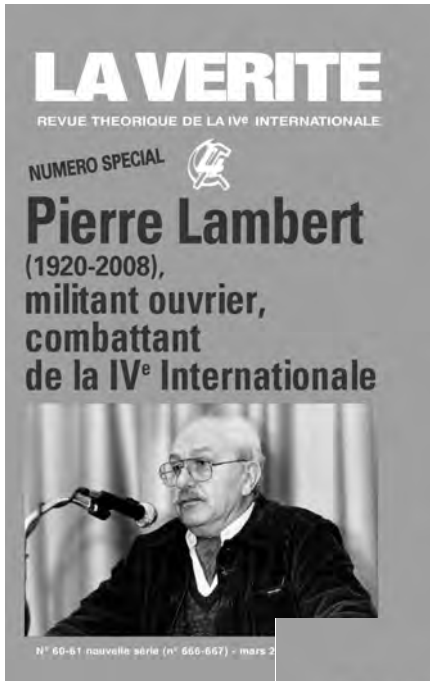
Qu'est-ce que signifie, aujourd'hui, intégrer toute l'expérience de l'Internationale, et

ce depuis la Première ? Cela signifie quelque chose de précis : construire l'Entente internationale. Dans cette crise effroyable du mouvement ouvrier mondial, des tendances, des groupes, des militants se détachent. Ils ne sont pas trotskystes, mais ils cherchent la voie de l'indépendance, et nous disons : l'indépendance de classe est la condition, et s'il y a indépendance de classe, nous sommes prêts à nous organiser en commun. C'est l'Entente internationale.

Dans la période où s'est constituée la II^e Internationale, c'était des réformes, des conquêtes sociales. Nous disons à tous ceux qui, dans le mouvement ouvrier, sont réformistes, qui veulent défendre les réformes et non pas les liquider, à ceux qui veulent défendre la protection sociale et non pas la détruire, ceux qui veulent défendre le régime des retraites et non pas affamer les vieux travailleurs, à tous ceux qui veulent défendre tous les acquis : nous sommes prêts à combattre ensemble dans l'Entente internationale, nous ne vous demandons pas de rejoindre la IV^e Internationale comme condition pour combattre ensemble.

A ceux qui, comme nous, ont pensé que la révolution russe, c'était l'aube de la révolution universelle, la République des conseils ouvriers, à tous ceux qui veulent combattre pour la République des conseils, à tous ceux qui veulent défendre les réformes qui ont été arrachées dans la lutte des classes, à ceux qui disent qu'aujourd'hui, il faut unir tout le monde, nous disons : unissons-nous ; pour notre part, nous voulons bien discuter librement de ce qu'est notre programme, celui de la IV^e Internationale.

**Pierre Lambert,
15 juillet 1998**



Couvertures des numéros de *La Vérité* rendant hommage à Pierre Lambert :

N° 60-61 (mars 2008) — Numéro spécial – Pierre Lambert, militant ouvrier, combattant de la IV^e Internationale.

N° 91 (septembre 2016) — Hommage au combat de Pierre Lambert.

N° 97 (mars 2018) — Il y a dix ans, Pierre Lambert disparaissait : l'actualité de son combat.

80^e ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE LEON TROTSKY

20 août 1940 Le dernier article de Léon Trotsky (extraits)

Le 20 août 1940 à Mexico, il y a 80 ans, Léon Trotsky était frappé à mort par l'agent de Staline Ramon Mercader. Nous publions ci-dessous son dernier article inachevé, qui ne sera édité qu'en août-septembre 1946 dans le n° 31 de la revue *Quatrième Internationale* (1).

PENDANT la dernière guerre, non seulement le prolétariat en général mais également son avant-garde et, dans une certaine mesure, l'avant-garde de cette avant-garde furent pris au dépourvu.

NOUS AVONS ÉTÉ PRIS AU DÉPOURVU EN 1914

L'élaboration des principes d'une politique révolutionnaire vis-à-vis de la guerre commença à une époque où la guerre embrasait déjà le monde de toutes parts et où l'appareil militaire commandait sans partage. Un an après le déclenchement de la guerre, la petite minorité révolutionnaire était encore obligée de s'adapter à une majorité centriste lors de la Conférence de Zimmerwald. Avant la révolution de février et même après, les éléments révolutionnaires ne se considéraient pas comme prétendants au pouvoir, mais comme représentants de l'opposition d'extrême gauche. Même Lénine reléguait la révolution socialiste dans un avenir plus ou moins lointain, il écrivait de Suisse :

« Nous, les aînés, nous ne vivons peut-être pas assez longtemps pour voir les batailles décisives de la révolution qui s'annonce » (Lénine, *Œuvres*, tome XIX, page 357).

Si Lénine envisageait ainsi la situation, il n'est alors guère nécessaire de parler des autres.

Cette position politique de l'aile d'extrême gauche s'exprimait avec le plus de relief dans la question de la défense de la patrie.

Dans ses écrits de 1915, Lénine faisait allusion aux guerres révolutionnaires que le prolétariat victorieux aurait à mener. Mais il s'agissait là d'une question de perspective historique imprécise et non de la tâche du lendemain. L'attention de l'aile révolutionnaire était dirigée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Evidemment, les révolutionnaires répondaient à cette question par la négative. C'était tout à fait juste. Mais cette réponse purement négative servit de base pour la propagande et l'éducation des cadres, mais elle ne pouvait gagner les masses qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger.

Dans la Russie d'avant-guerre, les bolcheviks formaient les 4/5^e de l'avant-garde prolétarienne, c'est-à-dire les ouvriers qui participaient à la vie politique (journaux, élections, etc.). Après la révolution de février, le pouvoir illimité passa aux mains

(1) Fragments dictés le 20 août et qui ont été retrouvés dans le dictaphone de Trotsky. Ils sont publiés dans un ordre différent dans Léon Trotsky, *Œuvres*, tome 24, « Bonapartisme, fascisme et guerre (20 août 1940) », ILT, pages 366 à 376.

des partisans de la défense nationale, mencheviks et socialistes-révolutionnaires. Il est bien vrai que dans l'espace de huit mois, les bolcheviks gagnèrent l'écrasante majorité des ouvriers. Ce n'était pas le refus de défendre la patrie bourgeoise qui joua le rôle décisif dans la conquête de la majorité, mais le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ». Et seulement ce mot d'ordre révolutionnaire ! La critique de l'impérialisme, de son militarisme, le refus de défendre la démocratie bourgeoise et ainsi de suite n'auraient jamais gagné aux bolcheviks la majorité écrasante de la population.

Dans la mesure où le prolétariat, à une étape donnée, s'avère incapable de conquérir le pouvoir, l'impérialisme commence à diriger la vie économique par ses propres méthodes ; le parti fasciste qui devient la puissance étatique en est le mécanisme politique. Les forces productives sont en contradictions inconciliables non seulement avec la propriété privée, mais également avec les frontières de l'Etat national. L'impérialisme est l'expression même de cette contradiction. Le capitalisme impérialiste cherche à résoudre cette contradiction par l'extension des frontières, la conquête de nouveaux territoires, etc. L'Etat totalitaire qui soumet tous les aspects de la vie économique, politique et culturelle au capital financier est l'instrument qui sert à créer un Etat supernationaliste, un empire impérialiste, le règne sur des continents, le règne sur le monde entier.

Tous ces traits du fascisme, nous les avons analysés chacun en lui-même et tous dans leur ensemble, à mesure qu'ils se sont manifestés ou sont apparus au premier plan (...).

LE PROBLÈME DU POUVOIR EST POSÉ AUX OUVRIERS

La seconde guerre mondiale pose la question du changement de régime d'une façon plus impérieuse, plus urgente que ne le fit la première guerre. C'est avant tout et surtout la question du régime politique. Les ouvriers ont conscience que la démocratie fait partout naufrage et qu'ils sont menacés du fascisme même dans les pays où le fascisme n'existe pas encore. La bourgeoisie des pays démocratiques utilisera évidemment cette crainte du fascisme de la part des ouvriers, mais d'autre part la banqueroute

des démocraties, leur écroulement, leur transformation sans douleur en dictature réactionnaire force les ouvriers à se poser le problème du pouvoir, les rend plus réceptifs au problème du pouvoir.

La réaction détient aujourd'hui une puissance comme il n'y en a peut-être jamais eu auparavant dans l'histoire moderne de l'humanité. Mais ce serait une inexcusable méprise de ne voir que la réaction. Le processus historique est un processus contradictoire. Sous le couvert de la réaction officielle, de profonds processus ont lieu parmi les masses qui accumulent les expériences et deviennent sensibles à de nouvelles perspectives politiques. La vieille tradition conservatrice de l'Etat démocratique, qui était si puissante même pendant la période de la dernière guerre impérialiste, n'existe aujourd'hui que comme une survivance extrêmement instable. A la veille de la dernière guerre, les travailleurs européens avaient des partis numériquement puissants. Mais à l'ordre du jour se trouvaient des réformes, des conquêtes partielles, et nullement la conquête du pouvoir.

La classe ouvrière américaine est encore aujourd'hui sans un parti ouvrier de masses. Mais la situation objective et les expériences accumulées par les ouvriers américains peuvent poser dans un très bref délai à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir. Il faut faire de cette perspective la base de notre agitation. Il n'est pas seulement question de prendre position vis-à-vis du militarisme capitaliste et de refuser de défendre l'Etat bourgeois, mais il s'agit d'une préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie prolétarienne (...).

LA DERNIÈRE FOURNÉE DE PHILISTINS

La plupart des philistins de la nouvelle fournée basent leurs attaques contre le marxisme sur le fait que, contrairement aux pronostics de Marx, le fascisme s'est établi au lieu du socialisme. Rien n'est plus stupide et plus vulgaire que cette critique. Marx a démontré et prouvé que lorsque le capitalisme atteint un certain niveau, la seule issue offerte à la société réside dans la socialisation des moyens de production, c'est-à-dire le socialisme. Il démontra aussi bien qu'en raison de la structure de classe de la société,

seul le prolétariat est capable de réaliser cette tâche par une lutte révolutionnaire intransigeante contre la bourgeoisie. Il démontra en outre que, pour accomplir cette tâche, le prolétariat avait besoin d'un parti révolutionnaire.

Toute sa vie, Marx, et avec lui et après lui Engels, et après eux Lénine, menèrent une lutte intransigeante contre les tendances qui, dans les partis prolétariens et dans les partis socialistes, s'opposaient à la réalisation de la tâche révolutionnaire historique. L'intransigeance de la lutte que menèrent Marx, Engels et Lénine contre l'opportunisme, d'une part, et contre l'anarchisme, d'autre part, démontre qu'ils ne sous-estimaient pas du tout ce danger. En quoi consiste ce dernier ? En ce que l'opportunisme des sommets de la classe ouvrière, perméables à l'influence de la bourgeoisie, pouvait ralentir, rendre plus difficile et retarder l'accomplissement de la tâche révolutionnaire du prolétariat.

C'est précisément cette situation de la société que nous pouvons observer aujourd'hui. Le fascisme n'est pas du tout venu « à la place » du socialisme. Le fascisme est la continuation du capitalisme, une tentative de perpétuer son existence par les mesures les plus bestiales et les plus monstrueuses. Le capitalisme eut la possibilité de recourir au fascisme uniquement parce que le prolétariat n'a pas accompli la révolution socialiste à temps. Le prolétariat fut paralysé dans l'accomplissement de sa tâche par les partis opportunistes. La seule chose qui puisse être dite est qu'il s'est présenté plus d'obstacles, plus de difficultés, plus d'étapes sur la route du développement révolutionnaire du prolétariat que n'en avaient prévu les fondateurs du socialisme scientifique. Le fascisme et la série des guerres impérialistes

constituent la terrible école par laquelle le prolétariat doit se libérer des traditions et des superstitions petites-bourgeoises, doit se débarrasser des partis opportunistes, démocratiques et aventuristes, doit forger et éduquer l'avant-garde révolutionnaire et, par là, préparer l'accomplissement de la tâche sans laquelle il n'y a pas et il ne peut pas y avoir de salut pour le développement de l'humanité (...).

Dans chaque discussion politique, inévitablement surgit la question : réussirons-nous à créer un parti fort pour le moment où éclatera la crise ? Le fascisme ne nous devancera-t-il pas ? Une étape fasciste dans l'évolution n'est-elle pas chose inévitable ? Les succès du fascisme font aisément perdre toute perspective aux gens, et les conduisent à oublier les conditions présentes qui rendirent possibles un renforcement et une victoire du fascisme. Pourtant, une claire compréhension de ces conditions est de la plus grande importance pour les ouvriers des Etats-Unis. Nous pouvons poser comme une loi historique que le fascisme n'a pu vaincre que dans les pays où les partis ouvriers conservateurs ont empêché le prolétariat d'utiliser la situation révolutionnaire pour prendre le pouvoir. En Allemagne, deux situations révolutionnaires se présentèrent : 1918-1919 et 1923-1924. Même en 1929, une lutte directe du prolétariat pour le pouvoir était encore possible. Dans tous ces trois cas, la social-démocratie et le Comintern brisèrent criminellement ces possibilités de prise du pouvoir et par là même placèrent la société dans une impasse. C'est seulement dans ces conditions et dans cette situation que s'avèrent possibles la montée tempétueuse du fascisme et sa conquête du pouvoir.



Léon Trotsky à son bureau.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue trimestrielle publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Marc Gauquelin

